QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - Nº 13562 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry :

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 4-LUNDI 5 SEPTEMBRE 1988

Une Constitution pour le Brésil

78

- 17

sebodge à Pen

SUL! IT

please ...

A 医生素病。 ()

commerce exit

T: U(:0 .:

17 14

್ವರ್ಡ್

70 2770

には定定

ingst.

1111

-- --

R MINIL

Contract of

in to better

ension mutuel

Cotto fois, c'est fair. Il aura faillu cinq projets auc-cessifa, plus d'un an de guérille parlementaire et de conflit ouvert des armées de transition yers la démocratie, pour que le Brésil se dote d'une Constitution civile. Adopté le vendredi 2 septembre, le texto met un terme définitif au régime autoritaire hérité du gouvernement méltaire qui avait tenu le pays de 1964 à 1985. Et le projet final, qui devrait être en prin-cipe achevé le 16 septembre, sera promulgué le 23. Dete symbolique hoisie pour coincider avec le printemps austral?

Car l'adoption de cette charte utionnelle - obtenue au prix de quelle « aucèse » politique ! qui a subi pas moins de tranteneuf mille amendements, apporte une bouffée d'oxygène démocratique à ce Brésil étouffé par la crise. En támoigne l'euphorie des periementaires lors du vote de mesures comme le droit de grève sens restriction, la journée de traveil à la chaîne remense à six heures, ou éviderament, le fin de le censure ou même cette limitation de la présance étrangère dans l'économie,

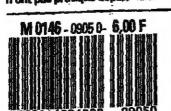
A bien des igardo, ca catalogue de mesures de dollers, pour ne rien dire de la crise d'« identité sociale » qui déchics un pays dont près des deux tiers des habitants vivent audessous du souil de la peutreté.

« Qui peiers la note ? », avait lancé le président Samey, cet été, slors qu'après bien des polémiques le texte définitif de la nouvelle Constitution preneit forme. Et le président, se faisant l'écho des milieux conservateurs, de jouer les Cassendre, prédisent une inflation accrue, une stagnation économique et une instabilité politique plus grande encore. Tant il est vrai que, depuis l'accession au pouvoir, en avril 1985, du peu charismatique et très contesté José Serney, qui fut le vice-président de Tancredo Neves - l'homme clé de la transition démocratique, disparu avant d'avoir régné. — les réformes annoncées se sont enlicées.

nouvelle Constitution brésilienne est, pour l'instant, une boite de Pandore, de chobt, dens ce « printemps brésilien », à l'architecte de ce périlteux édifice parlementaire : M. Ulysses Guimeraes.

A solvente et onze ens. M. Guimaraes, qui préside aux triples destinées de l'Assemblée constimante, de la Chambre fédérale des députés et du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMOB), sux aspirations centristes, n'a per d'ambition présidentielle « avouée ». Mais il possède, à pré-sent, « un crédit démocratique » indéniable aux yeux de tous ceux qui aspirent à un certain changement su Brésil, et qui ne sevent pas toujours vers qui se tourner.

Changement qui pourrait intervenir des l'année prochaine. L'Assemblée constituente syant tranché en mars dernier, au tenne d'une sutre négociation byzantine, en faveur du maintien du présidentialisme et fixé à quetre ens le mendet du chef de l'Etat, les Brésiliens éliront au auffrage universel, en novembre 1989, le successeur de M. Sarney. Un exercice qu'ils n'ont pas pratiqué depuis 1960.



Selon un rapport d'Amnesty International

Des centaines de civils kurdes ont été tués à l'arme chimique par les forces irakiennes sa conception de l'ouverture

Dans un rapport publié le vendredi 2 septembre à Londres, Amnesty International confirme l'utilisation par l'Irak des armes chimiques dans le nord du Kurdistan. Des centaines de civils ont été tués. L'organisation humanitaire affirme que ces « massacres » s'inscrivent dans une « politique sys-

tématique et délibérée visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes ». Selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), plus de quarante mille civils kurdes sont encerclés par l'armée irakienne, qui les empêche de rejoindre les quelque cent mille Kurdes réfugiés en Turquie.

Les perdants de la paix

Près de treize ans après l'accord d'Alger, conclu entre le chah d'Iran et le président irakien Saddam Hussein, l'histoire se répète, et tout semble indiquer que les Irakiens entendent profiter du cessez-le-seu, proclamé le 20 août, pour en finir une fois pour toutes avec leur « problème kurde », de la manière brutale qui leur est propre.

L'accord-surprise de mars 1975 avait bien scellé - provisoirement - la réconciliation entre les deux ennemis du Golfe. Mais celle-ci s'était faite sur le dos du peuple kurde, éternel sacrissé de tous les accords conclus dans cette région. Les peshmergas kurdes du général Moustapha Barzani, le chef charismatique du PDK (le Parti démocratique du Kurdistan), allaient d'ailleurs

embrassades d'Alger. Le PDK était alors depuis l'insurrection kurde de 1961. Sur le plan politique, il s'identifiait à l'ensemble du peupie kurde d'Irak et sur le pian militaire ses troupes se trouvaient à portée de canon des champs pétrolifères de Kirkouk. L'initia-

tive appartenait aux peshmergas. qui, armés sans compter par les Iraniens, avaient quitté leurs bases de haute montagne et commençaient à opérer dans les plaines centrales.

L'accroissement de l'assistance militaire fournie par l'Iran aux Kurdes avait cependant pris une signification politique évidente, Téhéran ayant désormais son mot à dire en ce qui concerne l'avenir et le sort même de la révolution kurde, qui était devenue dramatiquement dépendante de l'aide iranienne dans presque tous les

Plus tard on reprochera à Moustapha Barzani sa décision d'abandonner les formes traditionnelles de la guérilla pour mener une guerre classique, en affirmant que cette décision a constitué une grave erreur fondée sur le postulat de la permanence sant qu'il ne l'avait jamais été de l'aide militaire iranienne. Dans les huit heures qui suivirent les accolades d'Alger, les camions militaires iraniens commencent à récupérer l'équipement fourni aux peshmergas: pièces d'artillerie, munitions, équipements militaires et même des vivres dont pourtant

Nouvelles prisons: 13000 places

M. Arpaillange a modifié le plan

de constructions de M. Chalandon

PAGE 7

La fin des grèves en Pologne

Les mineurs de Haute-Silésie ont repris le travail

dans l'amertume

PAGE 3

Le scandale de la « mafia ouzbèke »

Le gendre de Brejnev devant les juges

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Bérégovoy invité dimanche à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

avait tant besoin la population du Kurdistan irakien menacée de famine dans certaines régions.

On comprend alors l'amertume

du général Barzani, qui n'avait même pas été informé à l'avance de l'accord d'Alger, déclarant à un journaliste : . Il semble que les deux partenaires se sont surtout préoccupés de leurs intérêts et que l'accord a été conclu à nos dépens. - Il avait rencontré quelques jours auparavant le chah, qui lui avait dit que l'accord avait été signé « parce qu'il était vital pour l'Iran », avant d'ajouter : « Tout ce que je peux faire pour vous. c'est de m'engager à protéger les Kurdes qui choisiraient de se réfugier en Iran ... L'effondrement fut rapide : un mois après la signature de l'accord d'Alger, la rébellion était pratiquement terminée et les peshmergas afflusient en Iran, où le nombre les 250 000. On aurait pu croire que l'épilogue tragique de la glorieuse aventure barzaniste servirait de leçon aux héritiers de Moustapha Barzani.

JEAN GUEYRAS. (Lire la suite page 4.)

Le débat au Parti socialiste

M. Michel Rocard défend

M. Rocard a affirmé le vendredi 2 septembre, à Vitrolles, que le gouvernement a un « projet » qui lie les préoccupations quotidiennes aux objectifs à long terme. Il répond ainsi à ses détracteurs socialistes et à l'opposition, qui lui ont fait grief de manquer d'un « grand dessein ». M. Rocard doit faire face à la pression des centristes, concrétisée par une lettre de M. Méhaignerie (lire page 6).

Les écarts de langage de M. Le Pen



Recu, le vandredi 2 septembre, par le maire RPR du Cap d'Adge, M. Pierre Leroy-Beaulleu, M. Le Pan devait déclarer : « Il n'y a pas-de majorité à droite sans le Front national. Cette venté a fait son chemin auprès des responsables locaux. » Cette « vérité », effet, a délà fait son chemin dans plusieurs régi peut-être, de s'illustrer dans certaines majorités municipales en mars 1989. Plus que jamais pourtant, M. Le Pen s'est montre tel qu'en lui-même en lançant vendredi son calembour sur «M. Durafour... crématoire». Combien de « détails » de ce genra faudra-t-il encore pour que les grandes consciences de la droite et du centre accèdent enfin à la « vérité » de cet homme, qui devrait, une fois pour toutes, le rendre infréquentable ? — J.-M. C.

(Lire nos informations page 16.)

«Une affaire de femmes», au Festival de Venise

Un grand Chabrol

Avec « Une affaire de femmes », projeté vendredi 2 septembre au Festival de Venise, le public retrouve le meilleur de Claude Chabrol. et Isabelle Huppert extraordi-

Au Festival de Venise, ces derniers jours, on volait très haut parmi les symboles et les paraboles, entre Angelopoulos et Olmi, entre enfer et paradis. Mais Chabrol est venu, et soudain, dans un grand fraces vivant et lucide, nous sommes redescendus sur terre. Pour suivre l'histoire, inspirée de faits réels. de Marie l'avorteuse qui finira sur l'échafaud. Pas au Moyen

Age. Hier. Pas loin de nous. Dans

mande.

Autant le dire tout de suite. Une affaire de femmes n'est pas seulement un grand Chabrol. C'est un grand film. Où Isabelle Huppert met mienz que du talent, l'inusable et volatile vérité

Marie arrache des orties pour la soupe avec ses deux mioches à ses basques. La petite fille est jolie. Le petit garçon, l'aîné, est moins beau, elle l'appelle - mon vilain canard ». Elle l'aime bien tout de même. On est en Normandie et c'est la guerre. Le mari est prisonnier. Marie se débrouille comme elle peut. Elle a une amie, une vraie. Elles guin-

un village normand à l'heure alle- chent entre filles dans la salle du café au son de lei l'on pêche, vous y pêcherez aussi. Cette amie s'appelle Rachel. Un jour les Allemands l'embarquent. Parce qu'elle est juive. Et Marie pleure dans l'escalier son amie partie... C'est une bonne fille, Marie, et parce que c'est une bonne fille elle va rendre service à sa voisine qui a - un pépin ». Etre enceinte quand le fiancé part pour le STO et ne peut rien promettre, c'est un pépin. Voilà comment on devient faiscuse d'anges. Pour rendre service et parce qu'on sait l'usage d'une injection de savon noir.

DANIÈLE HEYMANN. (Lire la mite et l'article de JEAN-MARC THEOLLEYRE page 9.)

ALAIN TOURAINE



LA PAROLE ET LE SANG

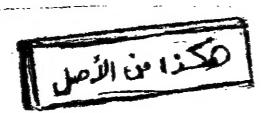
Abandon à Flushing Meadow Noah à la dérive

La poisse ! Paraîtra si éclatant de santé et être si fragile. C'est le paradoxe de Yannick Noah dont la carrière restera une succession de promesses non tenues. Ecrasé psychologiquement par sa victoire à Roland-Garros en 1983, il avait fui la France. Son tennis brillant a connu ensuite de longues éclipses à cause d'ennuis musculaires ou articulaires variés.

«Si Yannick ne tient pas la quinzeine, c'est à désespérar». disait Patrice Hagelauer, au début du tournoi de Flushing Meadow (le Monde du 2 septembre). L'entraîneur du joueur français faisait allusion aux injections, aux massages, au stretching, à la balnothérapie et à tous les autres soins apportés pendant des semaines au genou du champion trançais. Malheureusement, l'articulation s'est remise à grincer, le vendredi 2 septembre, contre le jeune Australien Jason Stoltenberg, obligeant Yannick Noah à abandonner la partie. Contre cette tendinite tenace qui l'handicape dapuis 1982, l'intervention chirurgicale apparaît comme l'ultime recours. Cependant, un arrêt de plusieurs mois hypothéquerait le retour de Noah au plus haut niveau. Grave dilemme pour un champion en fin de carrière. « Je vais peut-être devoir penser à autre chose », a-t-il confessé.

(Lire nos informations page 8.)

A 1-ETRANGER: Algéra, 4.50 DA; Marco, 6 dr.; Tuciria, 700 m.; Alamagras, 2.50 DM; Austrias, 20 ach.; Belgique, 40 fr.; Curada, 1,75 \$; Antibas/Réseico, 7,20 F; Cita-d'Ivoire, 315 F CFA; Damamark, 10 kr.; Espagna, 175 per.; G.-B., 80 p.; Gridge, 180 dr.; Handa, 90 p.; Halfe, 2 000 C.; Libya, 0,400 DL; Lasandrinary, 40 £; Narvèga, 18 kr.; Paya-San. 2,50 fl.; Parbugat, 180 esc.; Sánágat, 335 F CFA; Sudda, 14 esc.; Suida, 1,80 fl.; USA, 1,50 \$1 USA (Ward), 2 fl.; Paya-San. 2,50 fl.; Pa



Dates

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS. Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde Gérans: André Fontaine, cteur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Mêry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social:

620 000 F Principaux associés de la société :

Société civile Les rédacteurs du *Monde* », Société anonyme Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales.



S. rue de Monttessuy, 75007 PARIS (d): (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles, suuf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél.: (1) 42-47-98-72

Tedf	FLINCE		SUBE	MAYS
3	354 F	399 F	594 F	687 F
-	mr	762 F	972 F	1 337 F
,	954 F	100F	1404 F	1952 F
100	1 290 F	1300 F	1800 F	2530 F

ÉTRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Nom		
Prénon	a :	
Adress	e :	

3 mois 6 mois 9 mois 1 m

Code postal:.

Il y a trente ans

La Constitution de la Ve République

Il y a trente ans, le 4 septembre 1958, le général de Gaulle présentait à la France la Constitution de la Ve République, qui allait être adoptée, le 28 du même mois, par 17 668 790 voix contre 4 624 511.

par François Luchaire

président honoraire de l'université Paris-l uncien membre du Conseil constitutionnel

ETAIT la onzième fois depuis la fin de l'Ancien Régime que la France se prononçait par voie de référendum en matière constitutionnelle; elle avait toujours répondu « oui » sauf le 5 mai 1946, lorsque fut reponssé un projet de Constitution rédigé par une Assemblée constituante à majorité socialiste et com-

Bien que cinq fois modifiée (1960, 1962, 1963, 1974, 1976) la Constitution de 1958 nous gouverne encore; au point de vue de la durée, elle occupe la deuxième place dans l'histoire consti-tutionnelle de notre pays (après la Constitution de 1875 qui, non soumise au réfé-rendum, fut appliquée pendant soixantecinq ans).

Comment a-t-clie été élaborée pendant cet été de 1958 ?

Les idées du général de Gaulle étaient bien comues ; il les avait exposées dans le discours prononcé à Bayeux le 16 juin 1946, et chacun savait qu'il n'en avait pas changé; la loi constitutionnelle du 3 juin 1958, qui charge son gouvernement de présenter la nouvelle Constitution au penple français, avait fixé les grandes lignes auxquelles tenaient les milieux parlemen-

Dans le cadre ainsi tracé, il fallait travailler - et relativement vite - car le général de Gaulle voulait que tout soit terminé le 4 septembre, jour anniversaire de la proclamation de la République de 1870.

Sous la présidence de Michel Debré, alors ministre de la justice, et selon un schéma préparé par lui, un groupe d'« experts » rédige, morceau par mor-ceau, les articles d'un avant-projet ; dès qu'un groupe d'articles est prêt, il est transmis à un comité interministériel présidé par le général de Gaulle (1); une navette s'établit alors entre les experts et le gouvernement.

Elle aboutit à un avant-projet arrêté par le conseil de cabinet - c'est-à-dire en l'absence du président de la République, René Coty, dont la correspondance mon-tre qu'il n'eut aucune influence sur la rédaction du texte - les 23 et 25 juillet.

rouge »

Ce document, baptisé « Cahier rouge », est soumis à un Comité consultatif constitutionnel (CCC).

Sa consultation était la transaction consentie par le général de Gaulle aux députés, qui auraient voulu que le texte constitutionnel soit soumis au Parlement avant le référendum ; le comité se composait de seize députés et dix sénateurs (désignés respectivement par les commissions des lois des deux Assemblées) et de treize personnalités désignées par le gou-

Présidé par Paul Reynaud, ce comité siège du 29 juillet au 24 août dans les salons du Palais-Royal; Raymond Janot, François Luchaire, André Chandernagor, Jean Fover et Erwin Guldner, sont commissaires du gouvernement.

A l'unanimité moins quatre abstentions, le comité adopte un avis qui amende l'avant-projet gouvernemental mais n'en modifie pas l'esprit général.

Après discussion des experts, un nouveau comité interministériel reprend alors le texte et, tenant compte de certains amendements du CCC, élabore un nouvel avant-projet, aussitôt soumis à l'avis du

Ce dernier examine le projet constitu-tionnel, d'abord au sein d'une commission spéciale ensuite en assemblée générale ; le

conseiller d'Etat Deschamps en est le rapporteur, assisté de deux rapporteurs adjoints, maîtres des requêtes. Marcel Martin et Jérôme Solal-Celigny; les commissaires du gouvernement étaient les mêmes que devant le CCC.

Ces délibérations occupent plusieurs journées et même une partie des mits ; un conseil ministériel examine les amendements proposés par le Conseil d'Etat; puis, le 3 septembre, en conseil des minis-tres – cette fois présidé par René Coty, président de la République - arrête le texte définitif.

Le 4 septembre sur la place de la République, précédé par André Malraux et Jean Berthouia - l'un exprime l'espoir gaulliste et l'autre la tradition républi-

l'outre-mer remplaçant l'Assemblée de l'Union française; cette idée apparaît. encore lors d'une première réunion du comité interministériel (13 juin 1958), puis elle disparaît, très probablement sous l'influence conjuguée de Michel Debré. alors sénateur, de Gaston Monnerville, alors président du Sénat, et d'Emile Roche, alors président du Conseil économique et social; mais le général de Gaulle devait revenir en 1969 à son idée primitive, qui fut une des raisons de l'échec du référendum et donc de sa démission.

Un premier texte faisait du président de la République le véritable chef du gouvernement; il disposait, en effet, que assisté du gouvernement, il définit



caine, - le général de Gaulle présente au peuple français la nouvelle Constitution; en réalité, celle-ci n'était pas tout à fait prête; il manquait quelques virgules et certaines concordances entre les articles modifiés par le conseil des ministres.

Les partis politiques - à l'exception du Parti communiste - se prononcent pour le oui; mais il y a des oppositions : au congrès radical, les «oui» l'emportent par 716 mandats contre 544; au congrès socialiste par 2 687 voix contre 1 176 et 62 abstentions: de grandes voix font connaître leur désaccord : celles de Pierre Mendès France et de François Mitterrand, qui dénoncent, plutôt que le texte constitutionnel, la façon dont le général de Gaulle avait pris le pouvoir, ce qui leur semblait mal augurer de ce qu'il ferait de

S'opposent encore d'anciens chess de gouvernement, de la IIIe République comme Edouard Daladier ou de la IVe comme Maurice Bourges-Maunoury; contre également, Jean Baylet, directeur de la Dépêche de Toulouse.

Les idées du général

Qui a le plus de responsabilité dans la rédaction de la Constitution ?

Le général de Gaulle évidemment (2) ; mais sur deux points importants il a cédé en 1958, quitte à y revenir dans les années

Le 6 juin 1958, en revenant d'Algérie. dans une Caravelle tout juste mise en service, le général de Gaulle fit asseoir l'auteur de ces lignes à ses côtés pour l'entretenir de la Constitution et lui en exposer ce que devraient en être les grands traits; or il voulait diviser le Sénat en trois sections, l'une politique représen-tant les collectivités territoriales, la seconde économique et sociale remplaçant l'orientation générale de la politique inté-rieure et extérieure du pays et en assure la continuité » : pareille forquie aurait, à l'évidence, interdit le régime dit de « cohabitation » que la France a connu de 1986 à 1988 ! Or le général de Gaulle y renonça sous l'influence très probable de Guy Mollet, qui sit remarquer qu'elle n'était pas conciliable avec le régime parlementaire; c'est pourquoi le texte final dispose que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation »; mais cela n'a pas empêché, en fait, le général de Gaulle de diriger l'action gouvernementale.

Michel Debré a tout naturellement conduit toute l'élaboration de la Constitution et veillé à ce qu'en aucun cas elle ne s'éloigne de la ligne fixée par le général de Gaulle; mais il ne fut pas lui-même toujours suivi. C'est ainsi, que pour permettre au gouvernement de réaliser les réformes législatives qu'il souhaitait, il avait proposé aux experts de permettre au gouvernement de légiférer dans l'intervalle des sessions parlementaires (3); André Chandernagor et moi-même avons émis toute réserve sur ce système qui risquait de retirer au Parlement l'essentiel de son pouvoir législatif, et nous avons alerté les ministres d'Etat que nous représentions, Guy Mollet et Louis Jacquinot (4) ; le conseil înterministériel préféra le système définitivement retenu : distinction entre matières législatives et matières réglementaires (art. 34 et 37), possibilité pour le Parlement de déléguer temporairement certaines de ses compétences législatives au gouvernement (art. 38) et surtout adoption sans vote d'un texte sur lequel le gouvernement engage sa responsabilité si aucune motion de censure n'est adoptée (art. 49-3); cette dernière procédure avait été propo-sée en 1958 par Félix Gaillard, alors président du conseil (5). Les «experts» ont, certes, beaucoup

travaillé; mais l'homme qui a pris la plus grande part à la rédaction de la Constitu-

Celigny; affecté au secrétariat général du gonvernement, c'est lui qui préparait toutes les questions de confiance posées à l'Assemblée nationale à la fin de la IV- République, et particulièrement sous la présidence de Félix Gaillard, dont il était un ami d'enfance; apparenté à Michel Debré, il avait toute sa confiance; il était donc bien placé pour organiser les rapports du gouvernement avec le Parlement: maître des requêtes au Conseil d'Etat, il y occupa une place déterminante en tant que rapporteur adjoint du projet. Les discussions au sein du CCC furent

très sereines ; d'une part, à l'exception de l'article 16 sur les pouvoirs exceptionnels - que le comité aurait voulu ne pouvoir être utilisés que sur l'avis conforme du Conseil constitutionnel, - les dispositions relatives au président de la République furent facilement acceptées; chacun savait, en effet, qu'elles seraient imposées par le général de Gaulle; c'est à leur propos qu'en pensant à la publicité d'une marque bien connue d'imperméables Pierre-Henri Teitgen, ancien viceprésident du conseil, devait dire « au CCC les idées tombent sans traverser -.

Les règles relatives au Parlement et à ses rapports avec le Parlement furent plus discutées et souvent améliorées, mais dans un esprit de consensus car les parlementaires avaient trop conscience des faiblesses de la IV. République pour ne pas vouloir les corriger dans le sens de la stabilité gouvernementale; l'apport essentiel du CCC porta sur la défunte communauté.

<Ordre et liberté »

Devant le Conseil d'Etat, les discussions furent plus âpres ; il y eut des opposi-tions de principe ; certains articles se heurtèrent au refus d'une majorité de conseillers, notamment ceux relatifs aux partis politiques ou limitant le pouvoir législatif : d'autres dispositions furent très discutées sur un plan technique.

Parmi les experts ou commissaires du gouvernement qui participèrent de bout en bout à la rédaction de la Constitution, l'atmosphère fut toujours excellente ; une fois la dernière virgule apportée au texte, un dîner les réunit avec Michel Debré, auquel fut remis un service de porcelaine datant du siècle dernier et portant sur chaque tasse les mots « ordre et liberté » ; c'était la devise de Louis-Philippe; et Maurice Duverger a pu écrire que la Constitution était du type orléaniste! Tou-jours est-il que Michel Debré estima à son souci.

La Constitution une fois promulguée (4 octobre 1958), il fallait apposer, sur son texte original, le sceau de la République ; la cérémonie se déroula à la chancellerie, qui en a conservé les photographies; hélas, un geste malencontreux fit jaillir un jet de cire sur le veston de Paul Reynaud!

(1) Ce conseil comprenait, ontre Michel Debré, les quatre ministres d'Etat (Guy Mollet, Pierre Pfilmlin, Félix Houphonét-Boigny, Louis Jacquinot) et René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat; Georges Pompidou, alors directeur du cabinet du général de Gaulle, assistait aux réanions; Bernard Cornut-Gentile, ministre de la France d'Entre president du selle persona France d'outre-mer, participait à celles portant

(2) Raymond Janot fut son fidèle interprète à tous les stades de la discussion.

(3) « Documents pour aervir à l'histoire de l'élaboration de la Constitution » (édités par la Documentation française), tome I, p. 370. (4) Ibidem, pp. 373 et 379.

(5) Ibidem, p. 219. Mais dans le projet Gall-lard, cette procédure ne pouvait être utilisée qu'à . l'issue du débat, et non avant tonte discussion.

★ La Documentation française public tous les travaux cités et leurs discussions dans une collectravaux cités et leurs discussions dans une collec-tion intitulée « Documents servant à l'histoire de l'élaboration de la Constitution». Le tonne 1, consacré notamment à l'élaboration du Cahier rouge, a été publié en join 1987; le second, consa-cré aux travaux du CCC, le sera en septem-bre 1988; le troisième, qui retrace les débats du Conseil d'Etat, paraîtra dans le courant de l'année 1989.

"GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Erik ISRAELEWICZ (Le Monde) Dominique PENNEQUIN et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

candale de

POLOGNE: la recherche d'un règlement à la crise

Tous les grévistes

reprennent le travail

les ouvriers de la dernière mine de charbon polonaise occupée par les

grévistes, la mine Manifest-Lipcowy (Manifeste de juillet) de Jastr-

zebie, en Haute-Silésie, avait été évacuée au petit jour, permettant le

même en voiture à Jastrzebie vendredi pour convaincre les grévistes

de suspendre leur mouvement, comme l'avaient fait la veille les

ea une discussion de plusieurs heures avec les mineurs et la direc-

tion, retransmise par hant-parleurs dans toute l'entreprise. Il s'agis-

sait pour lui de persuader ces grévistes qui avaient été les premiers à

cesser le travail le 15 août d'accepter l'assurance des autorités

d'entamer une table ronde avec des représentants de Solidarité. La

grève a égulement cessé à Szczecin. ~ (UPI, AFP, Reuter.)

retour au travail de quelque huit mille mineurs.

ouvriers des chantiers azvals de Gdansk.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« Madame, monsieur, bonsoir

nal télévisé d'une capitale euro-

péenne. Mais, pour les Polonais qui

l'ont entendue, le vendredi 2 septem-

bre, sur le première des deux

chaînes nationales, c'est en soi une

petite révolution. Depuis deux ou

trois jours - en fait depuis son dra-

matique appel du 31 sout à cesser

les grèves - le nom jadis maudit du

stit électricien de Gdansk est cité

sur toutes les antennes de l'Etat

socialiste. Victoire ou piège tendu par un pouvoir en désarroi au plus

« C'est très clair, maugrée un

intellectuel de la capitale polonaise, le pouvoir cherche à disqualisser

Walesa, à le récupérer pour détruire

le symbole de résistance qu'il repré-

sente peut-être encore. - On vou-

drait pouvoir citer un avis opposé.

rapporter les paroles sereines d'un

justesse du choix opéré par le président de l'e ex-syndicat Solidarité ».

Mais à Varsovie, du côté de l'opposi-

tion, l'heure est plutôt à la mésiance.

Un climat

étrange

Engagé jusqu'an con dans un des

plus périlleux défis de se carrière

politico-syndicale, le héros polonais des années 80 paraît décidément

jouer une partie bien délicate.

L'opposition », comme on dit offi-ciellement dans les médias gouver-

nementanx pour qualifier tous caux

qui contestent l'ordre communiste -

c'est-à-dire l'immense majorité :

des gens, affirme un journaliste local

- n'accorde pas deux sous de

confiance aux promesses du pouvoir.

Globalement, tout le monde

reproche plus ou moins à Lech

Walesa de s'être contenté de beau-

coup trop peu pour sonner la retraite

dans le camp des grévistes. « Regar-

dez cette interview recueillie

aujourd'hui par l'agence PAP, nous

dira-t-on; elle est d'Anton Rajkie-

wicz, membre de ce conseil consul-

observateur attentif convaincu de la

dangereux de ses adversaires ?

Radio-Varsovie a annoncé, le samedi matin 3 septembre, que

Le président de Solidarité, M. Lech Walesa, s'était rendu lui-

Accompagné de l'aumônier Henryk Jankowski, M. Walesa a

B : effecte as verenza

Particular Control of the

the distriction of the same of

in Detre

Marie in the state of

Life execute the lander

A state to proper the state of

I discussion to her the

STREET, CAMP IN THE

he let our les provinces

a to many to the state of the

Manager Comment

The see production of the

Taurement Andrea

Lengther, sur a street

in gewen un tra

新 機能を対けることできます。 こうかか

pur bien

Seet the across of the array

is righted to accome a facility

Manufacture and the second

tern de amarma al em

A STREET STORY - THEFTARE

an de la la farfall and the

Me has company to the free and

The pears of a second

عنهنن ه

et liberie :

bonne le Congre d'Augus

Figure of place of the course of the

🐞 property amang 🚌

ment of the contraction

Mark, Artameter (St. 122)

e. pietot pro valoritat es militat d'aporto o postor es

the automorphic extract

tion des experis que tions

💓 🌢 🚂 😝 in . in in a same

Mile Mile Berger Lands Wicht.

THE PERSON OF STREET

THE BOOK STOTISTS TOTALS

THE PART OF THE

ta derrer 🖃 . 20 fict.

Mine Description to the state of

Company was beine Teles

Service of a last of a property

Continued on a to

100 mg (41 mg)

Market Server of attour \$400.

THE RESERVE TO STATE

Made geste ma that have be-

The court was at an at the last

Str. American

The second of th

Tours and the same

Mayroumt 's no . an iss

Die bereit a die

Mandon 15

Denvil at the partie we

The second secon

the second

Partie College College

ect sur

MAN OF REAL PROPERTY.

Map St. G. Gart without t

ter and a second Machine & Contract

ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE

L'énorme scandale de la «mafia ouzbèke»

Le procès de Iouri Tchourba-nov, le gendre de Brejnev, qui s'ouvre à Moscou le lundi 5 sepde que tembre, ne doit pas devenir un « procès politique», a déclaré M° Audrei Makarov, avocat de l'accusé, dans le deraier numéro des Nouvelles de Moscou. En fait, l'importance du procès ne tient pas seulement à la qualité de l'accusé, mais aussi à l'ampleur de l'affaire dont Tchourbanov est, en attendant mieux, l'acteur le plus visible : celle de la «mafia ouzbèke».

> Les voisins de Tchourbanov confirmeront le lien entre les deux affaires : celui qui fut pendant près de huit ans le numéro deux du ministère de l'intérieur (MVD) devrait partager le box des acc avec plusieurs de ses anciens subor-donnés, tous ouzbèkes : l'ancien ministre de l'intérieur de la République et deux de ses adjoints, les res-ponsables du MVD dans trois régions de l'Ouzbékistan au moins, sans parier de tous ceux qui sont morts, dont un nombre impressionnant par suicide. Le plus comm est Nikolai Chtchelokov, supérieur immédiat de Tchourbanov au MVD fédéral, qui s'est donné la mort avec son épouse en décembre 1984. Mais il faudrait ajonter à la liste au moins trois importants fonctionnaires ouzbèkes (dont un premier secrétaire de région et un ministre de l'intérieur) qui se sont tiré une balle dans la tête pour échapper à l'arrestation.

De toute manière, ce procès n'est qu'un maillon d'une chaîne infiniment plus vaste, ne serait-ce que par la durée de l'enquête menée à son sujet (plus de cinq ans) et par le nombre des personnes impliquées. Qu'il suffise de dire qu'ont été arrêtés pour corruption quatre anciens secrétaires du parti d'Ouzbékistan (alors que l'effectif ne dépasse pas six en temps normal). neuf premiers secrétaires régionaux (sur douze régions) et un ancien chef du gouvernement de la République; que 780 instructions distinctes ont été ouvertes, impliquant plus de 4 500 personnes ; enfin que le total des sommes détournées se monte à 4,5 milliards de roubles, soit près de 50 milliards de francs... Une somme an regard de laquelle les 650 000 roubles empochés par DO INCLE OUR tion, apparaissent comme une goutte-d'eau dans la mer, et qui confirme le caractère exemplaire de l'affaire : jamais le mélange du socialisme «stagnant» et du bakchich à l'orientale n'avait produit d'aussi beaux

Sur quoi portaient ces trafics? D'abord sur le coton, principale culture de cette République de 19 millions d'habitants. Des - dizaines de milliers de per-sonnes -, selon les enquêteurs, falsifinient les écritures dans ce domaine, ce qui a permis le détour-nement de plus de 4 millions de tonnes de coton en une dizaine d'années. Et, bien sûr, le trafic débordait vers tous les centres de l'industrie cotonnière du pays, bien an-delà de l'Ouzbékistan. Douze directeurs de fabriques de coton sont passés en jugement dans la seule République russe, trois ont été

condamnés à mort. Mais il n'y avait pas que le coton. Econtons les procureurs Gdlian et Ivanov, qui ont suivi l'affaire depuis le début : « Pour occuper une fonc-tion déterminée, il fallait payer une certaine somme. Pour garder cette fonction, il fallait payer aussi. Ce système fonctionnait à tous les niveaux, depuis le canton ou l'arrondissement jusqu'à la Répu-blique. Dans cette course à l'argent. les donneurs de backchichs prélevaient à leur tour un tribut sur leurs

subordonnés, qui faisaient de même avec les leurs, et cela jusqu'à l'infini. La machine de la caution solidaire avait impliqué dans le cir-cuit du crime des milliers et des milliers de responsables » (1).

An-dessus du lot se dressait Cha-raf Rachidov, le « parrain ». Rachi-dov avait déjà fait une belle carrière sous Staline, puisqu'il était dès 1949, à trente deux ans, président de l'Union des écrivains d'Ouzbékistan, et devenait l'année suivante chef de l'Etat - de la République. Nommé en 1959 par Khrouchtchev premier secrétaire du parti en Ouz-békistan, puis deux ans plus tard membre suppléant du burean politi-que à Moscou, il occupera les deux postes plus longtemps qu'aucun autre, jusqu'à sa mort en 1983.

> « Ramasse, ramasse!>

Car il est surtout un grand ami de Brejnev, qu'il sait flatter et dont il

sable errêté d'être transféré à Moscou. D'autres profèrent des menaces de mort ou affichent au contraire une confiance à toute épreuve dans les vertus du système : « Arrêtez-moi si vous voulez, dit un inculpé. Je paierai 2 millions (de roubles) et sortirai. »

La mort « subite » de Rachidov surviendra après quelques mois de cette première enquête, le 31 octobre 1983, ce qui pourrait étayer les rumeurs selon lesquelles il se serait agi d'un suicide. Mais si le parrain n'était plus là, « les Rachidoviens, eux, restaient fermement debout, ivres de pouvoir et des millions qu'ils avaient pillés », racontent les enquêteurs. Il faut attendre juin 1984 et l'arrivée à Tachkent de M. Ligatchev, alors secrétaire du parti chargé des cadres, pour voir s'amorcer la « dérachidovisation » et la vraie purge : dix premiers secrétaires de région seront limogés entre cette date et le début de 1986, deux

seulement approuvait ces actions anti-parti mais y jouait un rôle de complice subsiste et prospère encore aujourd'hui ». Les mêmes ne dénoncent-ils pas dans le même article la présence de membres de la mafia jusque parmi les délégués élus à la consérence du parti en juin ?

Or la justice bute actuellement selon eux, sur « une totale consoli dation des rangs des corrupteurs et des corrompus », lesquels recourent à tous les moyens et arguments. Les uns dénoncent un - retour à 1937 et à ses purges. Les autres exigent que l'enquête soit fractionnée - ce qui éviterait de nouer trop de fils ou tout simplement close, car « un examen objectif et complet peut conduire aux chefs de la mafia, et c'est là le nœud du problème ».

Les « honnêtes protecteurs >

Mais il y a plua: - Outre les corrompus et les protecteurs, des gens dont nous n'avons pos de raison de mettre l'honneur en doute rejoignent peu à peu ce groupe, volontairement ou non, pour des raisons qui nous paraissent incompréhensibles. On disserte à l'unisson du som met » sur le caractère inadmissible de toute communication aux médias sur l'affaire (...). On dit qu'il est temps de mettre un terme à

l'enquête, etc. » En fait, la difficulté est ici à la fois structurelle et politique. D'une part, le spectacle de toutes ces turpitudes a transformé les « incorruptibles - du début en « petits juges » fortement contestataires, voire dissidents, d'autant que les particularités de l'Etat-parti font de leur mission un cercle vicieux : on leur reproche de maintenir des gens en détention sans comparaison devant la justice au-delà du délai légal de neuf mois mais la pratique veut qu'un membre du parti en soit exclu à partir de son inculpation, ce qui oblige la justice à faire son œuvre par deux canaux parallèles, multiplie les obstacles et

Sur le plan politique, le même système donne un poids considérable à des instances extra-judiciaires telles que le Politburo et le comité de contrôle du parti, l'organe en charge de toutes les « affaires per sonnelles - des membres du comité central et autres dirigeants. Le présev, a été précisément interpellé à la conférence du parti par M. Boris Eltsine, qui s'est dit - inquiet - de

Par-delà M. Solomentsey, on peut se demander si M. Ligatchev, l'homme de l'orthodoxie et de la continuité - et qui a fait l'éloge du premier à la conférence, - voire M. Gorbatchev lui-même, ne figurent pas parmi ces homme honnête mais réticents dont parlaient nos petits juges. Après tout, la mise au jour complète des activités de ce qui est une mafin non pas seulement ouzbèke mais soviétique est de système. Qui prendra ce risque? MICHEL TATU

1) La plupart des citations repro-duites ici sont empruntées su récit des deux enquêteurs publié par Ogoniok (nº 26 de 1988). D'autres proviennent des journaux Komsomolskaëa Pravda (15 mars 1988). Pravda Vostoka (21 avril) et Sotstalistitcheskaëa Indous-

La « Prayda » dénonce

les privilèges alimentaires

Tout en révélant la nette aggrava-

tion de la pénurie alimentaire dont souffre la population soviétique, la Pravda a publié, le jeudi le septem-bre, un appel à la fermeture des circuits parallèles de distribution réservés à la nomenklatura. L'organe de Parti communiste a indiqué que le rationnement de la viande était désormais instauré dans huit des quinze Républiques soviétiques. En Russie, des tickets de nement sont nécessaires pour la viande dans vingt-six régions, pour le beurre dans trente-deux et pour le sucre dans cinquante-trois. Des statistiques publiées par le quotidien révèlent que environ un septième de la population consomme actuellement 30 % à 35 % moins de viande et de produits laitiers qu'en

La Pravda indique, par ailleurs, que les produits alimentaires sont détournés « presque partout » vers des circuits de distribution - fermés », réservés aux responsables du parti et du gouvernement. A Riazan, près de Moscou, des cen-taines de kilos de caviar, de crabe, d'esturgeon, de viande et de casé soluble ont pris la direction des datchas au cours des six premiers mois de l'année, rapporte le quotidien. Une lettre d'un lecteur, publiée dans le journal, souligne que . tous le circuits fermés de distribution devraient être supprimés ». -

1970.

zelski. Volla, il est dit ici : « On pourrait créer des clubs de pensée politique, et si un club ou une association prenait le nom de Les titres de l'actualité: Lech Walesa est à Jastrzebie. » Cela n'a l'air de rien, une petite information comme celle-là diffusée par le jour-

- Solidarité, avec à sa tête » M. Walesa, cela ne nuirait en rien » aux fondements du socialisme » polonais. » Voilà, pas question de lévaliser Solidarité en tant que syndicat ou même force sociale, c'est clair. Croyez-vous vraiment que, lci en Pologne, une interview comme celle-ci est publiée par hasard? Ouestion sensée, réponse impossible

tatif insipide mis en place par les

autorités, et aux ordres de Jaru-

Les observateurs chevronnés fout état de divergences profondes à l'intérieur même de la nébuleuse du pouvoir quant à l'attitude à adopter face à Solidarité. La confusion autour des véritables intentions du général Jaruzelski est grande, et s'il faut lui reconnaître un mérite tactique, c'est d'abord celui-là. Reste à savoir pour quoi faire.

Il règne en tout cas à Varsovie un climat étrange, mêlé d'attente angoissée et de résignation quasi générale. Aux carrefours des grandes avenues du centre bordées d'immeubles sombres, les agents de la circulation, uniforme gris et casque blanc, sont à leur place. Rezard sévère, gestes brusques. C'est l'houre du déjeuner, les kicsques à temps est doux, les pelouses accueillantes. Devant une librairie, une lonque file de Varsoviens piétine sans impatience. Ceux qui sortent du magasin s'arrêtent sur le trottoir et tournent avidement les pages d'un journal. Sont-ils donc à ce point sevrés de nouvelles ? - Non, c'est le programme de la semaine pour la télé, il n'y en a qu'un. Et depuis quelque temps on peut recevoir la chaine soviétique dans la capitale. Pour le sport, c'est génial! »

PATRICE CLAUDE.

Les Nordiques exigent la suppression des visas pour l'entrée en France

Le ministre suédois des affaires étrangères, M. Sten Andersson, a de nouveau condamné, le vendredi 2 septembre, la décision prise en septembre 1986 par le gouvernement français d'instaurer des visas obligatoires pour les ressortissants des pays non membres de la Com-

Au cours d'une conférence de presse à Stockholm, M. Andersson a exigé que cette mesure « discrimina soit - levée au plus vite -, fante de ouoi la Suède et les autres pays nordiques pourraient décide de ne plus se rendre aux sessions du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

M. Andersson a précisé que le projet d'une action concertée des pays nordiques avait été abordé lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de ces cinq pays (Suède, Norvège, Islande, Finlande, Danemark), qui s'est tenue au début de cette semaine à Kiruna, dans le nord de la Suède. Le Danemark pays membre de la Communauté économique européenne, n'est pas concerné par la mesure française.

Les cartes soviétiques

Le chef du KGB, M. Viktor Tchebrikov, membre du buresu politique du PC soviétique, a longuernent attaqué les services secrets occidentaux, dans un entretien publié vendredi 2 septembre par la Pravda, en les accusants de chercher à « inspirer l'apparition d'une opposition politique » en URSS et à infiltrer le ministère de la défense.

M. Tchebrikov affirme égale-ment que les États-Unis ont installé sur les fonds marins un système d'écoute des communications soviétiques équipé d'une source d'énergie nucléaire, et case une d'énergie dont certains agents doubles, ont été arrêtés depuis deux ans et demi.

Le système politique soviétique, dit-il, est menacé de « sabotage idéologique » par les groupes subversifs soutenus par es services de renseignement

Par ailleurs, le chef du KGB indique que, parmi les victimes

The state of the s

de la terreur stalinienne, on a dénombré plus de vingt mille tchékistes lagents de la police politique soviétique) arrêtés sous

De son côté, le chef de l'Institut de cartographie, M. lat-chenko, a annoncé dans un entretien publié le même jour par les izvestía la levée des instructions données sous Staline au NKVD (sécurité d'État) visant à truquer les cartes pour des raisons de sécurité interne. Selon M. letchenko, presque toutes les cartes soviétiques ont ainsi été faussées depuis les années 30. Il faudra attendre 1990 pour pouvoir disposar d'un atlas soviétique tout à fait exact et d'un jeu complet de cartes à différentes échelles. « Presque tout avait été modifié, a-t-il dit. Routes et rivières étaient inversées, des quartiers de villes déplacés, rues at immeubles étaient désignés de façon inexacte ». - (AFP, ReuTont n'est pas fini pour autant avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, en mars 1985. Ce n'est que l'année suivante que les investigations penvent enfin être étendues du niveau régional à celui de l'Onzbé-kistan dans son ensemble (le ministre onzbèke du traitement du coton,

Les disciples

du « parrain » Rachidov

après que son supériour Chiche

Ousmanov, est condamné à mort en août 1986), et encore avec beaucoup de difficultés. Les enquêteurs doivent adresser un rapport spécial au comité central du parti à Moscou pour obtenir un premier lot d'inculpations, notamment celle de l'ancier premier ministre ouzběke Khoudaiberdyev. Mais celle de Tchourbanov - arrêté le 14 janvier 1987 - devra être « négociée pendant plus d'un

Un autre cas significatif est celui d'Inamjan Oumankhodjaev, l'ancien « chef de l'Etat » ouzbèke, devenu premier secrétaire du parti local en 1983. - Il avait pris la tête de l'organisation du parti dans la République après la mort de son patron, disent de lui nos deux enquêteurs, mais il avait poursuivi sur la mēme ligne. Les mêmes pratiques – faux en écritures, corruption - se poursuivaient sous sa direction (...). Des documents démontrant les valents - du nouveau leader de la République furent adressés aux instances compétentes des 1986. Et pourtant il continua d'occuper son fauteuil jusqu'en janvier 1988 (...). Encore utilisa-i-on alors la formule standard de « libération pour raison de santé » : il reçut les clefs de plusieurs beaux appartements à Moscou pour lui et sa famille, et conserve encore aujourd'hui son siège de député au Soviet suprême de l'URSS. .

· NORVÈGE : M. Hans-Dietrich Genscher victime d'un malaise. - Le ministre ouestallemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a été victime d'un malaise, le vendredi 2 septembre, dans la salle de conférences de l'université d'Oslo, alors qu'il prononçait un discours à la mémoire de l'ancien ministre norvégien des ffaires étrangères, Knut Frydenlund. M. Genscher parlait depuis dix minutes lorsque des témoins ont perçu un trouble dans sa voix et l'ont vu se mattre une main sur le cœur. Les médecins du Rikshospitalet, où il a été transporté d'urgence, ont iuné que l'état du ministre, âgé de soixante et un ans, n'était « pas grave ». Après avoir subi une série d'examens cardiaques, le chef de la diplomatie ouest-allemande a rega-

gné Bonn dans la soirée. - (AFP).

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS:

SINORG G CAML SERVEUR

Tél.; (1) 45-38-70-72



traite somptueusement les amis. L'Ouzbékistan devient sous son règne une zone « à l'écart de la critique », comme on dit maintenant. ent dit un terrzin privilégié pour les trafics en tout genre, à l'insvie, fieis des autres parrains» brejnéviens que sont Kounaev et. Bodioul. Comme le dit Rachidov à un de ses partenaires en concussion : - Ramasse, romasse, cela servira pour les mauvais jours. >

Mais comme tout se paie (pas sculement les indispensables complicités pour le trafic du coton, mais aussi, par exemple, les dix ordres de Lénine que Rachidov s'était fait décerner), c'est bien sûr à Moscou que remontent les diverses filières. L'affaire prend ici des dimensions politiques qui sont encore loin d'avoir été toutes explorées. Et les difficultés de l'enquête sont aussi instructives que le scandale lui-

Tout commence à l'été de 1983. lorsque, à la suite de l'arrestation en flagrant délit de corruption d'un haut fonctionnaire du MVD de la région de Boukhara, le procureur général de l'URSS, alors Alexandre Rekounkov, décide d'envoyer un groupe spécial d'enquêteurs en Ouz-békistan. Parmi eux, les deux procureurs déjà cités, qui s'aperçoivent très vite que ce que l'on appelait alors « l'affaire de Boukhara » remonte au moins jusqu'à Tachkent (la capitale de l'Ouzbékistan) et au-delà. Dès cet instant, ils se heurtent à une « résistance acharnée » : on ira jusqu'à tendre un câble au tra-

accroît les délais. cents députés seront déchus de leur mandat. Notons au passage que ce n'est

pas sous le règne de l'« incorrupti-ble » Andropov mais à la fin de celui de Tchernenko que l'enqête prochoses se gâtent sérieusement pour le clan Brejnev : certes, sa fille a été du début de 1982 sur des trafics de diamants, mais la glamost n'est pas millionnaires corrompus ». passée par là aujourd'hui encore, et l'on retrouve Galina – à qui Gro-myko aurait fait verser une pension - à une réception du Kremlin en

mars 1984. Tchourbanov ne sera limogé qu'en décembre 1984, peu eut perdu à la fois son grade et le poste d'inspecteur du ministère de la défense qui lui avait été offert à la

avril) et Sotsialistitcheskalla Interia (29 avril).

vers de la piste d'un terrain d'avis-

étaient faussées « de fausses accusations ».

On aura compris que la phase actuelle de l'enqête, celle qui doit permettre notamment de remonter la « filière moscovite », ne devrait pas s'arrêter avec le procès Tchourbenov. Du moins selon les enquêteurs, pour qui « le maillon qui non

ه كذا من الأصل

Proche-Orient

Le règlement du conflit irano-irakien

Les Kurdes, perdants de la paix

(Suite de la première page.) C'était peu connaître la regrettable propension des dirigeants nationalistes kurdes à chercher un - protecteur étranger », quitte à s'allier : « même avec le diable » pour essayer d'atteindre leurs objectifs. Dès le début de la révolution islamique, les dirigeants du nouveau PDK d'Irak, Massoud et Idriss, les deux fils du légendaire Barzani, s'allièrent avec la République islamique. Après avoir longtemps résisté aux sirènes de Téhéran, l'UPK (l'Union patrioti-que du Kurdistan), dirigé par M. Jalai Talabani, finit par conclure en novembre 1986 dans la capitale iranienne un accord politico-militaire avec le PDK, unifiant alusi pratiquement la rébellion kurde d'Irak sous l'égide de la République islamique. La guérilla au Kurdistan irakien devenait ainsi officiellement l'altiée de Téhéran, et ses opérations de commandos, jouissant désormais du soutien logistique

Jalal Talabani avait pourtant tout fait pour éviter une alliance même tactique avec le régime de Khomeiny, qu'il considérait jusqu'alors comme étant la véritable menace contre le mouvement nationaliste kurde. Il alla même jusqu'à négocier en décembre 1983 avec Bagdad un nouveau régime d'autonomie interne. Après quatorze mois de discus-sions laborieuses entrecoupées de multiples incidents, les pourpar-lers avaient échoué en janvier 1985 devant l'intransigeance de l'Irak, qui, apparemment, n'avait accepté de négocier que pour gagner du temps afin de mieux pouvoir faire face au danger prin-cipal venant de Téhéran.

des pasdarans, se faisaient plus

fréquentes et plus efficaces.

Le drame de Halabja

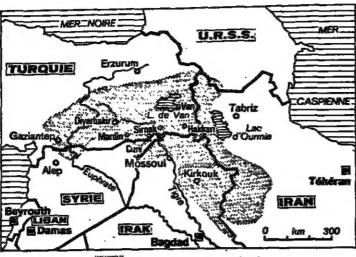
Devant la montée des périls, Bagdad_eut_alors_recours aux grands moyens en entreprenant, à partir de mai 1987, une série d'expéditions de ratissage au Kurdistan irakien dans le but de priver les peshmergas de l'appui de la population locale. Des centaines de villages et de hameaux, situés le long des principaux axes routiers, furent systematiquement rasés au buildozer. D'autres agglomérations difficilement accessibles ont été « gazées » pour contraindre les habitants à ouitter les lieux. C'est à partir de cette date que semble se généraliser l'utilisation des armes chimiques par l'aviation irakienne. Le, cas le plus dramatique est celui de Halabja occupée le 17 mars dernier par les « talabanistes » et les « gazage » de Halabja. pasdarans et bombardée aux armes chimiques en guise de

population civile - au moins cinq d'une récente scission - ou du quatre mille tués ou blessés, dont

mille tués - provoqua une vague Komala, d'inspiration marxiste-d'indignation dans le monde. Elle léniniste, répètent pourtant qu'ils souleva également des remous parmi les Kurdes - y compris les talabanistes - quant à l'opportunité de l'alliance avec Téhéran et de la décision d'abandonner la guérilla pour tenter de se lancer dans une guerre conventionnelle aux côtés des Iraniens. La rapidité avec laquelle ces derniers évacuèrent le Kurdistan irakien avant même l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu rappelle à bien d'égards les douloureux événements de 1975. D'aucuns ont fait valoir que les Kurdes

léniniste, répètent pourtant qu'ils ne sont pas inféodés à l'Irak. Ils reçoivent cependant une aide logistique non négligeable, jouis-sent du droit de transit par l'Irak et de la protection de l'armée irakienne qui veille discrètement sur le réduit situé à la frontière iranoirakienne où sont localisés les quartiers généraux, radios, hôpitaux et autres services annexes de la plupart des organisations et partis du Kurdistan iranien.

Eux aussi, devront tôt ou tard payer le prix de la paix qui est en train de se négocier entre Téhéran



Régions de peuplement kurde

étaient peut-être capables d'occuper des villes ou des agglomérations importantes, mais n'étaient pas en mesure de les garder face aux attaques de l'aviation irakienne visant les populations

Les Kurdes irakiens sont particulièrement amers à l'égard des instances internationales qui, disent-ils, se contentent de condamnations vagues et platoniques de l'utilisation des armes chimiques sans que jamais Bagdad soit nommément désignée. C'est ainsi que la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 26 août non seulement ne désigne pas l'Irak mais ne fait également aucune allusion à d'éventuelles sanctions. Ce qui constitue aux yeux des Kurdes-presqu'un feu vert accordé aux Irakiens. enfin, les Kurdes irakiens sont alcérés par le silence des dirigeants condamné la politique de la terre brûlée pratiquée par Bagdad depuis mai 1987 contre leurs frères d'Irak et n'ont surtout pas en un mot pour dénoncer le

Les dirigeants kurdes d'Iran. que ce soit du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), du L'étendue des pertes parmi la PDKI-révolutionnaire - fruit manchah - ils auraient eu plus de

et Bagdad. Pour l'instant, les forces iraniennes occupées à défendre leur territoire n'out pas lancé d'offensive particulière contre les maquis kurdes iraniens, mais il est évident que les peshmergas iraniens, une fois la paix rétablie, perdront les nombreux avantages dont ils profitent du ait de leur « alliance tactique » avec l'Irak. Ils feront également face à de plus grandes difficultés dans leur lutte qui, jusqu'à présent, est démeurée limitée et n'a pas atteint les proportions d'une véritable guerre classique, comme au Kurdistan irakien.

L'avenir des Mondjahidines

Les Kurdes ne sont pas les seuls menacés par la paix irano-irakienne. Les moudjahidines du peuple iraniens et les moudjahi-dins irakiens, opposants islamistes an régime de b sent en Irak et en Iran de véritables bases militaires et d'unités combattantes aguerries, devront être désarmés et neutralisés. Pour l'instant, les Mondjahidines du peuple iraniens, singulièrement affaiblis à la suite des pertes qu'ils ont subies lors de leur offensive da 26 juillet en direction de Ker-

plusieurs de leurs dirigeants, — prient pour que les négociations de paix échouent. Leurs dirigeants affirment

u'en cas d'accord irako-iranien, ils utiliseront de • nouvelles tactiques •. Mais leur choix est limité: ils devront son cercher un autre lieu d'exil pour continuer leur lutte contre le régime khomeiniste, soit constituer un foyer de guérilla en Iran. Cette dernière éventualité paraît peu probable. En effet, leur alliance militaire avec l'armée de Bagdad les a pro-fondément déconsidérés aux yeux de la majorité des Iraniens qui la qualifient de - trahison », quelle que soit la nature des sentiments qu'ils éprouvent à l'égard du régime islamique.

C'est d'ailleurs leur offensive de juillet vers Kermanchah qui, selon les experts occidentaux, n'a été rendue possible que grâce au concours de l'aviation et des blindés irakiens, qui a été en partie à l'origine du sursaut nationaliste ayant finalement contribué à l'échec de l'attaque. . Les Iraniens n'aiment pas être libérés par des agents transportés dans les fourgons de l'ennemi », nous disiti récemment à Téhéran un universitaire qui, généralement, n'est pas tendre à l'égard du régime islamique. Certains observateurs vont même jusqu'à affirmer qu'en se lançant contre Ker-manchah, les Moudjahidines sont tombés dans un piège tendu par les Irakiens désireux d'affaiblir un allié qui aurait pu devenir encombrant à la veille des négo-

ciations de paix avec Téhéran. Le cas des moudjahidins irakiens, la branche militaire des opposants au régime de Bagdad, groupés au sein du Conseil supé-rieur de la révolution islamique en Irak, sera moins difficile à régler. Contrairement aux Moudjahidines iraniens qui n'ont rien en commun avec le Baas irakien, les moudjahidins irakiens sont lies à la révolution iranienne par des liens affectifs et idéologiques et pourront facilement s'installer en Îran en attendant des jours meil-

JEAN GUEYRAS.

LIBAN: les grandes manœuvres autour de l'élection présidentielle

M. Hoss retire la démission de son gouvernement

Nouvel épisode, vendredi 2 septembre, dans les grandes manœuvres qui entourent la difficile élection dentielle au Liban : le premier ministre par intérim, M. Seiim El Hoss (sunnite), est revena sur la démission de son cabinet, essayant, sinci de contrat tenta tenta des ainsi de contrer toute tentative du président Amine Gennyel de former un nouveau gouvernement à direc-tion chrétienne au cas où aucun pré-sident ne serait élu d'ici au 23 sep-

La décision de M. Hoss a immédiatement été rejetée par le chef de l'Etat. M. Hoss assure l'intérim de Rachid Karamé, assassiné le 1=/juin 1987, trois semines après avoir présenté la démission de son gouverne ment. Les ministres du cabinet Karamé sont restés en fonctions avec M. Hoss.

La présidence de la République relève, dans un communiqué publié vendredi en fin de soirée, que la demande présentée quelques heures plus tôt par M. Hoss est « contraire à la Constitution, aux lois, aux principes et à la contume constitu-tionnelle, et est inacceptable dans le fond et dans la forme». Elle rap-pelle que M. Hoss a été « nommé par décret pour assurer l'intérim du pour expédier les affaires courantes, ce qui signifie que la démis-sion du cabines Karamé a été définitivement acceptée ».

Dans une lettre adressée au président Gemayel, M. Hoss estimait que « la formation d'un nouveau gouvernement dans les circonstances politiques actuelles conduirait à des résultats incertains pouvant mener le pays à la partition, menaçant ainsi son unité et celle de ses institutions ». « Je vous annonce que je reviens sur la démission du gouvernement annoncée par l'ancien pre-mier ministre Rachid Karamé, tout en soulignant que cette décision est uniquement motivée par mon souci d'épargner » une grave crise avant l'élection présidentielle, « qui doit avoir lieu dans le délai constitution-

Ces développements intervien-nent alors qu'une polémique oppose les responsables musulmans et pro-syriens à ceux du « camp chrétien »

« gouvernement transitoire » qui doit, selon la Constitution, être designé par le président Gemayel en cas de vacance de pouvoir présidentiel, après le 23 septembre. Les alliés de Damas refusent la formation d'un ble au « camp chrétien ». Ils ont appelé M. Hoss à revenir sur la démission du gouvernement, qui compte une majorité de ministres tel cabinet qu'ils considèrent favorapro-syriens, et à assumer le pouvoir si un nouveau président n'est pas

Le ministre iranien des affaires étrangères a de « bonnes nouvelles » an sujet des otages britanniques au Liban

Londres (Reuter). - Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a déclaré, vendredi 2 septembre, avoir de « bonnes nouvelles » sur le sort des trois otages britanniques détenus au Liban et il s'est de nouveau engagé à faire son possible pour obtenir leur

Dens un entretien avec la BBC M. Velayati a dit avoir été informé officiellement de « quelques bornes nouvelles » au sujet de l'émissaire anglican Terry Waite, du journaliste John McCarthy et du professeur Brian Keenan, que l'on croit tous trois détenus par des mouvements pro-iraniens à Beyrouth.

Le chef de la diplomatie iranienne, actuellement à Genève pour les pourparlers de paix sur le Golfe, a précisé qu'il avait rencontré personnellement les dirigeants de ces monvements et que ceux-ci avaient promis de faire de leur mienz pour résondre les trois cas.

Par silleurs, M. Velayati a dit espérer des progrès dans les recher-ches visant à retrouver trois Iraniens et un Libenais disparus au Liban il y a six ans et qui seraient aux mains des milices chrétiennes. On pease que tous quatre ont été més quel-ques jours après leur enlèvement, mais l'Iran souhaite avoir des inforsur l'éventuelle formation d'un mations précises sur leur sort.

A TRAVERS LE MONDE

vernement intérimaire d'ici au mer-

de grève générale pour jeudi.

Me Aung San Suu Kyi, fille du héros national Aung San, a jugé la position du régime etotalement inacceptable ». L'ax-général Tin U, ancien

ministre de la défense, a déclaré pour sa part : « Il n'est plus nécessaire d'organiser un référendum (pour ou

contre le multipartisme). Le pays

administrations, ainsi que les trans-

ports en commun et l'aéroport inter-

national, ont rouvert leurs portes

après plusieurs jours de grève géné-rale. — (AP, Reutar.)

Lima. - Le président Alan Garcia

a confirmé, le vendredi 2 septembre,

dans ses fonctions le premier minis-

tre Armando Villanueva et remanié le

gouvernement qui avait démissionné

M. Garcia a seulament accepté les démissions du ministre de l'écono-mie, M. Cesar Robles, du ministre des transports et des communica-

tions, la général Francisco Meury, et

du ministre de l'Industrie, le chef

d'entreprise indépendent Guillermo

La sénateur Cesar Delgado Bar-neto, appartenant à la Démocratie

chrétienne, un petit groupe alifé au parti gouvernemental APRA, a été nommé ministre de la justice.

prêté serment vendredi soir au palais

du gouvernement à Lima sont :

Las nouveaux ministres qui ont

jeudi, apprend-on officielle

Afrique australe

Washington s'inquiète du renforcement des troupes cubaines et sud-africaines

Le département d'Etat américain a exprimé, vendredi 2 septembre, son inquiétude devant le renforcement des troupes cubaines et sudafricaines en Afrique australe, « lis continuent à renforcer les troupes qui sont en place par des fournitures de matériel et des rotations de troupes », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M= Phyllis

Elle a ajouté que les Etats-Unis n'avaient pas de preuve d'un accroissement récent des effectifs cubains lle Monde du 3 septembre), mais n'a cependant pas démenti les informations selon lesquelles des nevires venus de Cube seraient en route avec

Evoquant les négociations entre Angolais, Cubeins et Sud-Africains qui doivent reprendre le 7 septembre à Brazzaville avec la médiation des Etats-Unis, le porte-parole a déclaré : « Ils peuvent choisir la paix en achevant les négociations pour l'indépen dance de la Namibie et le retrait des troupes cubaines d'Angola ou pour-suivre l'escalade militaire. Cela n'aboutirait qu'à de nouveaux combats, des pertes massives des deux côtés et la situation resterait inchan-

ciation de Brazzaville reste le calen-drier de départ des forces cubaines, auquel Pretoria subordonna son départ de Namibie et l'accession de

provisoire

- Ministre de l'économie : sait à toute concession, à l'exception de l'autorisation d'un syndicat d'étu-M. Abel Salinas (ancien ministre de et à la reprise du traveil. Le comité - Ministre de l'industrie, du de supervision du mouvement étu-diant a exigé la formation d'un gou-

gration : M. Ivan Garcia ; - Ministre de la justice : M. Cesar Deigado Barreto; - Ministre de l'énergie et des

mines : M. Jose Carresco Tavara ; - Ministre des transports et des communications : M. Camilo Carrillo

Sahara occidental

Négociations

entre le Maroc

Au cours d'une conférence de presse tenue à Alger ventiredi 2 sep-tembre, le numéro deux du Front Polisario, M. Bachir Mustapha Sayed, a déclaré qu'il liait son acceptation d'un cessez-le-feu au Sehara occi-dental à des négociations directes avec la Maroc. Le Maroc a, en effet, accepté dans son principe le plan de paix de l'ONU, mais reste opposé à des négociations avec le Polisario, dont les combattants sont en guerre contre les forces maroceines depuis le retrait de l'Espagne en 1976 du Sahara occidental. Ce plan de paix prévoit, après le cassez-le-feu, un référendum offrant à la population le choix entre l'indépendance et l'inté-

L'obstacle que pose le refus du Maroc de négocier avec le Polisario pourrait toutefois être contourné. De source diplomatique occidentale, on estimait ainsi, vendredi, à Rabat, qu'il auffirait d'un immeuble avec trois pièces :« Une à gauche pour le Polisario, une à droite pour le Maror et un représentant de l'ONU dans celle du milieu avec portes communi-

Cette solution de négociations indirectes avec un représentant de l'ONU faisant la navette a déjà été lers de Genève antre le Pakistan et Kaboul en vue du retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan. - (AFP.)

ISRAËL

Polémique autour d'une « petite phrase » « Israël devra s'habituer à l'idée Tamir, alors qu'il se trouvait à vailliste) a de nouveau été pris à

que les Palestiniens sont représentés par l'OLP et qu'aucune autre organisation ne pourra s'y substituer » : cette petite phrase attribuée par la radio israélienne au directeur géné-ral du ministère israélien des affaires étrangères, M. Abraham

Washington, a soulevé une tempète dans la classe politique de Jérusa-

Représentant déjà une cible fré-

quente des attaques de la droite, M. Tamir (aile gauche du Parti tra-

« The Nation » à l'assaut du « Jerusalem Post »

JÉRUSALEM de notre correspondent

Bible des diplomates et des correspondants étrangers, le Jerusalem Post vient de perdre création d'un second journal de langue anglaise en Israël, The Nation, dont le premier numéro a été mis en vente vendredi 2 sep-

Le Post cenche traditionnelle ment à gauche, défend des positions proches du Parti travai et il est résolument partisan de ons territoriales en Cisconcessions territoriales en Cis-jordanie et à Gaza. Lancé à quelques semaines des élections de novembre. The Nation, financé par des hommes d'affaires américains de Los Angeles, veut faire « une » du premier numéro ne les territoires occupés. Le rédac-teur en chef et directeur de la publication, M. Hesh Kestin, un

phisme et le pessimisme des éditorialistes « donneurs de leçons » de la presse du pays. Il veut en Israël et explique dans ce premier numéro : « On passe notre temps à se battre la coulpe, mais regardez ce que nous avons fait : ce pays est l'histoire d'une réus-

les rubriques économique et financière, sports et informations politique ». Dans un pays où l'on aime passionnément la politique et le débat d'idées sur le mode le plus libre qui soit, les promoteurs du nouveau journal promettent de ne iamais publier d'éditorial tout en cachant difficilement que leur opération vise bel et bien à faire rabattre de se superbe au

partie par les proches du premier ministre et par M. Itzhak Shamir lui-même, qui a demandé que des sanctions soient prises contre le col-laborateur de M. Peres, chef de file des travaillistes.

« Je ne pense pas que ces choses auraient du être dites, surtout par quelqu'un qui travaille sous l'auto-rité du gouvernement et au nom du gouvernement. Je pense que des mesures doivent être prises contre lui », a déclaré M. Shamir. Démen-tant que M. Tamir ait tenu les propos qui lui sont attribués, le ministère des affaire des ministère des affaires étrangères a accusé la droite d'avoir décleuché un verre d'eau ».

Le principal intéressé a, pour sa part, fait une mise au point, décla-rant : « Je n'ai pas proposé de négo-ciations avec l'OLP. J'ai dis que TOLP est le mouvement des Palesti-niens, que ça nous plaise ou non. » — (AFP, Reuter.)

> Collection « Mondes en devenir » dirigée par Etimond JOUVE LE SYSTÈME

COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN (L'acte unique et le marché istérious)

2º Edition Mise à jour et aucmentée MARIE-FRANÇOISE LABOUZ 13.5 × 20 cm - 510 p. - 198 F

Berger-Levrauit 5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS tout entier a rejeté le système de perti unique. Seul un gouvernement provisoire (...) pourrait apaiser les tensions. » De son côté, le barreau de Rangoun a accusé le régime d'avoir violé la Constitution en ayant fait ouvrir le feu sur des manifestants. D'autre part, des manifestations pacifiques ont eu lieu vendredi dans la capitale, où cartains commerces et

Pérou

Remaniement

ministériel

des troupes et du matériel.

Le point le plus délicat de la négoce territoire à l'indépendance. — (AFP.)

Birmanie

L'opposition réclame la formation

d'un gouvernement

L'opposition birmane a mal accueilli les déclarations faites jeudi 1" septembre per M. Maung Maung, chef de l'Etat, dans lequel il se refucommerce, du tourisme et de l'inté-

(ancien ministre de la justice). -

indirectes

et le Front Polisario?

Marie Commission Francisco

Sahara occident Negocial ans nore. ::

entre e Van Company of the state of

APRIL P Car Council to the first BOOK IN THE REAL PROPERTY. imer Je 1. 1. 1. 2 Mar 5 M

-,413

MARINE ROLL STREET THE RESERVE OF THE PARTY OF THE SPACE OF STREET BANK R. Warth E ELLEN NO.

The second second MANAGE STREET, 11 5 More * 1 M. 7. 2

1 Marian Carlos Tarios which was still Property of the second début de ces inondations. - (AFP.)

AFGHANISTAN: après la mort du général Zia

Les chefs de la résistance souhaitent que le Pakistan cesse de s'ingérer dans leurs « affaires intérieures »

La résistance afghane a. accusé les Soviétiques d'avoir renvoyé, jeudi 1º septembre, des soldats pour défendre la ville de Peshawar, que leurs troupes avaient évacuée il y a trois semaines. D'autre part, le bilan de l'attaque lancée jeudi contre Kaboul et son aéroport semble avoir été très lourd : on parle de sieurs avious détruits et d'une dizaine de morts; la plupart seraient des enfants, selon l'agence Tass.

de notre envoyé spécial

Paradoxalement, c'est dans cette ville pakistanaise, où la commu-nauté afghane est majoritaire, que la mort de Zia Ul Haq a provoqué les réactions les plus extrêmes, inquiétude ou espoir. Avec la disparition du président pakistanais, les moud-jahiddines ont perdu à la fois un protecteur et un avocat. Cette sollie tude n'était ni désintéressée ni impartiale — ce qui explique que l'affliction affichée par les chefs de certains partis était largement feinte mais tous sevent que le successeur de Zia, s'il s'agit d'un civil, suivra une politique moins favorable à la

Bien qu'ils fassent preuve d'une hospitalité encore exemplaire, les Pakistanais souhaitent que les qualque trois millions de réfugiés afghans repartent au plus tôt dans leur pays. Outre les conséquences économiques liées à la présence de la diaspora afghane, les Pakistanais ont souffert de milliers d'actes terroristes depuis les débuts de la guerre, notamment dans la province du nord-ouest, frontalière de l'Afghanistan. Aucun gouvernement civil ne pourra ignorer l'exaspération de la population pakistanaise que la férule militaire de Zia rendait jusque-là

Les cheis de la résistance le savent. Ils se rappellent fort bien en outre que le limogeage de l'ancien premier ministre Mohammad Khan Junejo était dû en partie à des divergences sur la politique afghane. M. Junejo voulait, coûte que coûte. conclure un accord sur le retrait des que Zia, soucieux des intérêts de la résistance, insistait sur la formation d'un gouvernement intérimaire à Kaboul Les moudjahidins n'ignorent pas non plus que Mes Benazir Bhutto, chef de file de l'opposition, bien que réputée « pro-américaine » est favorable à un règlement rapide de la « question afghane » au Pakis-

Un rééquilibrage ?

M. Massoud Khalili, conseiller politique du Jamiat-I-Islami, l'un des principaux partis fondamenta-listes de la résistance, explique : · Zia était une personnalité unique irremplaçable pour les moudjahl dines. Nous le considérions comme l'un des nôtres, mais la guerre continue après lui. Tout gouvernement pakistanais qui ignorerait les intérêts des moudjahidins serait isolé dans son propre pays. La guerre en Afghanistan est une part essentielle de la sécurité du Pakis-

La mort de Zia ne modifie pas en effet une situation géo-stratégique au sein de laquelle le Pakistan prooccidental, toujours inquiet de l'expansionnisme soviétique, a tout intérêt à soutenir une résistance afghane anticommuniste et à favoriser la chute du régime de Kaboul. Tel était le calcul de Zia Ul Haq. Mais le président défunt ne s'est pas

PAKISTAN : l'enquête sur la mort du général Zin. - Neuf per-sonnes, dont un chef d'escadrille de l'armée de l'air, ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur l'explos de l'avion qui a causé la mort du président Zia Ul Haq, a rapporté, le vendredi 2 septembre, la presse pakistanaise. Ces personnes travai la base militaire de Chaklala, près de Rawalpindi. - (AFP.)

BANGLADESH Inondations catastrophiques

Près de la moitié de Dacca, la capitale du Bangladesh, était sous les eaux vendredi 2 septembre et l'aéroport a été fermé aux vols internationaux en raison des inondations catastrophiques qui ravagent le pays. La cote d'alerte du Buriganga, qui passe au sud de Dacca, a été dépassée de plus d'un mètre et la capitale est isolée de la majeure partie du pays. Plus de trois cents personnes ont trouvé la mort depuis le

contenté de cette ligne de conduite. Il avait opéré un choix au sein de la résistance, privilégiant systémati-quement les formations fondamentalistes, notamment le Hezb-l-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar.

Zia disparu, les partis traditiona-listes et royalistes espèrent qu'un rééquilibrage va être opéré – à leur profit - dans la distribution des armes américaines, confiée jusque-là à l'Inter Service Intelligence (ISI), les services secrets pakistanais. L'inquiétude dans les milieux fondamentalistes aussi bien que l'opti-misme régnant chez les « royalistes » sont cependant prématurés. Il est peu probable que la politique d'Islamabad change beaucoup avant les élections du 16 novembre. D'autre part, le lobby militaire joue plus que jamais un rôle-clé dans la situation intérieure pakistanaise et une forte proportion d'officiers pakistanais sont très proches idéologiquement du Hezb-I-Islami.

Enfin, le a patron a de l'ISI, le général Hamid Gul, l'un des rares hommes de confiance de Zia, est toujours à son poste. Les chefs de la résistance afghane ont cependant l'espoir que cessent les « ingé-rences» pakistanaises dans leurs affaires intérieures ».

Passe encore pour le détourne-ment d'une partie des armes destinées aux moudjahidins, revendues profit de quelques généraux pakistanais. Il y a plus grave : d'année en année, l'intervention de l'ISI dans le déronlement des opérations militaires en Afghanistan est devenue plus pesante. Contrôlant seuls le robinet de la distribution des armes, les services secrets pakistanais disposent d'un moyen de pres sion considérable. Ils en ont usé largement, privilégiant tel ou tel commandant, à charge pour cehu-ci de rendre compte directement à

l'ISI du déroulement d'une opération militaire. Dans l'ensemble, la politique de

Zia visait à constituer, au sein de la résistance, un groupe de pression pro-pakistanais dans la perspective de l'après-retrait soviétique et des futures relations pakistanoafghanes. Contrairement aux apparences, le président Zia, très au fait de la mentalité et des réalités ethniques afghanes, n'a probablement jamais eru que M. Gulbuddin Hek-matyar puisse devenir un jou-« l'homme fort » à Kaboul. Mais en le surarmant, il s'en faisait un allié. Les Pakistanais ont beaucoup poussé la résistance à se lancer à 'assaut des villes, notamment pour nstaller dans l'une d'entre elles un « gouvernement moudjahidin » dominé par les « fondamentalistes ».

Oui contrôlera Kandahar?

M. Gulbuddin Hekmatyar s'est ainsi heurté au refus des autres commandants lorsqu'il a voulu prendre le contrôle de Jalalabad. A Kandahar, deuxième ville du pays, l'ISI pousse en faveur d'un assaut frontal. La plupart des commandants de «l'intérieur» y sont hostiles pour des raisons d'efficacité – la résistance gagne lentement du terrain sur les troupes soviétiques, aujourd'hui essentiellement repliées autour de l'aéroport - et aussi par souci d'épargner les populations civiles (1).

Récemment, des agents de l'ISI se sont rendus dans les camps de réfugiés pour « lever » des troupes, chaque combattant se voyant offrir une solde de 700 roupies (2) par jour. But de l'opération : com avec les moudjahidins de M. Gulbuddin Hekmatyar les milices de M. Ismat Muslim (le Monde du

6 juillet) qui contrôlent la région de inboldak, et qui ont probablement puissance de feu n écessaire pou porter un coup décisif à la garnisor de Kandahar. Les Pakistanais et le Hezb-I-Islami craignent que le « général » Muslim (jusque-là allié imprévisible du régime de Kaboul) ne se range du côté des « royalistes s'il se rendait maître de Kandahar.

Plusieurs responsables de la résis-tance sont ulcérés – mais impuissants - devant ces ingérences. Il n'est pas rare que des officiers pakistanais se rendent sur le terrain, à la faveur de telle ou telle opération ou à titre de « conseillers » (notamment s'agissant de l'utilisation de

C'est cet interventionnisme pakis tanais, considérablement accru depuis six mois, qui aurait conduit les Soviétiques à dénoncer les violations par Islamabad de l'accord de Genève, et à le menacer de plus en plus nettement ces dernières semaines. Selon l'une des nombreuses hypothèses concernant la mort de Zia, les services secrets soviétiques et afghans auraiem finalement décidé de passer à l'action... LAURENT ZECCHINI.

(1) La bataille de Kunduz constitue à cet égard une errenr exemplaire, même si la résistance explique que cette opération lui a permis de tester la capacité de l'armée aighane à résister sans l'appui des troupes soviétiques. Proche de la frontière de l'URSS, Kunduz a été acuée par les troupes soviétiques début août. Deux jours après, la résis-tance a capturé la ville. Elle ne l'a conservée qu'une huitaine de jours per dant lesquets les avions soviétiques ont noyé la ville sous les bombes. A tel point que la population civile a demandé à la d'évacuer la cité, de nouveau aux mains des forces soviéto-afghanes. (2) I franc français vaut enviro 2,75 roupies pakistanaises.

INDE

Les journaux et l'opposition partent en guerre contre un projet de loi limitant la liberté de la presse

NEW-DELHI

de notre correspondant

La liberté d'expression, la presse et la démocratie elle-ma sont en danger : ce commentaire de M. Jyoti Basu, le chef du gouvercommuniste du Bengale Occidental, est repris sous formes différentes par l'ensemble de la presse indienne. Les éditeurs, directeurs de journaux et journadirecteurs de journaux et journa-listes de tout le pays dénoncent une mesure gouvernementale qui, selon M. Basu, équivaut à un état d'urgence non déclaré. Mardi 6 sep-tembre, pour montrer sa détermina-tion teurs la presse pheervera une re la presse observera une ournée de grève.

Dès vendredi, le Front national, Des vendredi, le Front national, cette nouvelle coalition de sept partis d'opposition, dont le chef de file est M. V. P. Singh, s'est réuni et, profitant de l'aubaine, a décidé de lancer une semaine d'action du 11 au 17 centembre en coordination 11 au 17 septembre, en coordination avec la presse et les syndicats, pour obliger le gouvernement à retirer ce que le très sérieux Economic Times qualifie de projet - totalitaire -.

L'objet de ce raz de marée média-L'objet de ce raz de maree média-tique, dont l'ampleur a pris totale-ment par surprise le gouvernement de M. Rajiv Gandhi, est un texte sur la diffamation adopté mardi 30 soût par le Lok Sabha, l'Assemblée nationale. Ce projet de loi, présenté à la va-vite et sans aucune consulta-tion présabble des principaux intétion préalable des principaux inté-- les journalistes - étend la notion même de dissamation et aggrave notablement les peines

Juristes et journalistes semblent unanimes : ce test aura pour effet de tuer le journalisme d'investigation » et permettra au gouverne-ment et au parti du Congrès-I de couler des jours heureux à l'abri des scandales divers qui émaillent la vie politique indienne et que la presse devenue majoritairement critique à l'égard du premier ministre – se fait

un devoir de révéler. En termes juridiques, cela se lit ainsi : « Quicondiques, cela se iit ainsi: « Quicon-que, par des mois, qu'ils soient pro-noncés ou destinés à être lus, par signes ou représentations visibles, accuse ou publie des accusations concernant toute personne dans l'intention de nuire, en sachant ou en ayant des raisons de croire que cetté accusation nuira à sa répr tion, est considéré comme diffam

celle personne. La première condamnation (qui vise aussi les éditeurs) sera sanctionnée par une peine de prison pouvant atteindre deux ans et une amende de 2 000 roupies (1); en cas de récidive, la sanction pourra atteindre cinq années d'emprisonnement et 5 000 roupies. Ainsi, toute déclaration on écrit qui expose, a directe-ment ou indirectement, une per-sonne à la haine, au mépris ou au ridicule, discrédite ou cause du tori - à cette personne est une diffa-mation potentielle. Mieux, une diffamation peut être un commentaire grossierement indécent » on

iniurieux ». Devant les députés, M. Chidambaram, le secrétaire d'Etat à l'intérieur, a prétendu que le projet gouvernemental aurait pour effet d' • élever le niveau du débat politi-que dans le pays •. La presse de samedi estimait que M. Gandhi a maintenant recours à « un arse d'intimidation , faute d'avoir pu empêcher les journaux de dévoiler des scandales qui, par relations interposées, le touchent personnelle-ment. Lundi, le Rajya Sabha, la Chambre haute du Parlement, doit, à son tour, se prononcer. Il n'est pes exclu que, d'ici là, les élus du Congrès-l aient convainen le gouver-nement d'abandonner un projet de loi qui, dans la perspective d'élections générales, est politiquement

(1) Une roupie vant environ 0,50 F.

Diplomatie

A la conférence de Vienne

Les Etats-Unis critiquent la position « scandaleuse » de la Roumanie

Le chef de la délégation américaine à la Conférence sur la sécurité et la coopération (CSCE), M. Warren Zimmermann, a déclaré le vendredi 2 septembre à Vienne qu'il espérait que le gouvernement roumain allait reconsidérer sa scanda leuse position » à in conférence.

« La Roumanie constitue un problème sérieux parce que nous n'en connaissons pas l'exacte dimen-sion , a déclaré l'ambassadeur américain en évoquant le fait que les deux principaux responsables de la délégation roumaine n'étaient pas réapparus à Vienne depuis la reprise, hundi dernier, des travaux après une « pause technique » de trois semaines

De son côté, le chef de la déléga-tion autrichienne, M. Torovsky, a rappelé que la Roumanie s'est oppo sée à ce que le futur document final comprenne des engagements en matière des droits de l'homme qui

BIBLIOGRAPHIE

aillent plus loin que ceux pris à Hel-

sinki et à Madrid.

A Bucarest, un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères qui a requis l'anonymat a déclaré que « la Roumanie participerait à cette étape de la conférence — qu'elle voudrait être la dernière avec la volonté de chercher avec les autres participants, dans l'esprit de l'égalité, les solutions acceptables pour tous ». Il a ajouté que les résultats atteints au moment de la pause technique étaient - loin d'être concluants pour trouver une base

Par ailleurs, M. Zimmermann a estimé que si la Roumanie contipuait sa politique de destruction des villages (pour en regrouper les habitants dans des centres agroindustriels), « cela allait constitues un problème majeur à la réunion de Vienne et pour le processus de la CSCE ». - (AFP.)

En visite au Portugal

M. Roland Dumas a visité les quartiers sinistrés de Lisbonne

LISBONNE

de notre correspondant En visite le vendredi 2 septembre

à Lisbonne, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a assuré que le Portugal pouvait compter sur le soutien de la France pour les travaux de reconstruction du centre historique de la capitale portugaise ravagé par un gigantes-que incendie le 25 août. Une équipe de spécialistes des poms et chaussées sera d'ailleurs prochainement sur place pour étudier diverses techniques de préservation des façades des immeubles sinistrés.

C'est à la demande personnelle de François Mitterrand que M. Dumas a visité, des son arrivée dredi, les quartiers dévastés du Chiado, en compagnie de son collè-gue portugais, M. Joao de Deus Pin-

heiro, du maire de Lisbonne, M. Cruz Abecassis, et du secrétaire d'Etat à la culture. Le président de la République tenait ainsi à exprimer - un message de sympathie, de solidarité et de volonté de rester aux côtés du Portugal dans cette épreuve particulièrement doulou-

Depuis la catastrophe, la presse portugaise annonce presque quotidiennement des offres de soutien financier venant de diverses institutions européennes publiques et privées. Dans le pays même, les controverses politiques se poursuivent. Le Parti socialiste a exigé, jeudi, ouverture d'une enquête afin de déterminer les causes exactes de l'incendie. Il a proposé l'adoption de mécanismes d'expropriation pour éviter d'éventuelles spéculations financières et immobilières. Les

socialistes suggèrent également l'organisation d'un référendum à Lisbonne. Cette consultation devrait permettre de choisir le modèle de reconstruction du centre historique. Avec ou sans référendum, il sem-

ble que les autorités aient déjà décidé de restaurer ou de reconstruire les façades en suivant scrupiileusement les plans d'architecture originaux. Le président de l'Institut portugais du patrimoine culturel, dont l'avis est déterminant dans ce dossier, s'est déclaré favorable à une telle solution. Pour les quelque mille huit cents salaries qui se sont retrouvés du jour au lendemain au chômage en raison du sinistre, le ouvernement vient de créer un fonds spécial destiné à couvrir 80 % de leurs salaires d'ici à la fin de l'année. Des mesures que les syndicate jugent - insuffisantes ..

JOSÉ REBELO.

Une étude de Jean Laloy

Yalta sans le partage

Au moins, en France, 95 % des gens chez qui le nom de Yaita évoque quelque chose croient que es, Américains et Britannique s'y sont froidement partage le monde dans les derniers mois de la guerre contre l'Axe. Toute erreur est făcheuse en soi, mais celle-là est particulièrement grave dans la mesure où elle fausse nécessairement l'idée que l'on peut se faire des bases de ces rapports Est-Ouest que l'avenement de Gorbatchev secoue, soudain, de fond en comble. Il faut donc savoir gré à Jean Laloy de nous dire, avec l'économie de mots qui le caractérise, ce qui s'est réellement ssé, en février 1945, lors de ce que l'histoire appelle officiellement la

conférence de Crimée. Il a, pour ce faire, les meilleurs titres. Jeune diplomate, il fut l'interprète du général de Gaulle, en décembre 1944, lors de ses entretiens avec Staline. Et il n'a guère cessé, depuis lors, comme directeur d'Europe, puis directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, de se passionner pour le monde de l'Est, auquel il a consacré deux remarquables ouvrages (1). Directeur des archives du Quai d'Orsay pendant plusieurs années, parlant conramment, outre le russe, l'anglais et l'allemand, il a tout lu

sur son sujet et personnellement connu la plupart des personnages de la tragédie.

Yalta, seion la définition de Laloy, est l'e effort ultime de Rooseveli pour préserver l'entente avec l'URSS ». Or l'alliance qui va, trois ois plus tard, venir à bout du Reich, • ne repose ni sur des objectifs ni sur des convictions con muns... » ; elle est « faite en réalité de deux alliances », l'une entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, fondée sur une paremé de langue, de mæurs et de culture, ainsi que sur des finalités communes .. l'autre entre cette alliance-là et l'URSS, • minée à l'Est par une nésiance invétérée, à l'Ouest par un mélange de stupéfaction et d'espoir ». La maintenir, une fois tombé l'ennemi qui l'avait suscitée, relevait du rêve. Aussi bien s'est-il écoulé « moins de quinze jours » entre la publication du communiqué final tout plein de belles promesses, et le moment où les signataires om découvert qu'« un désaccord foncier l'emportait sur l'accord présumé ».

Pour comprendre ce qui s'est passé, la mentalité des acteurs compte évidemment au plus haut point. A soixante et onze ans, Chur-chill est le plus bouillant, le plus

cizirvoyant aussi. Mais i'Angleterre n'est plus ce qu'elle était. Sa participation à la guerre l'a épuisée. Tout se joue en réalité entre Roosevelt, qui n'a que soixante-trois ans mais qui n'est plus que l'ombre de luimême, et Staline, dont Laloy brosse un très fort, et probablement très exact, portrait : un homme - totalement désabusé, qui continue, par férocité et par ruse, à accroître pouvoir, territoires, influence, domination, et qui, au fond de son subconscient, pressent le vide, l'horreur -.

La question allemande

Avec un tel partenaire, la solution n'aurait-elle pas consisté à procéder à un partage en bonne et due forme, qui l'aurait obligé, par la suite, à s'en tenir à sa zone d'influence? C'est ce que préconisait, à l'époque, un jeune diplomate américain en poste à Moscon, George Kennan, qui allait, deux ans plus tard, inventer la doctrine de l'« endiguement » (containment), promise à devenir, pendant quarante ans, l'alpha et l'omega de la diplomatie américaine. Mais Charles Bohlen, l'un des principaux conseillers de Roosevelt. répliqua avec bon sens qu'un nou-

veau - bout de papier - n'aurait · pas plus de réalité - que les bouts de papier que Washington avait déjà reçus. - Ou bien nos - amis - entendent se limiter eux-mêmes, ôcrivaitil. ou bien non .. De toute façon, le généralissime,

de l'avis de l'auteur, qui sous-estime un peu, à notre sens, la portée de son accord avec Churchill de l'automne précédent sur la répartition des zones d'influence dans les Baikans, ne voulait pas à Yalta de partage. Il voulait faire accepter par les Alliés l'autorité du gouvernement qu'il avait lui-même installé à Varsovie, et il cherchait à mettre en place un dispositif qui lui donnerait le maximum de contrôle sur l'Allemagne non pas sur une petite moitié de celle-ci, mais sur toute l'Allemagne, amputée au préalable, bien entendu, de ses provinces les plus orientales.

Il est permis de penser qu'il y serait arrivé si l'avenement de la bombe atomique - postérieur, on a trop tendance à l'oublier, à Yalta n'avait pas persuadé Truman qu'il n'avait aucune raison de tenir l'engagement pris par Roosevelt de retirer les soldais américains d'Europe dans un délai d'un an après la capitulation du Reich. C'est là un point sur lequel Jean Laloy n'insiste peut-être

L'auteur, dans sa conclusion, pense qu'il n'était pas facile, la situation militaire et politique étant ce qu'elle était, de faire micux. Ce qui aurait été nécessaire, bien avant Yalta, c'est de manifester une résistance serme aux projets de Staline : cela n'a pratiquement jamais été le

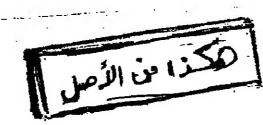
Mais il se pose une autre question, qui, celle là, concerne l'avenir sinon de Yalta, du moins des rapports Est-Ouest, maintenant qu'enfin « quel-que chose a bougé en URSS ». Bien qu'on ne sache - ni ce que cela durera ni ce que cela donnera - le moment n'est-il pas venn pour les Occidentaux, d' étudier divers schémas pour une solution progres-sive de la question allemande, à présenter à l'URSS dans la perspective d'un retour à la paix en Eurone . ?

Qui pourrait objecter à cette sug-gestion? Tôt ou tard, le Kremlin présentera quelque initiative dans ce sens. Pourquoi, pour une fois, ne pas prendre les devants?

ANDRÉ FONTAINE.

* Yalta, hier, aujourd'hui, demialn, de Jean Laloy. Robert Laffont, 215 p.,

(1) Entre guerres et paix (1945-1965). Plon. 1966. Le socialisme de Lénine, Desciée de Brouwer, 1967.



M. Rocard face à ses détracteurs socialistes et à la pression centriste

L'élève Rocard avait été seulement moyen au début de l'été lorsqu'il avait prononcé devant les députés, sous forme d'une déclaration de politique générale, sou premier grand discours de premier ministre. M. Rocard avait encouru, après son intervention, les smes de la droite et ceux, à peine voilés, de certains de ses « amis » du PS. La droite avait alors brocardé la « politique des cages d'escalier » définie, selon elle, par le nouveau chef de gouvernement, tandis que certains socialistes reprochaient à ce discours de manquer de « souffle ».

Une telle accusation a, probablement, blessé M. Rocard, qui se pique — non sans quelque rai-son — d'avoir ouvert des chemins que les autres n'out empruntés qu'à sa suite. M. Laurent Fabius, au mois d'août, retoursait le fer dans la plaie, en jugeant que de aout, renominat le les cains le francé, en legeure de le gouvernement manquait d'un « grand desseis ». En juillet, M. Henri Emmanuelli, proche de M. Lionel Jospin, avait, lui, semblé sompçouser M. Rocard de vouloir substituer à la légitimité du suffrage universel celle de la « société civile ».

Il n'y avait pent-être pas là de quoi gicher les courtes vacances de M. Rocard. Mais le premier ministre, perfectionniste et soucieux de dissiper une ministre, perfectionnisté et soucreux de disapter impression mitigée, n'a pas voulu en rester là. Devant ses jeunes partisans rémais en université d'été à Vitrolles, il a présenté une nouvelle copie, rétérant son souci de la politique an quotidien, mais le reliant à celui du long terme. Il s'est, en somme, employé à prendre un peu de la hauteur et du souffle qui avaient paru ini manquer à l'Assemblée natio-

Le premier ministre s'est donc attaché à réfuter l'argementation de M. Emmanuelli – en affirmant que la seule légitimité qui vaille est bien celle da suffrage universel - et surtout celle de M. Fabius rival de poids, ancien et futur, qui avait, en outre, touché an point sensible — en expliquant que le gouvernement tient « les deux bouts de la chaîne », le quotidien et le long terme.

Le premier ministre s'est encore imposé une antre gageure : convaintre qu'il incarne bien, sans timidité aucune, l'avenir de la gauche – au point

d'affirmer que « le temps » [du socialisme] est reur » sons renoncer à être l'homme du consensus, de l'ouverture et d'une coexistence pacifique avet

de l'ouverture et d'une coexistence pacifique avec ceux qui ne pensent pas comme lui.

Il y a seulement quelques mois, il aurait été facile d'ironiser sur ce discours-programme bis plein d'intentions généreuses et parfois empreint de notations rousseauistes. Mais, depuis, le « maif » Rocard a fait in prœuve, en Nouvelle-Calédonie, que l'on peut être efficace sons renier, bien au contraire, son exisence momele. gence morale.

C'est maintemant l'Elexagone, non le Caillon, qui attend le premier ministre. M. Rocard commit les attentes de l'opinion. Il devra tenter d'y faire face, alors même que la multiplicité des problèmes ne lui laissera pas le temps — comme ce fut le cas pendant la trêve estivale — de jeter toute son énergie dans un seul dossier à la fois afin de le traiter lui-même de

Attente sociale des salariés, notamment en termes de pouvoir d'achat, début budgétaire, sont deux des premiers obstacles que M. Rocard devra franchir. Pourra-t-il y appliquer sa « méthode », le

« gouverner autrement », fait de force de conviction plus que de coercition ?

M. Rocard devra aussi gérer deux campagnes électorales, celle des élections cantonales puis celle du référendum. L'état de la droite, certes, conforte la ganche. Mais l'« ouverture» — dont même M. Michel Sapin, l'un de ses anis, reconnaît qu'elle a pris anjourd'ini un « seus péjoratif» — et les dérapages verbaux de certains de ses représentants au gouvernement n'en finissent pas d'entretenir la gro-

Très rapidement, à l'occasion de la préparation du débat budgétaire et de la création de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), M. Rocard sera pris entre la pression des socialistes (sans omblier celle mistes) et celle - croissante et en sens inverse – des centristes, qui ont déjà exprimé leurs exigences dans la lettre au premier ministre de M. Pierre Méhaignerie. La nature de la fonction de M. Rocard vent, certes, qu'il serve de punching-ball. C'est à la fois sa chance et la difficulté de sa tâche.

JEAN-LOUIS ANDRÉANL

« Le gouvernement a un objectif, une direction, un projet »

souligne le premier ministre

VITROLLES de notre envoyé spécial

Après avoir brossé un tableau du passe lointain et plus récent de la Ve République, M. Michel Rocard évoque rapidement l'ouverture, qu'il qualifie aussi de « rassemblement -, pour affirmer : « Il n'y a de la part de personne ni reniement ni ralliement, mais au contraire la définition d'un contrat qui tire sa substance de la réélection de Francois Mitterrand par une des majo-rités les plus fortes qu'on ait connues depuis 1962. > Le premier ministre s'étonne au passage de « l'apreté de quelques socialistes » lorsqu'il s'agit de coopérer avec des personnalités extérieures à leurs

Après avoir rappelé les préoccupations des Français - « l'emploi d'abord, l'éducation et la formation des jeunes, le pouvoir d'achat aussi et puis, confusément, une inquié-tude sur la place et le rang de la France dans l'Europe de 1992 » et assuré que la France est le « catalyseur - en matière d'« accélération développement européen », M. Rocard souligne « l'interdépen-dance des problèmes » nationaux et internationaux pour expliquer : « Je n'oppose pas (...) le grand projet de solidaire dans une Europe rassemblée aux nécessités de la vie quotidienne. Ni l'interdépendance des problèmes qui nous assaillent, ni la complexité des grands systèmes qui organisent nos sociétés, ni le temps nécessaire aux mutations économiques, sociales ou culturelles, ne doivent servir d'alibi à l'inertie et à

« A l'Inverse, continue le premier ministre, on se doute bien que je sais que ce n'est pas uniquement en réparant les ascenseurs, les bottes à lettres ou les cages d'escalier que l'on construira une économie plus performante et une société plus épanouie. Les problèmes du quotidie ne doivent pas davantage être le refuge de la démission des volontés. S'il est essentiel de tenir les deux bouts de la chaîne, c'est parce que bâtir cette démocratie de la vie de tous les jours, qui répond aux aspirations les plus profondes de nos concitoyens, c'est aussi une façon de préparer l'avenir. Le temps des idéologies est fini (...). Pour autant, faut-il renoncer à tout idéal ou à toute valeur? Serions-nous encore socialistes si le pragmatisme le dis-putant au cynisme faisait du prin-cipe de réalité le seul principe qui

ligne M. Rocard, qui fait référence à la « Lettre à tous les Français » de M. Mitterrand. Il a un objectif, une direction, un projet. Il s'agit de rendre un nouvel espoir à ceux que l'avenir inquiète, Les enjeux qui for-ment notre horizon : la modernisation économique, le grand marché européen, ne doivent laisser per-sonne sur le bord du chemin. - Le r ministre insiste longuement sur le fait que les socialistes ont un projet, qui a fait l'unanimité dans urs rangs, celui d'une société marquée par une « croissance apaisée (...), une société où il fais bon rivre .. M. Rocard s'étome des controverses inattendues et peu utiles - sur l'existence d'un tel proiet, et ajoute : « Petit à petit, la

A propos des non-socialistes associés à la réalisation de ce projet, il rappelle que le refus dans le passé de combinaisons douteuses a conduit le PS à une certaine . intransigeance . Mais des lors que l'accord est clair - pour participer

projet, il n'y a pas lieu de demander de « passeport ». Le premier minis-tre souligne aussi la nécessité de trouver une » présentation (...), quelques mots (...), quelques for-mules » pour expliquer ce projet à l'opinion tout comme la nécessité d'une pédagogie pour montrer que « tout est complexe ».

> Un seul mot: « convaincre »

Après le projet, M. Rocard en vient à la « démarche » du gouver-nement, pour expliquer : « Cette démarche se résume d'un mot : convaincre. >

« Agir sur les réalités de la vie quotidienne, détaille M. Rocard, est la seule facon de constitue M. la seule façon de convaincre l'opi-nion de donner du temps au temps. Les politiques les plus fondamen-tales que nous engageons ont besoin, pour réussir, de durée, de continuité, de rigueur (...). Dans un environnement (...) où prévaut l'image, c'est-à-dire l'instantané (...), comment faire prévaloir l'ascèse nécessaire du long terme (...) si ce n'est en montrant la direction par des décisions ponctuelles, par des résultats concrets, par des

rent le chemin de l'effort? (...) C'est justement parce que le gouver-nement inscrit son action dans la durée qu'il entend être aussi celui de la démocratie de tous les jours. »

Le premier ministre explique

encore que « convaincre, c'est aussi chercher à régier des problèmes, pas à régler des comptes ». Il fait obser-ver que, en traitant le dossier de la Nouvelle-Calédonie, il s'est « soigneusement abstenu de toute mise gneusement dostent de toute Mise en cause de [sea] prédécesseurs » et a informé les dirigeants de l'opposi-tion qui l'out souhaité. Il réaffirme qu'« aucun haut fonctionnaire, magistrat ou dirigeant d'entreprise publique n'a été remplacé pour des raisons tenant à ses convictions politiques personnelles ni sans que lui soit proposée une nouvelle affectation compatible avec son expérience, son ancienneté, ses talents ». « Croyez-vous pourtant, ajoute M. Rocard, que l'envie ne m'ait pas çà et là effleure de certains rappels d'un passé récent en observant les dérapages verbaux ou les contor-sions tactiques de tel ou tel porteparole de l'opposition? >

M. Rocard évoque l'action de Pierre Mendès France et rappelle que cette volonté de convaincre

répond à « une certaine idée » [qu'il s'est] toujours faite, de la politi-que ». Pour lui, il s'agit « dans un contexte où le repli sur soi, le scepticisme ou le cynisme gagnent du terrain », de « réhabiliter [la politi-que] justement parce qu'elle sera revenue à sa juste place ».

Le premier ministre soutient qu'il s'est toujours refusé à s'associer aux « modes qui consistaient à dénigrer les partis politiques ». M. Rocard ajoute toutefois : « La pente est dan-gereuse que celle qui voit les partis politiques se transformer en conglomérat de comités électoraux ; on a parfois brandi la menace d'une dérive du PS vers un parti démocrate à l'américaine. Prenons garde toutefois de ne pas le laisser res-sembler au Paril démocrate chrétien italien! >

M. Rocard s'adresse alors aux Jeunes rocardiens pour leur affirmer Jeunes rocardiens pour leur affirmer qu'il suffit de considérer qu'ils sont des « jeunes socialistes » et que « cela suffit à [leur] donner une identité ». « Ne cherchons pas d'autre justification, lance M. Rocard, que celle qui comprend que désormais l'image du socia-lisme est celle d'une idée dont le temps est venu. »

M. Méhaignerie cherche à peser sur l'action gouvernementale

LOCTUDY

de notre anvoyé spécial

Les centristes ont décidé de prendre l'ouverture au pied de la lettre... C'est en effet une longue lettre que M. Pierre Méhaignerie a rédig l'adresse du premier ministre, M. Michel Rocard. Clôturant, le vendredi 2 septembre, l'université d'été des jeunes démocrates socianx, le président du CDS, qui avait tenn à préserver l'effet de surprise, a révélé la teneur de ce document, qui peut être considéré comme un contrat à l'amiable avec Matignon.

Dans cette missive, le président du CDS expose en effet à la fois les positions de son mouvement sur les grands sujets d'actualité, mais aussi ses revendications, qui, suivant qu'elles seront admises ou rejetées par le gouvernement, serviront, dit la lettre, « de critères qui détermineront le positionnement du CDS face à l'action de M. Rocard ».

Cette lettre tourne essentiellement autour de trois thèmes qui sont pour le CDS - les conditions du succès (...) pour un pays prospère, moderne et influent ». Premier cha-pitre : l'économie. Le CDS s'inquiète de l'augmentation trop rapide des dépenses prévues au budget 1989 et annonce que son groupe à l'Assemblée nationale présentera une série de propositions visant une baisse des impôts indirects plus importante et un allégement plus substantiel des charges des entreprises. M. Méhaignerie s'oppose et demande non sans malice à M. Rocard « de ne pas, sur ce sujet, se laisser enfermer dans les archaismes encore trop présents au sein de son parti ».

Le président du CDS s'émeut aussi de la «prolifération», selon lui inconsidérée, des dépenses engagées pour la célébration du bice naire de la Révolution française et annonce qu'il réclamera la création d'une commission de contrôle parle-

En résumé, les centristes pensent que sur ce terrain budgétaire la France doit se soumettre encore à une double discipline : " des dépenses publiques qui augmentent moins vite que la richesse nationale, des dépenses d'investissement des dépenses d'investissement qui doivent avoir une priorité sur les dépenses de fonctionnement ».

Autre chapitre qui tient au cœur des centristes : les inégalités sociales. Ceux-ci sont très réticents sur l'idée d'un financement du revenu minimum par l'ISF. Si le gouvernement persiste dans cette idée, ils s'abstiendront an Parle-

Car, seion eux, d'autres solutions peuvent être trouvées compte tenu du supplément de recettes fiscales dégagé anjourd'hui par la croissance économique. Le CDS fera avant la rentrée parlementaire d'octobre d'autres propositions : celle consistant notamment à faire financer le revenu miminum à concurrence de 25 % par les collectivités départe-

Troisième et dernier chapitre : les rapports entre l'Etat et les citoyens. M. Méhaignerie estime non sculement que la décentralisation doit ètre accélérée, mais que l'aménagement du territoire est également « un enjeu fondamental de l'avenir ». Il en profite pour aborder la question plus politique de la loi nunicipale pour le rendez-vous de l'an prochain. - Plutôt que de parler sans cesse, relève-t-il, du Front national et de la droite en en tirant un profit politique immédiat, l'indépendance et le courage seraient d'accepter notre proposition d'interdiction de la fusion des listes municipales entre les deux tours. .

Pour inédite qu'elle soit, cette démarche épistolaire ne saurait en réalité surprendre. Elle correspond tout à fait à la définition de l'ouversi ouverture il y a, elle ne pourra se faire qu'à partir d'un contrat de gouvernement clairement établi, non pas « dans l'ombre des corridors », comme dirait M. Jean Lecannet, mais an grand jour, devant tout le

Cette lettre, après un trimestre de déclarations en tout genre, de rendez-vous manqués et de faux procès, peut donc être considérée comme une première pierre du nouvel édifice que pourrait être plus tard une coalition socialo-centriste. Comme une première marche aussi permettant de passer de l'opposition opposition à l'opposition construc-tive ... «Il y a deux attitudes possi-bles dans l'opposition, explique M. Méhaignerie. La première, c'est la plus facile, nous l'avons d'allleurs pratiquée, comme le PS en son temps: c'est l'attitude négative par principe. C'est la plus confortable à court terme, et probablement la plus confortable vis-à-vis d'une partie de nos alliés. C'est aussi la plus sclérosante. La deuxième consiste à peser, grâce à la composition arithmétique du Parlement, et à empêcher l'action gouvernementale de traduire les aspects négatifs des projets de loi qui viendront en dis-

Un double

Aux idées simples, le président du CDS entend done substituer « l'indépendance d'esprit et le cougénéral avant l'intérêt partisan. C'est un premier pes. Au congrès de Lille, en novembre, les dirigeants centristes réfléchiront concrètement à la manière de renforcer leur parti pour pouvoir progresser sur le chemin de l'onverture.

Cette démarche de M. Méhaignerie vise à lui redonner l'initiative : il tient à rester l'interlocuteur privilégié des socialistes. M. Raymond Barre n'avait pas été mis la veille dans la confide nce, et l'on peut deviner que M. Giscard d'Estaing, qui ne vent plus voir dans l'opposition qu'une seule tête, la sienne, éprouvera quelque contrariété.

Enfin, M. Méhaignerie adresse à M. Rocard, qui retrouve maintenant la ballo de l'ouverture dans son camp, un doable défi. Par rapport d'abord à son action gouvernementale : « Le navire gouvernemental at-il une destination? Le gouverne-ment est-il capable de prendre des positions courageuses dans une période plutôt facile pour lui ou vat-il se contenter de la gestion au quotidien dans une certaine anes-

Défi aussi par rapport au Parti socialiste. M. Méhaignerie continue de penser, comme il l'a répété vendredi, que « M. Rocard n'est pas, tant s'en faut, le Parti socialiste » Il va de soi que de telles appréciations visent aussi à mettre M. Rocard en porte à faux sur sa gauche. M. Ménaignerie fait mine de n'en avoir cure. « Nous vous jugerons aux actes, conclut-il dans sa lettre. Puissions-nous espérer qu'une partie du PS et le gouvernement osent faire preuve de cette même indépendance d'esprit, de courage face aux groupes de pres-sion qui composent la clientèle tra-ditionnelle du PS. » M. Rocard devrait normalement trouver cette lettre mardi sur son bureau.

DANIEL CARTON,

■ RECTIFICATIF. - Une erreur s'est glissée dans un article consacré à la préparation des élections sénatoriales dans le Gard (nos premières éditions du vendredi 2 septembre). M. Georges Benedetti (PS) n'a pas quitté son mandat de sénateur en raison de le loi anti-cumul, mais perce qu'il a été élu député en juin demier.

Les « dérapages » de l'ouverture renforcent les réticences du PS

VITROLLES de notre envoyé spécial

Tout comme M. Laurent Fabius qui l'avait précédé, la veille (le Monde du 3 septembre), devant les jeunes rocardiens des clubs Forum réunis en université d'été à anivait porteur d'une odeur de souths. Tout comme l'ancien premier ministre, le député des Landes avait, dans la presse (Le Nouvel Observateur) critiqué le recours à des ministres issus de la a société civiles et donc, pensait-on, M. Michel Rocard. Tout comme M. Fabius, enfin, M. Emmanuelli a reçu un accueil perfait de la part des Jeunes rocardiens avant de s'expliquer de son intervention.

M. Emmanuelli, proche de M. Lionel Jospin et membre de la « vieille garde » mitterrandis tionnels, juge, a-t-il dit, qu'il est « important » que M. Rocard soit à l'hôtel Matignon. Il porte sur les premières actions de son gouvernement un juge-ment « globelement très positif ». Le débat sur la « société civile est un faux débat », et « le vrai débat » porte sur le conception du pouvoir : « conception régatrales, telles sont les préoccuostions de M. Emmanuelii.

Si l'ancien secrétaire d'Etat au budget est intervenu, c'est perce qu'il a cru voir, dans certains taires, la *e légitin* société civile » opposée à la « légi-timité du suffrage universel », voilà tout. Une fois cette mise au point effectuée, le numéro deux du PS est entré dans le vif du sujet, une analyse de la situa-tion politique qui confirme l'état d'esprit dans lequel les socialistes abordent la rentrée : l'automne ne sera guère celui de « l'ouverture » et les débordements commis par Certains ministres au nom de ce vocable devenu « péjoratif » — comme l'avait fait remarquer, la veille, M. Michel Sapin, député rocardien des Hauts-de-Seine commencent à agacer certains

Ouverture ou confusion ? Après les déclarations de M. Ray-

mond Barre, après celles de cer-taine ministres non socialistes, M. Errmanuelli, rappelant la doctrine restrictive définie par M. François Mitterrand le 14 juillet, a tenu à faire quelques mises au point et a lancé quelques mises en garde. Le numéro deux du PS s'est « étonné » des propos de M. Barre sur l'ouverture : l'ouverture - que M. Emmanuelli préfère appeler « rassemblement » - ne peut pas se traduire per e un accord de gouvernement [du PS] avec une autre formation politique, car nous sommes sous la Vº République, pas sous la le PS et une autre formation politique ne peut pas s'ajouter au s contrat » fondamental de la Vª République, celui « qui fie le président de la République au coros électorsi ».

La veille, M. Alain Richard, député rocardier du Val-d'Oise, avait, symétriquement, fait observer que, dans son ensemble, l'actuel électorat centriste est d'une alliance avec les socia-listes ». Autre député roçardien, M. Sapin aveit aussi fait remarquer qu'il faut remettre l'ouverture « sur ses pieds » alors qu'elle donc, une nouvelle fois, toute possibilité d'alliance à court

Aucune succession n'est ouverte »

Toujours à propos de l'ouverture et de ses dérapages, M. Emmanuelli a évoqué le « trouble » entraîné par certaines déclarations de membres du gouverns-ment. La député des Landes a reproché à M. Lionel Stoléru d'oublier que le gouvernement est soutenu par une majorité socie-

En outre, le député des Landes « imagine mel » que, pour les élections européennes, des minis-tres puissent se présenter sur des

M. Jean-Maris Rausch se voit, lui, reprocher d'avoir envisagé de gaieté de cœur que M. Barre suc-cède à Matignon à M. Rocard. C'ast e discourtois », selon

M. Emmanuelli, et hors de propos, car M. Rauech, selon son nalyse, oublie lui aussi la maiorité socialiste relative, peu disposée, selon le numéro deux du PS, à devenir la majorité de M. Barre. M. Emmanuelli demande aux ministres de travailler et de reepecter la solidarité gouvernementale. Il souhaite que « ces propos se raréfient » et que cesse « ce genre de gesticulation ». En revenche, il n'a rien à redire aux « efforts méritoires » déployés par M. Michel Durafour pour e élargir

la majorité présidentielle ».

Pour M. Emmanuelli, « aucune succession n'est ouverte », ni celle de M. Michel Rocard - allusion aux propos de M. Rausch ni celle de M. Mitterrand - allusion aux rivalités internes au PS. La veille, au terme de sa propre analyse, le rocardien Alain Richard était arrivé à des conclu-sions similaires : pour M. Richard, M. Rausch risque d'être déçu, car iamais antraîné un changement de gouvernement et l'expérience convernement d'un nouveau septennat ont une durée de vie, sous le Ve République, de deux à trois ans. Quant à tel ou tel « grand ministre » soucieux de jouer dans l'avenir un rôle à se mesure allusion transparents à M. Jospin M. Richard lui conseille de faire

svent tout ses preuves dans son département ministériel A propos des aspects sociaux de la rentrée, M. Emmanuelli affirme qu'il ne croit pas à une e rentrée sociale chaude », mais ajoute qu'il y a un « problème d'évolution des revenus dans ce pays s. Pour lui, « l'aspiration à l'égalité » reste l'objectif des socialistes, qui ne peuvent se satisfaire de la « stagnation » des

C'est aussi l'avis de M. Jacques Delors, qui ne s'est pas exprimé publiquement à Vitrolles sur ce sujet, mais pense, en rtance, que la rigueur c'est fini et que la gauche, sans retomber dans les automatismes du passé. doit « inventer » quelque chose à proposer aux salariés.

revenus salariaux et de « l'explo-

sicus o des revenus non salarir

150 127

Will American Service (Service)

The same of the same of the same

5 de . 1

the country of the state. The sales

A STANKE II . SI 5 at 1 14. 5 M. THE PART IN

10 F . T. +

The Part of the

Table Garage

14 to 5 to 5

T. S. P. 195

B 1 100 100

· &

a in minn

St. Labour

Trans

en trib

1

to the

137

MET.

200

Maria Barrella

BUCCRAPHE

and or Fact de loca de

the special special Prints part of Me des thectors : Marie Le programme de construction des nouvelles prisons the L'and de la druie one présenté par M. Arpaillange se démarque du projet Chalandon Après pinsieurs semaines revenir. Autorisations de programme et crédits de paiement sont d'études et de réflexion, le gramme et crédits de paiement sont verrouillés » sur plusieurs années. revenir. Autorisations de programme et crédits de paiement sont les familles qui ont commandé. On pénitentiaire inquiet des réticences affichées à l'origine par M. Arpail-

ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a décidé de modifier et de la creation de la professage, a décidé de modifier de seculation de la creation de programme des 15000 nouvelles programme des resons lancé par son le contraire. Crustalle de prédécesseur, M. Albin Chalandra la latter au programme des raisons administratives, — il est difficile de revenir sur un badget voté au Parlement et les dédits prévus en la diffacte du cas d'aunulation sont très Pariement of the sont tres MAN-LOUIS ANGEL lourds, — le nombre de places diminue peu (13 000), la part du privé dans le fonctionnement de ces nouveaux établissements sera considérablement réduite. Il reste que M. Arpaillange, qui était hostile à un tel accroissement ment du parc pénitentiaire, a dû, pour des raisons à la fois politiques et techniques, trouvez en faite qu'il per-faite qu'il produis entre ses choix per-sonnels et les contraintes impo-sées par la situation héritée de see par m summer son prédécesseur. men to thror ten auti-

M. Pierre Arpaillange — c'est un euphémisme — n'était guère séduit par la «révolution pénitentiaire» lancée par M. Albin Chalandon. «15000 places, c'est anormal» déclarait-il au mois de juin. Tout aussi soucieux que son prédécesseur d'en finir avec le surencombrement et la vérusté, déterminé à doter la et la vétusté, déterminé à doter la de construction nécessaire. Parallè-lement, il convensit, estimait-il, de mettre en place une politique penale inspirée par d'autres principes que Better Ber Court in mer effe l'enfermement systèmatique et le Station in the State of the tout-carcéral. Plus on construit de men per i en an aname places de prison, plus on les remplit.
Ce phénomène d'inflation est une
évidence pour tous. Ce n'était pas the de not used the acco l'option de Pierre Arpaillange qui, répondre - peines de substitution -. Martingan in 1822 mark to

Les contraintes

in in der 🗺

l z ścoś

and famous securities Letter to

Pro Sales & of Contract Sales

were warf ut one hard to

ment of the state

to the or of

Barba M. Carabian E.

M Rabia at the same

Fallers a last part part

100 Marie 100 Ma

Market To

THE RESERVE OF THE

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

100° : 111. -1- 7.71.

La La Paris

THE BUT I SELL SELL

A PER EN

The state of the s

THE SECOND SECOND

And the second second

WHY THE

See Section 1975

See the state of t

State Carte

A Language The second secon

man por face THE WAY WAY PRINT

CHARLES.

Company of the second

Autre souci du nouveau ministre : l'esprit du projet Chalandon anquel il ne pouvait se rallier. Après avoir Aug jages bir bitt e praff. battu en retraite devant le tollé général suscité par sa volonté de pri-COS greene diet Hibb vatiser entièrement les nouvelles pri-sons, M. Chalandon avait obtenu PROPERTY AND THE SECOND TO Cantan bar to the same que les entreprises lauréates du concours de construction gèrent Life to women our pour dix ans le fonctionnement de ces établissements, hormis la direc-Market Course 18 on Course market 事務 明明明明日 田田 田田田 tion, le greffe et la surveillance. Les Mark Art of the state of the st entreprises avaient donc présenté des marchés liés, construction-Cente committee at V ha gestion, qui avaient provoqué quelgestion, qui avaient provoque quer-ques remous au ministère des finances (le Monde des 7, 9, 10 et 12 mai) où l'on n'hésitait pas, à l'époque, à parler d'irrégularités. Il fallait vider l'aboès. La solution reto-THE PARTY THE T the same training to Major Control of the State of t nue aujourd'hui par le ministère de la justice est le fruit d'un délicat We would plus to a final and WE AT A STATE OF THE STATE OF T

Voté l'autonne dernier par le Parlement dans le cadre de la loi de finances, le budget de la justice est une loi sur laquelle il est difficile de

Le père qui assure avoir vendu son enfant est recherché par la justice

Un mandat d'arrêt a été délivré par un juge d'instruction de Rouen contre François Levistre, dispara de son domicile après avoir annoncé Memorial W 1772 qu'il avait « vendu » pour cinquante mille francs à un industriel allemand de primi l'enfant que venait de mettre au ### 2 PM | CC | V Tar | Mark monde sa compagne au motif qu'il 1 of 10 and 1 and 1 n'avait pas les ressources nécessaires pour l'élever et assurèr son éduca-tion (le Monde du 3 septembre).

Cependant, ce ne sont pas ces faits qui ont valu à François Levistre le mandat d'arrêt délivré par M. Bernard Fos, juge d'instruction. Cet acte de procédure entre dans le cadre d'une information déjà ouverte contre l'homme recherché pour proxénétisme aggravé à la suite des déclarations d'une jeune femme qui, l'ayant vu à la télévision annon-MAR SE STATE OF THE SECOND SEC cer son intention de vendre son fils à Berlin British naître, avait reconnu en lui l'homme -A 4-2- 18-4 qui l'aurait contrainte à se prosti-

Il est cependant assuré que Fran-cois Levistre, retrouvé, aura à s'expliquer sur la « vente » de l'enfant qu'il assure avoir effectuée, ne sersat-ce que pour savoir si ce qu'alfirme cet homme, déjà emprisonné et tenu antant pour un mythomane que pour un marginal, est Marie de

que ce à quoi elles étaient destinées - par exemple rénover les vieux étaements ou améliorer le sort du · milien ouvert » - relevait d'un tour de passe-passe auquel le minis-tère du budget n'était pas disposé. Pour des raisons techniques, mais aussi politiques (allait-on risquer de laisser l'opposition entonner à nou-veau la chanson du laxiame?), il fallait donc s'accommoder d'une marge de manceuvre étroite

bre, le programme Arpaillange est pourtant bien différent de celui de M. Chalandon: 13 000 classic Chalandon: 13 000 places au lieu de 15 000, soit la construction de 7 nouvelles maisons d'arrêt et 11 centres de détention, 6 centres tentiaires et 1 maison centrale centres de détention. Ainsi les projets de Courville, en Eure-et-Loir, où la population avait vigoureusement protesté contre l'installation d'une prison, Prat-Bourepaux, en Ariège, Vienne-le-Château, dans la Marne, et Boulay, en Moselle, sont amulés. Plus que les affinités politiques – les municipalités amies du précédent gouvernement s'étaient massivement portées candi-dates, tel Precy-le-Sec dans l'Youne où M. Paul-André Sadon, qui était directeur de cabinet de M. Chalandon, est consciller général, — ce sont le sonci de la cohérence judiciaire,

de notre correspondent

M= Brigitte Lamoureux.

Après avoir été confrontée, jeudi

pendant toute la matinée, à son ancien voisin, M. Nicolas Haag, quatre-vingt-six ans, Simone Weber, cinquante-six ans, inculpée d'assassi-

nat (le Monde du 3 septembre), a

subi, vendredi 2 septembre, une

autre confrontation avec sa fille,

Lors de cette confrontation, Bri-

gitte Lamoureux, qui vit aujourd'hui dans la région parisienne et n'a pas revu sa mère depuis trois ans, est revenue partiellement sur les déposi-tions qu'elle avait faites au SRPJ. A l'isure de sa carde à une des la

l'issue de sa garde à vue dans les locaux du commissariat de police d'Epinay-sur-Seine où elle avait été

d'Epinay-sur-Seine où elle avait été entendue sur commission rogatoire du juge Thiel, la jenne femme avait rapporté une conversation qu'elle avait eue avec sa mère quelques jours après la disparition de Bernard Hettier, qui vaut à Simone Weber une inculpation d'assassinat. A cette époque, Simone Weber lui aurait confié qu'elle était en possession de la carte de crédit de Bernard Hettier. Selon Me Behr et Robinet, deux des avocats de la défense, « Me Lamoureux a déclaré, ven-

« M= Lamoureux a déclaré, ven-dredi matin, qu'elle avait bien parlé

Le sous-brigadier de police Marc Pierre, trente-six ans, grièvement blessé avec un autre de ses camarades, le 23 août, au cours de l'atraque à main armée d'une bijouterie de l'expi-gnan qui avait déjà coûté la vie à son collègue Claude Marty (le Monde du 25 août), est décédé des suites de ses blessures dans la matinée du vendredi

Le bilan de ce drame, dont les auteurs sont deux détenus bénéficiaires de permissions de sortir, ajoute à l'émotion déjà exprimée au lende-

main des faits par différents syndicats de police. La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a demandé la convocation urgente du

BIBLIOGRAPHIE

tribunal, et les facilités d'accès pour les familles qui ont commandé. On aurait bien voulu modifier plus finement la carte pénitentiaire, mais les dédits à payer devenaient alors trop

De plus, la part du privé dans le fonctionnement de ces établisse-ments a été réduite. L'administration, le travail pénal, les activités socio-éducatives reviennent an sec-teur public. Les fameux quartiers aux destinés aux toxicomane chers à M. Chalandon, ne seront pas construits, mais des antennes médicales pluridisciplinaires scront mises en place. Un effort important, inspire par les mesures d'accompagnement de la loi d'amnistie, sera fourni pour mettre en place un dispositif d'insertion sociale et professionnelle en collaboration avec le milien associarif et les collectivités locales

Nécessité d'embanches

Mais ces modifications seront coûtenses en personnel: il faudra embaucher entre 4 500 et 4 500 gardiens contre 3 800 prévus par le plan Chalandon, Parallèlement, une trentaine de prisons - les plus vétustes - sont vouées à la démolition. Actuellement évalué à 34 000 places pour 45 532 détenns - c'est le chif-fre du mois d'août pour la métro-pole, - le pare pénitentiaire va

qu'il n'avait pas été question de la carte de crédit du disparu. »

A l'isme de la confrontation, la défense ne dissimulait pas sa satisfaction, tendis que la partie civile, représentée par Me Lagrange, qualifiait cette attiende de « revirement de circonstance ». Les défenseurs expliquaient la » résentation » aux constance ».

qu'elle leur avait parlé de la carte de

crédit de sa propre imitative. D'après elle, Simone Weber Ini aurait dit qu'e il aurait semblé

étrange qu'aucun mouvement de fonds n'apparaisse sur le compte de Bernard Hettier. Brigitte Lamou-reux on avait alors déduit que la carte de crédit dont sa mère se ser-vait était celle de Bernard Hettier-

Le juge n'en a donc pas terminé avec ces confrontations. Elles se

poursuivront dans les semaines qui viennent - (Intérim.)

comité d'hygiène et de sécurité et sou-

naient la « rétractation » par

Inculpée d'assassinat

Simone Weber a été confrontée

à sa fille, qui l'avait accusée

Après l'attaque d'une bijouterie

L'un des policiers blessés à Perpignan est mort

affichées à l'origine par M. Arpuillange. De leur côté, les entreprises qui s'attendaient à une remise en cause plus profonde du projet y verront vraisemblablement un moindre mal. Est-ce pour autant la voie sou-baitable? Ce n'est pas celle qu'aurait choisie l'ancien procurem général de la Cour de cassation s'il avait eu les mains libres. M. Pierre Arpaillange n'a pu, avec son cabinet et son administration, que limites des effets. Reste à mettre en place une politique pénale différente qui, elle, pourra pienement, si telle est la volonté politique, se démarquer de celle de son prédécesseur.

Les sites retenus sont les suivants : Osny (Val-d'Oise), Longuenesse Osny (Val-d'Oise), Longuenesso-Saint-Omer (Pas-de-Calais), Laon (Aisne), Villepinte (Seine-Saint-Denis), Manbenge (Nord), Bapaume (Pas-de-Calais), Nanterre (Hauts-de-Seine), Châteauroux (Indre), Neuvic (Dordogne), Uzerche (Corrèze), Argentan (Orne), Châteaudum (Eure-et-Loir), Villefranche-sur-Saône (Rhône), Varennes-le-Grand (Saône-et-Argenim (Chie), Villefranche-sur-Saône (Rhône), Varences-le-Grand (Saône-et-Loire), Saint-Quentin-Fallavier (Isère), Joux-la-Ville (Yonne), Saint-Mihiel John-is-Ville (Yonge), Saint-Willed (Meuse), Aiton (Savoie), Villenauxe (Aube), Montpellier (Hérauk), Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), Grasse (Alpes-Maritimes), Tarascon (Bouches-du-Rhône), Salou-de-Provence (Bouches-du-Rhône), Aries (Bouches-du-Rhône).

Le cabinet du secrétaire d'Etat chargé des handicapés

M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie, vient de constituer son cabinet (1). Il a choisi comme directeur Mª Genevière Laroque, inspecteur général de la Sécurité sociale.

Le chef du cabinet est Ma Michèle Zwang-Graillet, directrice de collège; conseiller technique (budget): M. Philippe Didier-Coarbin, attaché d'administration; conseiller technique (recherche) : M. Patrice François, psychologue clinicien ; chargée de presse :

expliquaiem la « rétractation » par le fait que les premiers propos svaient été le résultat des « pressions morales policières » subies par la fille de Simone Weber lors d'une garde à vue de trente-cinq heures. Mais, quelques heures plus tard, on apprenait que Brigitte Lamoureux avait revu, dans l'après-midi de vendredi, le juge Thiel, cette fois pour un interrogatoire, et était revenue sur les accusations portées à l'encourtre des policiers, affirmant cette fois qu'elle leur avait parlé de la carte de [Agée de cinquante-buit ans, M= Laroque est ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration. Elle a fait carrière dans différents minisa san carrière dans différents minis-tères, notamment ceux des affaires-sociales et de la santé. En 1985 et 1986, elle a présidé le groupe de travail créé au ministère de la santé pour étudier les mesures d'accompagnement des malades en phase terminale.]

(1) Le secrétariat se trouve 100, ave-sue Raymond-Poincaré, 75016 Paris. TSL: 40-67-92-92.

 Nouvelles inculpations dans l'affaire des parcmètres parisiens. — Dix nouvelles inculpations ont été notifiées au cours de la semaine à des employés de la Ville de Paris pour abus de confiance dans l'affaire des parcmètres et horodateurs de la Villa de Paris. Ces inculpations portent à trente et un le nombre de personnes impliquées depuis le 24 août, dix-huit d'entre elles étant incarcé-rées. On estime à 10 millions de francs le montant des sommes

Trois morts dans la chute d'un avion de tourisme. - Trois haité en outre, qu'un prochain comité technique paritaire se prononce sur personnes d'une même famille ont peri dans un accident d'avion, sur-venu mercredi 31 août près de Mou-renx (Pyrénées-Atlantiques). Joël. « des questions telles que la sécurité des établissements sensibles, le mode de diffusion dans les services de police des circulaires sur les individus Beal, vingt-neuf ans, sa femme Régine et leur fils Mathieu étaient recherchés ».

Le décès du sous-brigadier Marc Pierre porte à dic le nombre de policiers et de gendarmes tués depuis le début de 1988 au cours d'affrontements avec des malfaiteurs de droit commun, des terroristes présumés ou des forcenés. Le sous-brigadier Pierre était marié et père de deux enfants àgés de huit et douze ans.

recherchés ». .

Francs-maçons du Nord

Patrick Oddone, docteur en histoire et président de l'Association régionale pour la mémoire de l'Occupation et de la Résistance en zone interdite (MEMOR), public un ouvrage sur la manière dont fut appliquée la loi antimaconnique de Vichy (loi du 11 soût 1941 sur les sociétés secrètes) par les exterités les les (1). Il trand la chamma autorités locales (1). Il étend le champ de ses investigations à l'ensemble du département du Nord, qui était, pendant la guerre, sous la coupe du com-mandement allemand installé à Bruxelles.

Après avoir tracé à grands traits le léveloppement de la franc-maçonnerie

dans le Nord dès le début de la régime de Vichy à jamais dispersés III: République, Patrick Oddone dans la masse des 32 000 françons-démontre, avec force documents, les maçons du Journal officiel? - répond mécanismes de la répression à partir de la publication, dans le Journal de l'Etat français, des listes de dignitaires maçonniques à qui il était demandé de renoncer à leur engagement. Cela per-met de mesurer la présence active de la franc-maconnerie dans ce département avant la guerre. Ce livre contient des listes complètes reconstituées de dignitaires nordistes classés par loge et par obédience. Fallait-il les publier?

Devait-on laisser ces proseries du

l'anteur. Il est vrai que les historiess apprécieront de pouvoir disposer d'un tel matériau.

Ce livre s'achève par une présentation très pariante, notamment par l'image, de l'anti-maçonnisme depuis le début du siècle.

(1) La Longue Nuit des françs-maçons du Nord. Britian des Bestrais, 23, rue Vauben à Dunkerque. 156 pages, 75 F.

L'affaire Jobic

Les tribulations en Algérie d'un témoin de l'accusation

Principal témoin à charge contre le commissaire Jobic, qu'elle accuse de corruption, Zoulika Zenati, dite « Zouzou », de nationalité algérienne, est actuellement retenue en Algérie empêchée de rentrer en France. où elle vit et où son retour était attendu pour la fin du mois

Ancienne prostituée de la rue de Budapest, à Paris (9°), aujourd'hui employée dans une usine de la région parisienne, Zoulika Zenati est à l'origine de l'enquête judiciaire qui devait conduire à l'inculpation pour proxénétisme aggravé du commissaire Yves Jobic, de la 1º division de police judiciaire parisienne. Selon Zoulika Zenati, dont les direa rejoignent ceux d'une dizaine d'autres témoins, le commissaire Jobic ranconnait les « filles » de la rue de Budapest en échange de sa mansué-

Comme les années précé-dentes, Zoulika Zenati était partie, fin juillet, en Algérie pour ren-dre visite à se famille. Il y a une dizaine de jours, a-t-elle fait savoir à see avocats, Mª William Bourdon et Francis Terquem, elle a été convoquée par le commissaire principal de Mostaganem, sa région d'origine. Un passeport lui a alors été

demandé, et elle aurait été interrogée durant six heures sur l'affaire Jobic, les policiers de Mostaganem s'intéressant particulièrement à la teneur de ses déclarations faites à M. Jean-Michel Hayat, magistrat nanterrois en charge de cette instruction. Au terme de l'interrogatoire, Zoulika Zenati n'a pu récupérer son passeport. Elle est ainsi dans l'impossibilité de rentrer en France.

Le commissaire de Mostaganem donne une autre version des faits. Déclarant agir e sur instruc-tions des autorités d'Alger », il nous a affirmé avoir à vérifier une déclaration de perte de pesse port faite par le témoin il y a deux ans. Selon ce fonctionnaire, l'affaire, purement administrative, serait mineure et en voie de rapide règlement. e Nous n'evons entendu Zoulika Zenati

qu'une demi-heure, uniquement à cause de ce passeport, nous 2-1-il précisé. L'affaire Jobic ne nous concerne pas, nous ne l'avons pas interrogée à ce

Les avocats de Zoulika Zenati n'en ont pas moins demandé audience à l'ambassade d'Algé rie à Paris pour obtenir quelques éclaircissements. Reçus dans l'après-midi du vendredi 2 septembre pendant une demi-heure. les avocats en sont ressort remment guere plus renseignés. Selon eux, en effet, les services de l'ambassade, qui ont affirmé avoir fait des démarches e au plus haut niveau », leu auraient assuré être encore dans l'ignorance des raisons pour lesdes leur cliente s'est vu rati-

On peut néanmoins supposer que le rôte de Zoutika Zenati dans l'affaire Jobic n'est pas sans rapport avec ses traces administratifs, aujourd'hui. Le dossier comporte en effet un aspect « algérien » avec notemment la récente arrivée, pour la défense du commissaire Jobic, d'un avocat, Mª Saleh Sedik, venu spécialement d'Alger pour se joindre à Mª Jean-Marc

Jobic a eu pour origine l'inculpa-tion, dans un trafic de drogue, de Français, touchant au milieu algérien, informateurs reconnus du commissaire. D'autres ressortissants algériens ont depuis été inculpés de subornation de témoins et écroués pour avoir tenté de faire revenir sur leurs témoignages des prostituées, algériennes elles aussi, qui accusalent le commissaire Jobic d'extersion de fonds.

Reste à savoir si, dans un dossier où les pressions sont patentes, la police algérienne agit, à l'égard de Zoulika Zenati, de sa propre initiative ou à la ports entre la police d'Alger et cartains secteurs de la police française sont parfois auffisam-ment troubles pour autoriser la

GEORGES MARION.

ENVIRONNEMENT

Acceptant finalement la cargaison du « Karin-B »

L'Italie décide de ne plus exporter ses déchets

actuellement immobilisé au large du port du Havro (Seine-Maritime) et porteur de plus de 4 000 fûts de déchets toxiques qui avaient été illégalement stockés au Nigéria par des entreprises italiennes, va repartir pour l'Italie avec son embarrassante

Le gouvernement italien a décidé en effet de mettre un terme à la longue errance de ce navire poubelle qui s'est vu refuser l'entrée des ports espagnois, britannques, nécriandais, belges et français. - Nous ne pouvons pas, a déclaré le ministre de l'environnement italien, M. Giorgio Ruffolo, à l'issue du conseil des ministres qui s'est tenu vendredi 2 septembre sur cette affaire, faire porter à des pays tiers des responsabilités et des retards qui nous sont imputables. Traiter les déchets, a-til ajouté, revient à celui qui les a produits ». Les autorités italiennes ont d'ailleurs aussitôt approuvé un décret-loi aux termes duquel les sociétés italiennes devront obligatoirement faire retraiter leurs déchets de la péninsule ou les expédier vers des centres situés dans les pays appartenant à la CEE ou à l'OCDE.

Si le gouvernement italien s'est donc engagé à mettre en œuvre un plan national pour le retraitement des déchets, il lui reste à règler le

Le Monde 4BONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

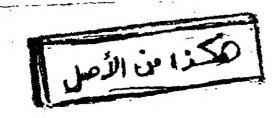
LE MONDE ET SES PUBLICATIONS Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 7 jours sur 7

> **ABONNEMENTS** 36.15 LEMONDE

Le cargo ouest-allemand Karin-B, délicat problème du port d'accueil du Karin-B et de son indésirable cargaison. En juillet dernier, peu à près que l'affaire eut éclatée, le gouvernement italien avait retenu le port de Ravenne sur l'Adriatique. Mais ce choix avait soulevé un tel tollé de le part de la municipalité et de la population qu'il avait fallu battre en retraite et rechercher rapidement un autre pays d'accueil. En vain. C'est pourquoi cette fois, les fûts toxiques pourraient bien être déchargés dans un port militaire de la péninsule.

En attendant, le commandant du Karin-B. dont le navire est étroitement surveillé par le remorqueur de haute mer français Abeille-Languedoc, assirêté par la marine nationale, réclame eau, mazout et vivre, aaffirmant qu'il ne dispose plus que d'une semaine de réserves. il est en effet temps que cette partie de ping-pong cesse pour l'équipage dont cinq membres paraissent - souffrir - selon la préfecture maritime de Cherbourg qui a dépêché un médecin sur place - de douleurs lombaires et thoraciques depuis une dizaine de jours ». L'état de santé de ces marins « ne nécessitent pas une hospitalisation urgente » il sera procédé à « des examens complémensaires ».

· Les mines de potasse d'Alsace condamnÉes. — Le tribu-nal de grande instance de Strasbourg a condamné, le vendradi 2 septembre, les Mines de potesse d'Alsace à verser, comme provision, 1,5 million de francs à la province Nord des Pays-Bas et 500 000 F à la ville d'Amsterdam pour cause de poilution. Celles ci s'estiment victimes des déversements de saumure dans le Rhin par la société alsacienne. Le tribunal a demandé une expertise pour déterminer l'origine, l'étendue et l'importance des dommages causés par la salinisation des eaux du Rhin. Les conclusions de cette enquête devront être remises avant six mols. Las Mines de potasse d'Alsace devraient faire appel de ce



Société

De Wembley à Bercy, une initiative d'Amnesty International

Contresigner la Déclaration universelle des droits de l'homme

Plus de soixante-dix mille personnes étaient réunies au stade londonien de Wembley, le vendredi 2 septembre, pour entendre notamment Bruce Springsteen et Sting. C'était le premier des concerts internationaux organisés par Amnesty International pour célébrer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Un pays sur trois, constate Amnesty, continue de pratiquer la torture. Or cent cinquante-neul Etats an monde, c'est-à-dire la quasi-totalité, ont approuvé la Déclaration universelle des droits de l'homme. Article premier : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Article 5 : • Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le texte, rédigé dans les années qui suivaient le cauchemar de la seconde guerre mondiale, a été adopté le 10 décembre 1948 à l'ONU. Quarante ans plus tard, on dirait donc que tout reste à faire. Pour en finir avec l'horreur calculée et officielle, Amnesty International veut à nouveau faire approuver le texte et ses trente articles. Non plus par la signature des gouvernants, mais par celle du plus grand nombre possible d'hommes et de femmes anonymes, par milliers, par millions peut-être. Des jeunes surtout. Comme s'il s'agissait de rappeler aux adultes : « Les dirigeants à qui vous faisiez confiance ont signé puis ils ont bafoué leur signature, et vous tolérez ça? »

Pour recueillir les signatures, Amnesty International a voulu que les citoyens des droits de l'homme

viennent tendre l'oreille, écoutent Une tournée de concerts, qui mobilisera deux cents personnes pendant six semaines, a pris le départ à Wembley. Elle devait passer à Paris. au Palais omnisports de Bercy dimanche 4 et lundi 5 septembre, à 16 heures. Aux artistes « permaneuts - Bruce Springsteen, Peter Gabriel, Tracy Chapman et Yous-sou N'Dour - se joignent des vedettes locales : Michel Jonasz à Paris, par exemple. Tous renoncent à leur cachet. Le produit de la vente des billets (180 F en France) permettra seulement de rembourser les frais et de ne demander qu'une participation symbolique aux spectateurs des pays du tiers-monde : Inde, Costa Rica, Côte-d'Ivoire... Le bud-get atteint 23 millions de dollars, sans compter la vente des droits de diffusion du concert final, le 15 octobre, dans la capitale des torturés et disparus : Buenos-Aires. La marque anglaise de chaussures de

Amnesty International compte sur deux fois 16 500 spectateurs à Paris. Importe surtout le nombre des signatures de ceux qui, au terme du concert, auront lu, découvert et paraphé le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme, distribué à l'entrée du spectacle Ainsi, le but de cette opération sera atteint : un million ou deux peut-être de citoyens, jeunes en priorité, proclamant à la face du monde et en droits de l'homme, maintenant! Trente concerts suffiront-ils à réveiller l'espoir du monde après quarante années d'approbation polie?

sport Reebok, leader aux Etats-

Unis, s'est portée garante pour 8 millions de dollars en cas de

CHARLES VIAL

SPORTS

TENNIS: Les Internationaux des Etats-Unis

Noah, suite et fin?

La tête de série nº 1 Ivan Lendl et les Américains Jimmy Connors (n° 6) et André Agassi bre le deuxième tour de l'Open des Etats-Unis vendredi 2 sep-tembre. L'Américain Michael Chang, âgé de seize ans, a éi-miné la tête de série n° 13, le Suédois Svensson en cinq setz. Yannick Nosh (n° 7), victime d'une tendinite au genou, a dû abandonner contre l'actuel champion du monde junior l'Australien Jason Stoltenberg. Le score était alors de 6-2, 6-7 (3-11), 5-1, en faveur de Stol-'Australien Jason Stolten

NEW-YORK correspondance

Prise de cours, la foule qui d'habitude le soutient reste per-plexe. Privée brusquement d'un secteur, elle s'irrite. Prostré sur se chaise, tête cachée dans sa serviette, Noeh entend-il les quelques sifflets ? Le joune Australien Stoltenberg quitte le court sous les applaudissements. La sortie de Noah ne suscite qu'un bruit confus, une gêne, quelques cris épars d'encouragement. Plus Garros, la défaite de Noah ici, cet arrêt sur blessure d'un combat à peine entamé, marque sans doute la fin effective d'une car-

Au cours des ans, le mai est devenu chronique. Ne lui reste que l'apération, solution à laquelle le Français n'a pas voutu penser car elle marquerait le terme de sa carrière de joueur de haut niveau. « Si je dois me feire opérer, c'est maintenant ou jamais », a-t-il déclaré après la partie. Plus tard, il nous avoua : « Je n'ai pes peur de l'opération elle-même, mais de l'arrêt de six mois qu'elle entraînerait. Je ne sais quoi penser ni quelle déci-sion prendre. Etre tellement bien, croire que l'on est capable de réaliser un truc formidable, et puis une sortie paraille! Je n'y vois plus clair. C'est comme si ma tête alleit exploser... >

La tendinite au genou qui le tenzille fit son apparition pour la première fois en juillet 1982. Chaque année depuis, en plus de diverses blessures passagères, le Français en a souffert. Il joua ici même en 1983, l'année de sa victoire à Roland-Garros, l'année de tous les espoirs, avec une genouillère

Noah est un athlète d'un influx extraordinaire. Pour compenser certaines lacunes techniques, il

doit jouer dans la fureur et l'euphorie physique s'il veut vaincre les meilleurs mondiaux. Doser ses efforts, ruser, cela lui mesuré, de moins parcimonieux que le talent du Français. Nosh n'est pas un gagne petit. C'est sa force générause qui nous convainc parfois, comme à l'ouverture de Flushing. A l'inverse des Suédois, il n'a jamais été raisonnable. A l'inverse de Lendi, il n'a jamais pratiqué la rigueur rationnelle.

Maintenant il se demande si tout cela en vaut la peine : « Je ne me sens plus vainqueur. Je veis devoir peut-être penser à autre chose. » Il n'a jamais été evare d'aveux, mais celui-ci aura sans doute été le plus dur à pro-

MARC BALLADE.

Les résultats du vendredi 2 septembre

SIMPLE MESSIEURS

SIMPLE MESSIEURS (deuxième tour)

Lendi (Tch., r²1) h. Berger (E-U), 6-2, 6-4, 6-1; Agnasi (E-U, r²4) h. Leach (E-U), 4-6, 6-2, 6-3, 6-4; Jarryd (Suc., r²15) h. Reacherg (E-U), 6-0, 6-3, 6-0; Perce Roidan (Arg., r²12) h. Ross (E-U), 6-4, 6-4, 5-7, 6-7; (2/7), 6-3; Lozano (Mex.) h. Seguso (E-U), 7-5, 6-0, 2-6, 6-7 (5/7), 6-4; Chang (E-U) h. Svensson (Suc., r²13) 5-7, 6-4, 2-6, 6-1, 6-4; Mayotte (E-U, r²9) h. Pozzi (Ta.), 6-3, 7-5, 6-4; Comnora (E-U, r²6) h. Bloom (Isr.), 6-0, 6-3, 3-6, 6-1; Stottenberg (Aus.) h. Noah (Pr., r²7) 6-2, 6-7 (9/11), 5-1, abandon sar blessure.

SIMPLE DAMES

b. R. Reis (E-U), 6-2, 6-4; B. Potter (E-U, nº 12) b. R. White (E-U), 6-3, 7-5; M. Maireva (Bul, nº 6) b. J. Santruck (B-U), 7-6 (7/4), 6-2.

b. Reacherg (E-U), 6-0, 6-3, 6-U; Percer Roldan (Arg., nº 12) b. Ross (E-U), 6-4, 6-4, 5-7, 6-7; (2/7), 6-3; Lozano (Mex.) b. Seguso (E-U), 7-5, 6-0, 2-6, 6-7 (5/7), 6-4; Chang (E-U) b. Svensson (Sod., nº 13) 5-7, 6-4, 2-6, 6-1, 6-4; Mayotto (E-U, nº 3) b. M. Navranilova (E-U, nº 3) b. M. Cashi, 6-1, 6-3; C. Evert (E-U, nº 3) b. H. Cashi (E-U), 6-1, 6-0; L. McNeil (E-U, nº 9) b. N. Bykova (Ich.), 7-5, 6-3; mº 9) b. Pozzi (Itu.), 6-3, 7-5, 6-4; Comnora (E-U, nº 1) b. J. Hetherington (E-U, nº 6) b. Bloom (Isr.), 6-0, 6-3, 3-6, 6-1; Stoltenberg (Aus.) b. Noah (Fr., nº 7) 6-2, 6-7 (9/11), 5-1, abandon sur blessure.

SIMPLE DAMES (deuxième tour)

S. Haniba (RFA, nº 15) b. A. Grossman (E-U), 6-2, 6-3; G. Sabatini (Arg., nº 5) b. J. Richardson (N-Z), 6-1, 6-1.

PLANCHE A VOILE: championnat de France open

Cap sur Pusan

Herré Piégella a remporté le vendredi 2 septembre les dixièmes championnats de France de plancke à voile open, organisés par le Yacht Club de Carnac (Morbikan). Il a derancé Robert Nagy, le sélectionaé olympique, et Michel Quintin, son suppléant, fer de lance d'une son suppléant, fer de lance d'une équipe de France devenue une invincible armada sur les plans d'eau de monde entier.

de notre envoyé spécial

ROBERT NAGY est notre plus grande chance de médaille d'or à Séoul. Aucune discipline olympique en France ne présente un pal-marèz comparable au nôtre. » Cette affirmation de Serge Valen-tin, entraîneur national de planche à voile, est difficilement contestable si l'on s'en réfère au monopole exercé par les véliplanchistes français sur les compétitions internationales.

Depuis 1983, aucun championnat du monde ou d'Europe dans la catégorie reine (celle des plumes) Michel Quintin et Hervé Piégelin sont montés au total sept fois sur la plus haute marche du podium mondial. La planche à voile open, c'est-à-dire pratiquée en régates sur parcours olympique, est deve-nue leur domaine réservé. « C'est pour cela que je considère ces championnats comme le plus grand rassemblement de véliplanchistes au monde sur le plan de la qualité », ajoute Serge Valentin. Une telle suprématie s'explique par trois facteurs : le nombre des pratiquants, la qualité du matériel et l'installation rapide de struc-

tures fédérales. A l'origine étaient le rotule (articulation entre le mât et la planche) et le wish-bone (arceau qui permet de tenir et de faire prvoter la voile). Leur richissime inventeur, l'Américain Hoyle Schweitzer, n'estima pas néces-saire de déposer son brevet en France comme il l'avait fait dans la plupart des autres pays. Ce miraculeux oubli permit aux fabricants français de travailler beaucoup plus librement que leurs voisins. Et de prendre quel-ques milles d'avance.

D'aucuns prétendaient donc que la supériorité des Français provenait de leur matériel. Ce que Robert Nagy concède en partie: « Cela a indiscutablement joué sur deux de mes quatre titres de champion du monde. » A Séoul, le Comité olympique imposera aux concurrents, tout comme en 1984, le même type de flotteur et le même gréement. - La monotypie est une fausse égalité. Elle avantage une morphologie particulière de véliplanchistes », rétorque Serge Valentin. Malgré tout. la domination française reste toujours aussi écrasante. En 1988, tant aux championnats d'Europe que du monde, le premier étran-ger s'est classé cinquième... derrière les Français qui avaient profité de l'occasion pour tester le matériel en question.

Robert Nagy et son suppléant pour Séoul, Michel Quintin, ont abordé Carnac comme un ultime entraînement. Les conditions sont idéales car on ne peut rêver plus forte concurrence. Si l'élite de la planche à voile française domine ses rivales, c'est aussi qu'elle s'appuie sur une masse de pratiquants énorme. - Ailleurs, pour constituer une équipe nationale, on prend les véliplanchistes qu'on trouve. Ici, on sélectionne les meilleurs à partir d'un niveau d'ensemble déjà très élevé», explique Robert nagy.

Avec treate-cinq mille licencies

et un nombre de pratiquants estimé à plus de deux millions, la France dispose d'un réservoir incomparable. Un classement individuel permet en outre de maintenir une émulation jusqu'aux derniers rangs de la hiérarchie nationale. De tels effectifs font rêver les autres pays. Un responsable américain se vanta un jour de l'essor pris par la planche à vole open dans son pays où venait d'être franchi le cap des... vingt licenciés.

TO A THEFT I SHIP IN

Will arrow to

11.31 Landing

Note to the second

Barren and American

After an Europe Commence

The Mark of the Community of the Communi

Barry Commence

Fig. 18 page 1

The All Committee of the State of the State

to the same of the same

A State of the second

And the second

The state of the s

All products of the last

The same beautiful to the same of the same

The Paris of the P

September 1

PRIORETT

TEMPARE

-

Carle Marie

HAY

No. of Street, Street,

Bally to be made as not as a

Parantage

Section 2

33 · m/

All grant

Une tache

Un vivier pareil exigenit copendant des structures adéquates, celles dont disposait par exemple la Fédération française de voile. plus tôt que les autres, raconte Jean-Claude Leyran, viceprésident de la FFV. Les clubs de voile ont accueilli les véliplanchistes en leur sein alors au à l'étranger, la planche à voile a dû se développer séparément. »

Sur ces bases se sont créées quatre sections sports-études, au rendement encore incertain. Mais surtout, la FFV a privilégié l'équipe de France, permettant à ses membres de multiplier les stages et de progresser au contact les uns des autres. Sept des douze meilleurs véliplanchistes mondiaux actuels sont français,

Dans ce tableau idyllique, à peine voilé par la stagnation des effectifs depuis 1986, il reste une tache. Aux Jeux olympiques de Los Angeles, Gildas Guillerot n'obtint que la quatrième place. A Séoul, Robert Nagy sera chargé de faire oublier ce seul et inopportun revers de la planche à voile française qui aura contribué à la maintenir dans un anonymat presque complet malgré les résultats enregistrés par ses représentants. Une lourde responsabilité qui a poussé le quadruple champion du monde à limiter ses contacts avec l'extérieur.

 Si nous avions trois hommes là-bas, nous ramènerions sans doute les trois médailles. Avec un seul, nous ne sommes pas surs de décrocher l'or », estime Serge Valentin. Sur le difficile plan d'eau de Pusan, Robert Nagy sera l'ambassadeur de la plus forte nation de la planche à voile open : Phomme à battre.

THIERRY CERMATO.

• FOOTBALL : change de France. — En match avence de la dixième journée du championnat de France de football, le Matra-Racing a battu Monaco, vendredi 2 septembre à Paris, par 3 bute à 0.

 VOILE: abandon des rechar-ches pour Olivier Moussy. — Les recherches entreprises pour retrouver recherches entreprises pour retrolver obvier Moussy, le skipper du trims-ran Laitaries-Mont-Saint-Michel, tombé à la mer jeudi 1 septembre au large des îles Scilly au cours de la transatlantique Ouébec-Saint-Malo, ont été définitivement interrompuss vandredi 2 septembre.

Dix tournages par jour dans la capitale

Paris fait du cinéma

Si l'on décernait des césars aux sites qui apperaissent le plus souvent sur les écrans, Paris serait sûrement récompensée. La ville et ses monuments sont assaillis par une armée de caméramen travaillant pour le cinéma, la télévision, la vidéo et la publicité. En moyenne, on ne compte pas moins d'une

Depuis l'invention du cinéma, la capitale a films. Elle a même joué le rôle d'un véritable personnage. Mais le phénomène a pris ces demières années une ampleur sans précédent. Entre 1985 et 1987, les demandes de tournage reçues à la préfecture de police par le rire Maurice Rateau sont passées de 1 900 à plus de 3 000. Même constatation à la mairie, qui précise que les longs métrages ont quadruplé en six ans. Le tiers est réalisé par des étrandars.

Le gros des « envahisseurs » est évidemment formé par des équipes de télévision. Elles sont ranforcées par calles des annonceurs, pour lesquels il n'est bonne pub que de Paris. Même les scénaristes de grands films semblent ne plus pouvoir se passer de la capitale. Celle-ci est devenue un passage obligé pour les intrigues touchant à la culture, à la politique ou à l'espionnage. Et elle demeure le cadre rêvé des plus belles aventures amou-

Les tournages en studio sont passés de mode, vive les décors neturels 1 A cet égard, Paris offre des avantages que bien des métropoles lui envient. La douceur du climat et la lumière de l'Ile-de-France permettent de travailler en toute saison. Cherche-t-on un décor futuriste, un coin de province ou une ambience exotique? Le domaine bâti et les intérieurs arisiens sont d'une telle diversité qu'ils peuvent répondre à la demande. Les réalisateurs y trouvent leur compte.

 Tourner à Paris, explique le régisseur Jean-Yves Asselin, est synonyme d'économie. Plus esoin de payer le déplacement et le logement des équipes de techniciens qui habitent tous en région parisienne. Quant aux vedettes. françaises ou étrangères, elles sont ravies de rester dans l'ambiance de la capitale. »

La tour Eiffel super-star

Il n'est pourtant ni facile ni gratuit de tourner en ville. La moindre séquence exige une dizaine d'autorisations et quinze jours de démarches. Premier principe établi per une défendu de s'installer sur la voie publique pour y exercer une industrie quelconque sans être rité compétente. » Dans sa simplicité drastique, ce texte de 1862 avait tout prévu, y npris, avec trente-trois ans d'avence, l'industrie cinématographique. La première compétente est la préfecture de police. Mais il y en a bien d'autres. Chaque monument, musée, bătiment public, parc ou rdin est « défendu » par l'administration qui le gère. En 1985, la Documentation française a voulu faciliter les démarches des imagiers. Il en est résulté un petit livre énumérant les

divers organismes habilités à délivrer des autorisations : il y en a 80 à Paris I

Si cette « muraille de Chine » administrative ne décourage pas les candidats, c'est que ses gardiens sont bona enfants. Ils ont tous conscience que, en s'inclinant devent la magie du cinéma, ils servent aussi leur ville. Au dire des régisseurs, l'une des plus efficaces est Françoise Jacquier, qui appartient au service de presse de l'Hôtel de Ville. Elle répond dans phytes. Amoureuse de Paris, elle en connaît tous les recoins. Un cameraman souhaite-t-il filmer un burau de ministre ? Elle sait que c'est impossible, mais que Edouard Frédéric-Dupont, l'indéracinable maire du 7º arrondissement, prête volontiers ses superbes locaux... contre un don à la caissa des écoles.

Au sommet du hit-parade des sites les olus souvent cadrés vient évidentment la tour Eiffel. le monument le plus photographié du monde. Puis les symboles archiclassiques que sont Notre-Dame, les Champs-Elysées, le canal Saint-Martin, l'île Saint-Louis, le bois de Boulogne. De nouveaux venus sont apparus : Beaubourg, la Défense, la Cité des Sciences de La Villette, demain sans doute la ovramide du Louvre. Mais les cinéestes n'ont pes beaucoup d'imagination. « Les jeunes metteurs en scène n'ont pas la connaissance de Paris qu'avaient les anciens, constate Françoise Jacquier. Je suis là pour les aider. »

Il y faut à la fois du doigté et de la fermeté. Car les exigences des cinéastes tiennent parfois du délire. Pour le tournage du énième James Bond, le réalisateur souhaitait occuper durant plusieurs jours la voie express rive droite, faire sauter une voiture des quais sur une péniche, puis enlever le héros au-dessus de la Seine en hélicoptère. La préfecture a donné son feu vert, à condition que l'on attende la fermeture estivale de la voie, pour

A calui qui voulait couvrir les Champs-Elysées de drapeaux à croix gammée pour un film sur l'Occupation, on a gentiment offert l'evenue Foch, un 15 soût à 6 heures du matin. Pour une « cascade » mettant en jeu plusieurs véhicules en plein bois de Vincennes, ou pour utiliser les enfants des centres aérés comme figurants gratuits, c'est non. Non encore pour tourner dans l'Hotel de Ville et devant l'Elysée. Mais oui pour filmer un acci-dent spectaculaire sur le périphérique, si l'opérateur accepte de profiter de sa fermeture pour nettoyage nocturne.

La nuit est une période d'intense activité cinématographique. Il faut parfois tout arrêter, comme lors de ce bruyant tournage ponctué de coups de feu qui avait précipité à leurs fenêtres tous les riverains d'une paisible rue du 16º arrondissement. Ou opposer une fin de non-recevoir à cette marque de parfum qui prétendait plonger dans l'obscurité la moitié de l'île de la Cité durant deux nuits, pour une séquence vantant son produit. « Mais, Madame, protesta le cinéaste, je vends aussi Paris. » Certes, répond-on à l'Hôtel de Ville, mais cela ne justifie pas de demander le cimetière du Père-Lachaise pour présenter une collection de maillots de bain, ou les Catacombes pour y toumer des scènes de partouzes.

Ces réserves faites, les services de la Ville sont toujours prêts à répondre à toute demande raisonnable. Faut-il arroser la chaussée pour rendre la payé krisant, aimuler une pluie avec une aspersion d'eau (obligatoirement potable dans ca cas), démonter des réverbères, enlever des panneaux de signalisation, laisser les projecteurs illuminer tel monu-ment une nuit entière ? Des équipes d'agents municipaux s'y emploient. Mais ces supplé-Bulletin municipal publie régulièrement le catalogue et le tarif de ces prestations. Pour tourner sur un site appartenant à la Ville, il en coûte 1 330 F par jour et par camére, plus 84 F par acteur ou machiniste et 165 F par animal. Cas prix doublent pendant la nuit.

L'arc de triomphe est le plus cher

Dans la liste des monuments illuminés. l'arc de triomphe est le plus cher (6 000 F par nuit), suivi du Palais de Chaillot (3 600 F), mais la Concorde est bon marché (2 900 F ement). La facture du mouillage de chaussée est salée : 7 000 F à 8000 F par jour. Voulant refaire le générique de son émis « Champs-Elysées », Michel Drucker a dû débourser récemment 47 000 F pour tourner en divers points de la capitale.

Bien entendu, la Ville profite largement de ces tournages. Le service de l'éclairage encaissera cette année plus de 200 000 F, et celui des parcs et jardins plus de 500 000 F. Sans avantage direct pour eux, car ces sommes sont versées au budget général.

Comme toute activité, le cinéma à Paris connaît ses resquilleurs. De petites équipes filmant à la volée dispensent de toute autorisation. D'autres outrepassent leurs droits. Pour préparer une émission sur l'inceste, l'une d'elles avait été autorisée à travailler dans le bureau d'état civil de la mairie du 18ª arronsement. Mais au moment du tournage, un comédien se présente et demande à se marier avec sa sœur. Et les cameramen de filmer les protestations de l'employée. La scène non prévue a été coupée. L'incident le plus sérieux que l'on ait enregistré est l'atterrissage d'un avion sur les Champs-Elysées en 1986. Le pilote avait profité du film que l'on tournait alors avec Guy Drut pour la candidature de Paris aux J.O.

Ces broutilles ne sont après tout qu'un hommage rendu par le vice à la vertu. En tout cas, Jacques Chirac a compris depuis longtemps le parti qu'il pouvait tirer de la passion des cinéastes pour sa bonne ville. Dès 1977. l avait confié à son service de presse le soin de délivrer les autorisations de tournage. Ainsi était-il au courant de tout ce qui se préparait au cinéma at à la télévision.

Aujourd'hui, il va plus loin. Rattachée directement à son cabinet et dispensée de toute autre tâche, Françoise Jacquier sera désormais exclusivement chargée d'entretenir les meilleures relations possibles avec le monde de l'image. La promotion de Paris et, indirectement, celle de son maire ne s'en porteron

MARC AMBROISE-RENDU.

· 100 · 100

making the same

dot the series property burgering

the sky ... is lend at

Dear ter gross and

See in Tribu of Age and Age an

But her a mark

OR SECTION PROPERTY. Contract Con

Landanes ces Charles

THEN P P. LAS. IS STATE

the same of the last till

PARIS 4 - JOEL KIS

Marrierant L M to

ME THE SHIT 2.5 GO

autra ciusa i i i p

---SOUTH PER STORE COMMEN

ME: championnal de la

sur Pusan

Mit felige imm

Carried to the last

Service colonie ing

Committee of the

编印证 目光性

Mark to 1 30

na sikan a mak

Benner & Alex

man aus Autority

et we fortift be

600 年617年22年20日

Practice Capter in

merchanite inc

conditional at the form of

agent is entropyald be-

they where to come

frencht it und and

AND DESCRIPTIONS

a west tout the 2

(K 72

AND CHICAGO

大型形式 中国人工的**企**工

in Beidering 1992

A North Town LESS

par - , a re

Bear Chillian

gates in the 2 The

PAR N. W. Park

gent in the file of

The manager of the state of

Mary and the state of the state of

CHE IS HE IN THE REP.

Minute of the state of the stat

The or of the F

Burger Contraction

100 mm and 11 mm

Marie Carlo

The second of the second

- 25 22 22

14 15 15 PASSA

Kat Jim 15

. .: ***

· Alexander

No Section 2 and and agree

English of the Control

42 C 122 5

电路接入运动电路

Ant. Tribers

MARCELLS.

WEST CHICAL DECISION OF

Troubles de croissance

Le Festival de Montréal va fermer ses portes après avoir fait salles combles. C'est ici le public nombreux autant qu'exigeant qui fait le prix de ces rencontres cinématographiques.

Avant même l'ouverture du l'esti-val le 24 août, les guichets oat été pris d'assant par le public de Mon-tréal. Les deux tiers des séances affi-chent complet. Les organisateurs du Festival sont obligés de négocier des projections sumplimentaires

C'est en effet le public qui fait le C'est en effet le public qui fait le prix de ces rencontres. Un public affamé de pellicule, qui extériorise ses réactions sans ambiguité. Tous les jours, des dizaines de petites batailles d'Hernani se déroulent

dans les cafés avoisinants. Cette prééminence du public pro-voque parfois des incidents. Il arrive que la tension monte à l'entrée des salles où l'on refuse du monde. La direction du Festival prenant ouver-tement parti pour le public payant, quelques distributeurs menacent de retirer leurs films séance tenante si la presse (dont ils ont besoin pour lancer les films sur le marché) n'est

pes admise en priorité. En outre, certains journalistes so sont vu refuser une accréditation parce qu'ils avaient pu se montrer réservés, dans le passé, à l'égard du Festival. « Aigreur et mauvais-caractères », affirment les uns. crise de croissance d'un festival

qui ne cesse de prendre de l'empleur », expliquent les autres. Deux cent trente-cinq longs métrages, quarante-cinq courts métrages, soixante-quinze films d'étudiants (une innovation), dus à plus de cinquante nationalités, sont résentés an cours de cinq cent soixante seize projections. Abser l'an dernier, les grandes compagne mencent à revenir à americaines commencem a revenir a Montréal. La Warner y présente Crossing Delances, de Joan Mickin Silver, l'auteur de Hester Street, La Columbia y a envoyé Zelly and Me, avec Isabelia et David Lynch. L'Universal clôt le festival avec Moon over Parador, de Paul

Mazursky, avec Richard Dreyfuss. quer sur place, si possible, une avance de vedettes. Le Festival a d'ailleurs été inauguré par Robert Eliott Ness. Et le jury est présidé par l'actrice Susan Anspach, la par-tenaire de Jack Nicholson dans Five Easy Pieces. On peut rencontrer également Geneviève Bujold revenue au pays pour soutenir les Modernes, d'Alan Rudolph (tourné à Montréal). Jane Birkin, Miou-Miou, Thierry Frémont ou Marie-Christine Barrault.

Mais ce sont surtout les metteurs en scène qui sont remarqués. Pour la France, en particulier: Jacques
Doillon, venu présenter l'Amoureuse, Agnès Varda et Jane Birkin avec leur double Kung Fu. Jeanne

Labrune (De sable et de sang), Charlotte Silvera (Prisonnières), Jean Rouch (Folie ordinaire d'une fille de Cham), Eric Rohner, Luc Moullet ou Jean-Claude Brissean (De bruit et de fureur).

An cours de la réception donnée par Unifrance, l'organe en charge de la promotion du cinéma français à l'étranger, Jane Birkin a même annoncé ses débuts dans la mise en soène pour jauvier prochain.

Le culte du yen

L'absence de ligne directrice dans la sélection du Festival semble pré-méditée, tant la disparité des films est frappante. Cet éclectisme forcené semble plaire au public qui se rend aux projections au gré de son hameur du moment. Il y a autant de festivals de Moutréal que de specta teurs. Difficile donc de cerner les tendances de ce Festival. Tout au plus peut-on constater l'exception nelle concentration de femmes nelle concentration de femines cinéastes, d'Agnès Varda à Mira Nair (Salaam Bombay) et de Zelda Barron à Margarethe Von Trotta et noter la présence de Ken Russel qui, avec la Tanière du ver blanc, un conte de vampires et de dragons, se surpasse dans le kitsch le plus mil.

On a fait beaucoup de battrage utour de Obsessed du Canadien Robin Spry, mais on a souvent vu des choses plus intéressantes, plus profondes et mieux filmées dans les feuilletons américains diffusés à la télévision le dimanche après-midi. En revanche, Alias Will James, de l'écrivain-cinéaste Jacques Godbout, est un délice. Il y déboulonne affectneusement le mythe de Will James, un cow-boy américain légendaire qui s'appelait modestement Ernest Dufaux. Enfin, on a découvert an cours de ce Festival une comédie nébécoise, Marie Tifo (Test belle, anne) qui semble bien partie pour

faire une carrière internationale. Deux films humoristiques japo nais ridiculisent férocement le culte du yen. Juzo Itami, l'anteur de Tampopo, reprend son personnage dément d'inspectrice collectrice d'impôts et la lance avec A taxing an's return dans un imbrogli immobilier que n'auraient pas désa-voué les frères Marx. Dans Tae Yen Family, Yojiro Takita dresse le porbénéfice. Hélas! après un début au vitriol, le film s'effondre dans les derniers quarts d'heure.

L'œuvre qui a provoqué le plus de remous est sud-africaine — mais interdite dans son pays : il s'agit de The Stick (La Section). L'auteur — Darrell Hoodt - vingt-six ans - y suit une poignée de soldats blancs dar's an conta quine mission (en Angola ?) décime un village de - du sorcier an plus petit enfant. Ils mourront tous de mort violente, à l'exception du narrateur The Stick, qui fait souvent penser à Platoon, merite de trouver un large

HENRI BEHAR.

« Une affaire de femmes » au Festival de Venise

Un grand Chabrol

(Suite de la première page.) Le jour où son mari rentre du sta-lag, Marie dit seulement : « Alors, l'es revenu !» Elle ne vent plus de lui. Elle a d'autres appétits, Marie. Elle meart de faim, faim d'argent, de plaisirs, d'une autre peau à caresser, d'une autre maison à habiter. « J'en peux plus, d'ici », dit Marie. Elle va bientôt pouvoir démén

ger. Acheter des confitures au mar-ché noir à ses petits. Elle est devenue avorteuse, et anssi, pour ajouter le superfin au nécessaire, loneuse de chambres de passe. Elle est heureuse, Marie. C'est comme ça. Au fond, elle ne voit le mal nulle part. Ni dans les relations de son amant, le petit collabo, ni dans la profession de sea copines prostituées. Elle rêve, Marie. Elle veut devenir chanteuse, pour de vrai, sur une scène de théâtre.

Quand son mari, le falot, le frusiré, trouvers assez de force et assez de haine pour la dénoncer, elle deviendra célèbre, Marie. Mais d'une tout autre manière. Jugée par d'une tout autre manière. Jugee par un tribusal d'exception, selon une loi empruntée à Hitler, qui punit ceux « qui auraient porté préjudice à la force vitale du peuple allemand ». Condamnée par la France de Vichy pour qui famille rime avec patrie, elle sera une des dernières Françaises millesimée.

guillotinées. Au dernier moment, elle se repent, elle dit : « Il a eu raison, le maréchal Pétain! - Avant de demander : - Ça fait mai? » Oui, ça fait mai. Ça fait

très mal, l'ordre moral. En revanche, cola fait du bien de sainer sans retenue l'impiacable qua-lité d'Une affaire de femmes, la bouleversante identification d'Isabelle Huppert avec la fantastique Marie, la maîtrise intégrale de Claude Cha-

A la hauteur des yeux d'enfant

Après ses vigoureuses folies bour-Apres ses vigoureuses touce pour-geoises et quelques détours incer-tains, il s'adounait depuis 1984 avec succès aux polars ironiques néohitchcockiens style Poulet au vinal-gre. Cela autorisait les chroniqueurs à quelques métaphores culinaires qui rabaissaient tout de même le gour-met Chabrol au rayon du cinéma de

Nous voilà, avec Une affaire de femmes, dont le remarquable scena-rio est dù à Colo Tavernier, sur un autre registre. Celui du cinéma qui a perdu toute paresse, toute graisse. Claude Chabrol, ici, sait montrer les choses à la bonne hauteur. Par terre s'il le faut, où avortent les femmes. Mais très souvent, et formidablement, à la hauteur des yeux d'enfant.

Il suit se servir d'une époque, celle de la France vichyste et de sa veulerie institutionnelle, mieux que d'un décor pour habiller de l'intérieur ses Il sait aimer les acteurs (le film est

d'ailleurs dédié à tous ses inter-





rètes), qui le lui rendent. Jamais on n'avait vu aussi bien François Cluzet, Marie Trintignant, Nils Tavernier.

Et pent-être jamais non plus Isabelle Huppert. Est-ce de la retrouver après une trop longue absence qui nous la rend si chère ? Elle n'avait pas tourné ici depuis quatre ans. Ce

qu'elle fait dans Une affaire de femme est extraordinaire. Tout passe sur son visage mouvant, dans ses mouvements vifs et retenus comme ceux d'un oiseau en cage, la fringale et la gaieté, la rouerie et la naïveté, tendresse maladroite et la cupidité.

Arrogante, charmeuse et sponta-née lorsqu'elle croit le bonheur à sa

portée, puis grise, vide, résignée quand s'approche le conperet... Nous n'oublierons pas Isabelle-Marie. Son destin trop grand pour elle. Marie qui ne pensait qu'aux chansons. Mais on ne peut pas chanter, n'est-ce pas, avec la tête coupée.

DANIÈLE HEYMANN.

L'affaire Marie-Louise Giraud

« Assassin de la patrie »

C'est le 30 juillet 1943 que Marie-Louise Giraud, dont Claude Chabrol a reconstitué et recomposé l'histoire dans son film, fut otinée en exécution d'un errêt de mort rendu contre elle per une cour spéciale instituée per le régime de Vichy et chargés d'attentats, de trafics et d'avor-

C'est pour avoir pratiqué précisément vingt-sept avorte-ments, ce qui faisait d'elle pour l'Etat français de Philippe Pétain un « assassin de la patrie », que Marie-Louise Giraud connut cette fin tracious.

Elle était née le 17 novembre cine erant nee le l'Investigation 1903 à Barneville dans le Calvados d'un père jardinier et d'une mère qui faisait des ménages. Elle était normalement promise à une de ces vies telles que Flaubert les a peintes dans Un cœur simple. Mais la petite serveuse de restaurent de la fin d'adolesd'autres exercices. Marie-Louise Giraud, dans la France de l'Occupation, est amonée à « délivrer » d'abord une jeune voisine de dixhuit ans qui a « fauté » à une époque où l'on ne bedine pes sur ce

d'autres jusqu'au jour où, dépit d'un ∉don » qu'elle croyait avoir, l'une de ses patientes succombe. Ca commerce, qui n'était pas gratuit, contribue à la prospérité et à Charbourg elle s'achètera une maison. C'est une dénonciation ano-

nyme, la jalousie aidant, qui entraînera sa perte. A-t-elle mesuré ce qui l'attend? il n'y paraît pas. Son aveu sera com plet, sans retenue. Elle dira : « Je regrette ce que j'ai fait. Je vous promets de ne plus recommen-cer. » Promesse inutile. C'est la justice qui prendra les devants,

histoire de faire un exemple au pays qui a pris pour devise « Tra-vall, Famille, Patrie ». Le procès sera présidé per un magistrat, Paul Devise, que l'on déclarera plus tard en état de

Le 30 juillet 1943, après avoir fait absorber un grand verre d'alcool à Marie-Louise Giraud, l'exécuteur des hautes œuvre fait son office (1). Contrairement à une idée répandue, catte exé-cution capitale d'une femme ne fut pas la demière en France : Lucienne Fournier, le 11 décem-bre 1947 à Melun, puis le

livrées au bourreau. JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

21 avril 1949 à Angers, Ger-

maine Laloy, furent encore

(1) Sons le titre Une affaire de femmes (éd. Balland), Mr Francis Szpiner vient de consacrer un livre très rigoreux à l'histoire de Marie-Louise Garand.

« Dernière Tentation » | EXPOSITIONS (suite)

Les réactions au film de Martin Scorsese, la Dernière Tentation du Christ, continuent d'entretenir la polémique. « Nous ne laisserons pas projeter ce blasphème », & déclaré énergiquement le cardinal Alfonso Lopez à propos de la possible diffusion du film en Colombie. Le prélat a averti que l'Eglise catholique colombiente s'opposera catholique colombienne s'opposera de façon catégorique à la présenta tion, dans ce pays majoritairement chrétien, du film de Scorsese. En Colombie, l'autorisation de diffuser un film est prise par une assemblée de classification dépendant du ministère des communications.

En revanche, le directeur du ministère public britannique, M. Allan Green, a décidé que la Dernière Tentation du Christ ne viole pas la législation britannique. décision qui confirme celle déjà rendue par la commission britannique de la classification des films qui l'a seulement interdit aux moins de dix-huit ans.

> =(Publicité)= Aujourd'hui, plus de 500 dirigeants pensent les nouvelles dimensions des RESSOURCES HUMAINES La 7º Conférence internationale

HAY sur les défis stratégiques des ressources humaines : Rome, 17-18 novembre 1988

La villa Arson à Nice

Une maison sous le soleil

Une école, un centre d'art et des artistes pour une expositionpromenade

à géométries variables.

La villa Arson: 23 000 mètres carrés de terrasses à l'italienne audessus de la baie des Anges; 15 000 mètres carrés de planchers autour d'une maison construite par un banquier à la fin du dix-huitième siècle: de beaux arbres. Devenne siècle; de beaux arbres. Devenue propriété de l'État en 1960. André Malraux et Gaétan Picon avaient voulu en faire un outil de décentralisation culturelle en imaginant une école d'art différente de celles des beaux-arts. L'architecte Michel Marot, jouant du béton et du galet, s'était alors fait l'interprète d'un programme comprenant des ateliers, des salles d'expositions, une salle de spectales de constant des ateliers, des tacles de cinq cents ou six cents places (qui n'a d'ailleurs presque jamais servi), des chambres

Mais ce bel outil, d'entretien coûteux, n'a jamais bien marché. L'école nationale des arts décoratifs était ordinaire et le centre artistique de rencontres internationales (CARI) somnolait. On a donc fait, avec Jack Lang, de l'ex-CARI un centre national d'art contemporain. Il était prometteur à l'ouverture, en 1984, mais non sans failles côté gestion. Ce qu'on a pu constater après. Et de l'école, plus récemment, une école-pilote internationale d'art et de recherche. On en est là avec pour la première fois dans l'enclos les mêmes

patrons pour les deux institutions : les deux Christian B (Bernard et Besson) des cerveaux qui, depuis 1986, d'expositions en réflexions sur l'enseignement de l'art tentent de faire de le ville Assen un lieu de faire de le ville Assen un lieu de faire de faire de le ville Assen un lieu de faire de faire de la ville Assen un lieu de faire de fa faire de la villa Arson un lieu de for-mation et de création contempo-raines de haut niveau. Peut-être sontils sur la bonne voie, mais ce n'est pas aussi sûr que 2 et 2 font 4. Qui en matière de formation des créateurs pourrait prétendre avoir la solution ?

Sur le mode confidentiel

Ce qui est sûr, c'est que les exposi-tions — la face visible des activités de la villa Arson, — depuis un couple d'années, ne sont pas à la portée de tous les publics. Volontiers centrées sur les problématiques les plus actuelles, le néo-géo par exemple, elles ont de quoi décourager plus d'un Niçois. Tant pis, diracent sans doute les deux Christian, qui cet été ont carrément choisi d'operer sur le mode quasi confidentiel, en deman dant à des artistes de créer des œuvres in situ, partout à travers la villa : dans les salles de conférences, les passages, les patios, les ateliers, sur les terrasses...

Les œuvres doivent rester en place pour une durée variant de trois mois à rente mois et sont susceptibles d'être renouvelées. L'exposition se nomme « Sous le soleil exactement... » Elle est à usage interne, mais mérite qu'on en fasse le parcours. Celui-ci mène dans tous les recoins de la villa, où l'on tente de rétablir l'architecture de

Marot, quelque peu dénaturée, au fil des années, par des aménagements de toutes sortes. Et qui s'avère beaucoup mieux qu'on croit. Les installations, ou interventions, comme on vondra, des artistes le révèlent, avec pas mal de subtilité, des sous-sols aux Ici ce sont quelques fils, tendus

per Sandback, qui soulignent dans la numière d'une grande salle blanche l'espace, un espace de méditation. Là ce sont des bribes de mots. Là encore, des carrés lumineux ponctuent le soi (Verjux), ailleurs des bidons d'huile font une coursive autour d'un corps de bâtiments, « sans mobile appade banments, « sans mobile appa-rent », selon les auteurs : trois Niçois signant BP, pour enfoncer le clou évi-demment. Dans la fosse de la salle de spectacle. Sarkis a installé un grand plateau qui, sous l'effet des spots verts et rouges, paraît décoller du sol et donne lieu à une rencontre du troisième type avec vision de rocher culturel convert de bandes magnéti-ques, secrètement dédiée à Satie. Sur les terrasses, Varini, qui plus que tous justifie le titre de l'exposition, donne à voir des cercles rouges, parfaits sous un angle et un seul... Du trou noir, à la pleine lumière, il n'est pas un axe, pas une mesure de l'espace qui n'aient été envisagés.... l'espace qui n'aiem ete envisages... sur des modes personnels; parfois bavards (Ben, un voisin) mais le plus souvent silencieux et propices à la réflexion sur les vecteurs de la création d'aujourd'hui.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Villa Arson, 20, avenue \$tefen-Liegeard, 06000 Nice. Tél.: 93-84-40-04. Fermé le mardi.

PATRIMOINE

La Grande Bibliothèque ouvrira en 1995 déclare M. Emile Biasini

Le secrétaire d'Etat aux grands travaux, M. Émile Biasini, a annoncé l'ouverture de la Grande Bibliothèque, qui doit remplacer la BN, pour 1995.

M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, a précisé, dans un entretien à l'AFP, que le chantier de la Grande Bibliothèque chantier de la Grande Bibliothèque devait commencer - au tout début 1991 » pour se terminer au printemps 1995, ce qui ferait coîncider son inauguration avec la fin du septennat de M. François Mitterrand. Cette Grande Bibliothèque, qui doit prendre la relève de la Bibliothèque autorale autora e a maison mass. à nationale, aura sa « maison mère » nationale, aura 52 « maison mere » a Paris, a indiqué M. Biasini, mais « on peut imaginer qe le problème du dépôt des ouvrages sera séparé de celui de leur utilisation et que cette séparation aille jusqu'à une séparation de sites ». L'architecte sera désigné au pre-mier semestre 1989 à l'issue d'une

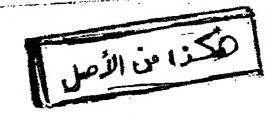
consultation internationale. La phase d'étude, après le concours, sera inhabituellement longue deux ans - afin que l'architecte e ait le plus de temps possible pour travailler avec les programme teurs -. La consultation devrait s'appuyer sur les conclusions d'un rapport de M. Michel Melot, directeur de la Bibliothèque publique d'information au Centre Pompidou, et de M. Patrick Cahart, directeur

des Monnaies et médailles, remis le 30 novembre prochain. D'ici là, sucun budget n'a été fixé: • On ne saurait prévoir un budget avant de savoir ce qu'on va faire. »

M. Biasini, au cours du même entretien, a annoncé qu'il aurait également à superviser la construction d'un centre de conférences internationales, quai Branly, à Paris. Ce centre, qui remplacera l'actuel bâtiment de l'avenue Kléber, occupera l'emplacement actuel des bâtiments l'emplacement actuel des bâtiments « provisoires » qui abritent le minis-tère du commerce extérieur. Il doit, selon M. Biasini, être également ter-miné avant la fin du septemnat. Les études pour ce projet, dont le budget n'est pas fixé, commenceront en 1989.

Le secrétaire d'Etat aux grands travaux a enfin indiqué que les crédits pour la rénovation du Muséum d'histoire naturelle, au Jardin des Plantes, pourraient être portés à 400, voire 500 millions de francs, soit près du double de ce qu'avait annoncé en 1987 M. Jacques Valade, alors ministre de la recher-che. Six candidats ont déjà été sélectionnés après un concours qui a réuni 120 équipes. Le lauréat devrait être connu prochainement, a affirmé M. Biasini.

Ce dernier a d'autre part indiqué qu'il aurait en charge la redorure du dôme des Invalides (la quatrième depuis sa construction), qui doit être achevée pour le 14 juillet pro-



Culture

Variétés

Jean Ferrat dans la Drôme

« La libération des ondes a été une catastrophe »

Un feuilleton musical composé de trente chansons de Jean Ferrat sera diffusé sur Radio-France à partir de l'automne. Sa présentation à Allex (Drôme) a été l'occasion d'un plaidoyer pour la chanson française.

Non, Jean Ferrat ne remonte pas sur les planches. Non, il ne quittera pas sa montagne d'Ardèche. Non, on ne lui a pas proposé, depuis l'entretien avec Bernard Pivot il y trois ans déjà, une nou-velle émission de télévision. Il prépare deux disques en prenant son temps. Un Ferrat 1989 sans donte, et un Ferrat qui chante à nouveau Aragon. C'est par plaisir qu'il a accepté la proposition de Radio-France-Drôme de choisir trente de ses chansons et de les commenter en toute liberté pendant trois heures en compagnie de Pierre Palencat. Ce feuilleton musical original en trente épisodes sera diffusé par l'ensemble des radios locales de Radio-France tout au long de l'automne

Au cours de sa présentation, vendredi, à Allex, près de Valence, Jean Ferrat a évoqué les misères de la chanson française : Les jeunes de la chanson se heurtent maintenant à trois murs quasiment infranchissables. Celui de la production maitrisée par des sociétés multinationales qui ne cessent de réduire les lancements d'artistes français ; celui d'une diffusion qui soutient essentiellement les produits anglo-saxons. Celui, enfin, de la

Adeline Daumard

Les bourgeois

et la bourgeoisie

en France

par les disquaires, mais par les grandes surfaces, ne se préoccupe que du classement au Top. Ce n'est pas, hélos, parce qu'une chanson se vend bien qu'elle est la meilleure... L'effet du Top est désastreux pour les jeunes créateurs qui ne sont pas a priori dans le vent. Ceux qui ne fabriquent pas des produits standardisés énorme talent il faut à des garçons comme Guidoni pour se faire connaître !...

 On n'arrête pas d'organiser rencontres et colloques pour définir des remèdes à ces trois maladies. En vain. Pour moi, la première catastrophe ces dernières années, c'est la libération des ondes, l'arrivée des radios libres sans cahier des charges. La porte ouverte à n'importe quoi... Des jeunes expéraient par ce canal se faire entendre. Finalement, la vie des petites radios a été très courte, elles se retrouvent aujourd'hui dans les mains des gens qui décident ailleurs, aussi...

» Pendant longtemps, j'ai pensé et je pense encore qu'il fallait préserver la culture nationale en fixant un quota pour la pro-duction étrangère. Il me semble que 40 % de chansons non françaises sur les ondes seraient suffisants. En tout cas, les artistes français pourraient alors être entendus du public qui ferait son choix entre les bons et les moins bons. Quand on est dominé comme on l'est aujourd'hui, une partie de notre culture est en cause, et elle est en train de perdre et de nous perdre... -

Les boargeois

caracteriser

trails communs poin

Dans quelle mesure. les institutions

du AIP siècle ont elles perins à la haupeosse

de s'imposer ?

felies sont les

postes au départ de la vasie synthèse

Adeine Daumard

ANDRÉ GRIFFON.

Communication

La fin de l'université d'été de Carcans-Maubuisson

Fête du service public et débat sur la télévision commerciale

L'apirersité d'été de Carcans-Maubirisson s'est achevée vendredi 2 sep-tembre en présence de M^{ns} Edith Cresson, ministre des affaires européennes. Le mer-credi 31 août a été officiellement lancée, au Canada, la chaîne de télévision francophone TV 5, déjà diffusée en Europe et en Afrique. Un lancement accompagné d'une cérémonie retransmise à Montréal, à Paris et à Car-

cans et à laquelle out participé le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et le ministre français chargé de la francophonie, M. Alain Decaux. Les chefs d'Etat et de gonvernement de la France, de la Belgique et de la Suisse et l'ambassadeur du Sénégal out chacua prononcé à cette occasion une courte allocution transmise par vidéo. Transmis par satellite, le signal de TV5 couvrira donc désormais le Canada, les Etats-Unis et les Antilles.

C'est pourtant davantage la télévision privée qui fut au centre des débats de Car-cans. Témoin la rencontre entre MM. Lelay (vice-PDG de TF1) et Rigand (administra-teur délégné de la CLT, actionnaire de M 6).

Un duo Lelay (TF1)-Rigaud (CLT)

CARCANS-MAUBUISSON de notre envoyée spéciale

Une salle émoustillée, une tribune bien éclairée, deux débatteurs loquaces agnerris et surtout concurrents... Joli duel en perspective, se réjouissait, jeudi soir, l'assistance espérant trouver là une petite consolation au forfait de M. Philippe de Villiers qui, la veille, avait annulé un face à face pourtant fort attendu avec Jean-Noël Jeannency sur le thème de la Révolution française.

A droite, donc, visage road et rose de coups de soleil estivaux, col onvert sur une veste à carreaux, M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT (actionnaire de M 6), habitué et ami de Carcans. A gauche, costume gris assorti aux cheveux. cravate sobre, lunettes austères et sourire rare, Patrick Lelay, vice-PDG de TF 1. Sur la sellette, la nouvelle télévision commerciale. Cette télévision qui, pendant une semaine, a polarisé l'attention et l'inquiétude des congressistes de Carcans. Ces chaînes dont les programmes ont valu à leurs actionnaires une volée de bois vert de la part de plusieurs ministres du gouvernement qui se sont exprimés publiquement. M. Lang, lundi : M= Tasca, mardi...

Patrick Lelay commence par hausser les épaules. - On ne peut pas faire de miracle! », dit-il en évoquant, pêle-mêle le libre choix des téléspectateurs, l'inflation des coûts de programme, les exigences nombreuses de la loi et des cahiers des charges et l'incompré-hension de la CNCL. « Je mets d'ailleurs au défi quiconque de trouver de par le monde une grille de télévision aussi riche que la nôtre ! » Et qu'on ne vienne pas lui parler de la télévision anglaise. · C'est rasoir au possible! »

Les supermarchés de la culture

Jacques Rigand, lui, n'a toujours pas digéré cette récente conjonction des critiques contre la télévision commerciale. « De tout temps, il a existé de bons esprits pour dénoncer la dégradation de la télévision. Cela ta aegraaation de la télévision. Cela fait plus de vingt ans qu'on entend ce type de plainte. Mais les reproches actuels sont particulièrement graves et peu réfléchis. Le PDG de RTL a, en effet, particulièrement annu pries de la contraction de la « mal pris » les propos du ministre de la culture, assimilant certaines télévisions « à des supermarchés de la culture ». « Qu'a-t-il donc contre les supermarchés? On y trouve de tout et de quoi satisfaire les multiples besoins du public. » Un pen de patience, implore-t-il, on ne crée pas

de nouveaux programmes en quel-ques jours. • Qu'on permette donc eacx entreprises de télévision - qui ont pris des risques considérables de ne pas avoir les mêmes échéances que les gouvernements et d'envisager leur évolution sur dix aus (terme de notre autorisation) voire dix-huit ans (terme obtem par Canal Plus, et que nous revendiquons). Alors pourraient-elles concilier davantage logique com-merciale et mission d'intérêt géné-

Mais s'il n'y avait que quelques critiques à l'égard des télévisions privées... Plus grave, plus inquié-tante: saus donte, notamment pour M6, ia réflexion des deux ministres selou lesquels « il y a manifestement une chaîne généraliste de trop ». Patrick Lelay sourit. Ah non! Qu'on ne compte pas sur lui pour désigner la chaîne à supprimer. C'est à l'Etat d'intervenir et à défaut ce sera le marché. Qu'on sache simplement que « moins il y aura de chaînes, plus il y aura d'argent disponible pour la création »... Jacques Rigaud ne l'entend pas ainsi, qui sent davan-tage siffier les balles. « Qu'on stabilise enfin la règle du jeu, demando-t-il, et qu'on cesse de se poser la question du nombre des chaines! Au nom de quel malthusianisme quelqu'un déciderait-il qu'il y a des chaînes en trop? Ce pays aime les Jeux de massacre. Mais sachez que M6 n'est pas candidate au suicide. »

Restait à répondre aux proposi-tions du ministre, M. Paul Quilès, concernant TDF1. Monteront, mon-teront pas sur le satellite de télédif-

L'avenir de TDF1

Montera pas, répond Jacques Rigaud, en rappelant certaines péri-péties malheureuses et passées entre la France et le gouvernement luxenbourgeois dans l'affaire du satellite. Chat échaudé, dit-il... Et pais Astra est là, moins cher, qui dispose de quinze cansux et lui fait sussi les

. A quoi bon! - laisse tomber avec une moue sceptique Patrick Lelay qui, de toute façon, n'envisage pas d'investissement supériour au franc symbolique ». . Aucun programme n'est prêt; l'audience potentielle est infime; et le dilemme absurde : si on n'y va pas on aura tort, à terme ; mais si on y va, c'est pour perdre de l'argent.

Critique, le public de Carcans est décidément loin d'être acquis aux deux hommes. Mais l'atmosphère se détend. Jacques Rigaud mâchonne un chewing-gum et Patrick Lelay tente l'humour ... - Tenez, commence-t-il, je vais vous raconter la dernière de la CNCL.... » Une faços habile... et efficace pour se mettre l'assistance dans la poche!

ANNICK COJEAN

La « résurrection » de la chaîne francophone

TV 5 Europe: la force d'exister

CARCANS-MAUBUISSON de notre envoyé spécial

Les Anglo-Saxons appelleraient cela « come back ». Les
francophones parieront de résurrection. Six mois après avoir failli
disparaître TV 5 Europe revient
sur le devant de la scène. La
chaîne propose un nouveau logo,
de nouveaux programmes dès
lundi 5 septembre. Créée en
1984 la chaîne veut à la fois se
monuveler en profondeur et contirenouveler en profondeur et conti-nuer à jouer eon rôle de « vitrine » des télévisions francophones (1), dont elle diffuse, grêce au satel-lite ECS 1 une sélection des meilleures émissions à destination des réseaux câblés européens.

Parce qu'elle était sévèrement jugée par M. Michel Péricard dans son rapport sur «La politique audiovisuelle extérieure de la France », le gouvernement de M. Jacques Chirac avait envisagé fin février dernier de la « fondre » dans la SEPT, la future chaîne culturelle (le Mande daté 28-29 tévrier). Projet abandonné in extremis devant la résistance farouche des deux sociétés concernées et l'opposition très ferme de leurs partenaires étran-

Faute d'une grille homogèn de moyens et d'une véritable poli-tique de promotion, TV 5 Europe, estimait M. Péricard, ne totalisait pas 90 000 téléspectateurs. Une évaluation que le président de la chaîne, M. Jean-Jacques Cálérier a toujours contestée. De deux millions à l'origine en effet le

recevant TV 5 Europe atteint 9,5 millions aujourd hui. De la Scandinavie au Maghreb. « Beaucoup ne sont pas francophone, insiste M. Célérier, il est donc évident que nous ne serons jamais une chaîne de forte audience, Mais à le fin 1987 nous avions déjà plus de 100 000 téléspecta-teurs quotidiens dans le seul

Les responsables de TV-

Europe, forts d'un véritable audit réalisé au printemps, ont entamé une politique de modernisation.

De la grille surtout, avec l'apparition de rendez-vous quotidisna pour fidéliser un public de plus en plus sollicité : des flashs d'informations; un magazine culinaire; une émission sur la mode; une météo européenne et surtout les journaux de TF 1 ou d'A 2 repris chaque soir en léger différé. Les programmes sont prolongés en soirée, démarrent plus tôt le samedi et le dimanche, et leur promotion à l'étranger est renfor-

Initiation an marketing

TV 5 Europe s'initie entin au merketing. Suffisamment ? La question mérite d'être posée car le danger, demain, sera moins institutionnel — le nouveau gouvernement ne remet plus son existence en cause — qu'économique. En matière de télévision per seralité l'Europe est houtale. par satellita, l'Europe est brutalement en train de passer de la rareté au trop-plein. Et les ráseaux cáblés au nombre de

ment limité, vont devoir faire des choix en fonction de l'attractivité des chaînes. Que pèsera alors une concurrentes anglo-saxonnes nieux armées et plus « grand

La force de TV 5 Europe, comme aime à le répéser son pré-sident Jean-Jacques Célérier, est... d'« soister » et d'avoir déjà conciu plus de 1 100 accords avec des réseaux câblés ou des instances européennes. Mais le chaîne se heurte à un double han-dicap. La faiblesse de son budget d'abord. Pour réussir sa nouvelle grille TV 5 Europe a besoin d'une augmentation de 30 % de son oudget. Une hausse record qui, en cas temps de rigueur budgétaire, est loin d'être encore acquise, La tourdeur de son processus de prise de décision ensuite. Bien que la gestion quotidienne soit assurée par les trois chaînes francaises, au sein du groupement d'intérêt économique Satellimages, toutes les décisions importantes doivent être prises à l'unanimité, de concert avec les ce processus n'a pas la souplesse du privé. Il pourrait bien un jour: devenir totalement inadapté.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) TF 1, A 2, FR 3, rémis au sein du groupement d'intérêt économique Satellimages chargé de la gestion quotidisune de la chaîne; les tilévisions belge et suisse (la RTBF et la SSR) aimi que depuis 1986 le consortium de télévision Québec-

EN BREF

Canal 10. - Un différend économique entre les producteurs londoniens des programmes, et les promoteurs de la chaîne privée espagnole chaîne. Canal 10, transmise par satellite et payante, est une nouvelle chains dont sont actionnaires notamment Canal Plus et l'homme d'affaires M. Jacques Hatchuel et le patron de presse M. Robert Maxwell.

 Remise des Emmys, les escars de la télévision. — La série dramatique Thirtysomething at la serie comique The Wonder Years ont été désignées, dimanche 28 août, meilleures séries télévisées de la saison, lors de la grande remise annuelle des Emmys — ou oscars de la télévision — à Pasadena, en Californie. Thirtysomething, de la firme ABC, relate les problèmes d'adapta-ADD, teate les problettes à agepte-tion des jeunes de trente ans dans la société des ernées 80. The Wonder Years, également d'ABC, est une comédie basée aur la nostalgie des années 60.

resse à Rolling Stone. — Le patron du Nouvel Observateur, M. Claude Perdiret, est en pourparters avec M. Lional Rotcage, directeur du men-auel Rolling Stone, lancé en janvier,

M. Perdriel envisagerait d'entrer dans le capital du journal aux côtés d'une pociété à capital risque, pour une somme de l'ordre de 3 millions de franca. Mais ces deux nouveaux ssociés seraient minoritaires. Roling Stone, dont la vente moyenne est de 70 000 exemplaires, selon sa direction, pourrait lancer, en septembre, une campagne d'abonnements avec l'aide logistique du Nouvel Observateur. Ce dernier avait accuaillí dans ses colonnes des arti-cles de Rolling Stone pendant cet été.

• Le quotidien acadien le Matin en faillite. — Le Matin, l'un des deux quotidiens francophones de . la province du Nouveau-Brunswick, à l'est du Canada, a été déclaré en failles deux mois après avoir suspendu sa parution. Lancé en 1986 grâce à des fonds publics du Nouvesus Brunswick et du gouvernement fédéral, le Matin n'avait neussi à vendre que 7 000 exemplaires. Le Nouveau-Brunswick compte deux cent vings-cinq mille francophones sur sept cent

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

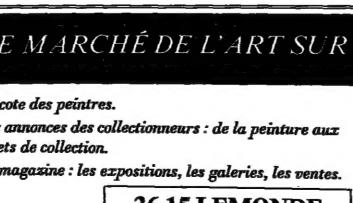
La cote des peintres.

Les annonces des collectionneurs : de la peinture aux objets de collection.

Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes.

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE





TOUS LES SUIETS DU BAC 1988 : en fran

TOUS LES SUJETS DU BAC 1968 : en fran-cais et en philo. Avec commentaires, exer-cices et témoignages des professeurs:

LES ÉTUDES LITTÉRAIRES NE MÈNENT LES ÉTUDES LITTÉRAIRES NE MÈNENT PAS AU CHOMAGE : les littéraires s'en PAS AU CHOMAGE : les littéraires de de marché de trent plutôt bien sur le marché de trent plutôt bien presque sans encom-tremploi. Une voie presque sans encom-tre l'enseignement.

L'EUROPE EN TRAINANT LES PIEDS : com-ment le système scolaire se prépare-t-il à l'Europe ? Sans enthousiasme apparent.

RIÈRE L'Université s'ouvre aux retraités.



theatre

cinéma

Witness His

L. Evenir & TDFI

March to the traction with samuel to a to B. print den

A # 240 Nov. Stage are on his arms. wifering and to come or says gegenter ber ber ber bie Eduteren unterfen er eine geg. we were not a stop our

(株式を終りないとなりははま) Mediting in Links are dead Mark Port There Sex . c Security of the same Flegut Astronomics of suitable

genetate Carter a feit auf a 200

田縣町

· Mareyamentin fer 1000 Const 14 178 17 1 118 824 Davis Continue Comp. Co. et al. algebrates. The second of the second of the second of Manuscript in the U.S. State of the State Ment Cart Car P. No. Market No. 11, 21 22 The same of the sa

· Bembe jes frieß! property for an exercise. die betregte gest $\gamma_{p} \simeq g^{2} d^{2} \frac{d^{2}}{d}$ Bracketers transfer our order ALCOHOLD OF S

Sec. 150

42. 6

- FE 95

14.30

-and-est

L. . . . 7. 55 $1 \leq \log(R^{\frac{1}{2}} d^{-\frac{1}{2}})^{\frac{1}{2}}$ -Mapril 1920 Paris Control of the second of the s 1.40 term 41.4 10 1 10 W the state of the s

Bertrett. 14 M Part is M CMP: 4 THE 1886 **MINLAGE** * Apr. 1

Charle. dies De

400 400 days - gan 5 Side

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ELSY: SON UNIVERS EMPITOYA-BLE Grenier (43-80-68-01). Sam. à 22 h. TOKYO BAR. Roscan Theatre (42-71-30-20). Sam. 21 h. PARADISEURS; VA DONC MET-TRE AU LIT TES RATURES.

Théâtre de Dix-Henres (42-64-35-90). Sam. 20 h 30. CRUEL LOVE. Théâtre de verdure de jardin Shakespeare (42-52-16-38). Sam., dim., à 17 h. MONSIEUR MASURE. Théâtre Daumou (42-61-69-14). Dim. à 15 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 15 h, sam. 21 h, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Le Punch du frappeur d'azur : 20 h.

France de STESTENS (42-96-60-24). St. BOURFES PARISIENS (42-96-60-24). St. jamais je te pince : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère L.: 21 h, dim. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviews dormir à l'Etysée : 21 h, dim. 15 h 30. dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

Voltaire's Folies: 15 h et 21 is, dim. 15 is.

Voltaire's Folies: 15 h et 21 is, dim. 15 is. Volume's Police: 15 h et 21 h, cam. 13 h et 21 h, c CRYPTE SAINTE-AGNES (BGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31).

Bérénice: 20 h 30, dim. 17 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsteur Ma-sure: 21 h, dim. 15 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où en nous dit de faire : 23 h. HOTEL LUTETIA (SALON TRIANON)

SER C. 178 (45-44-38-10). Mozert an chocolat :

20 h 30, dim. 16 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Simone Well 1909-1943 :

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Hen dégagé autour des creilles, s'il vous plaft : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théitre noir. Le Petit, Prison : 20 h.
Nous, Théo et Vincent van Gogh :
21 h i 5. Théitre rouge. Coates érotiques
arabes du XIVe siècle : 20 h. La Ronde :
21 h 30.

21 h 30. MATHURINS (42-65-90-00). Les Mystères du confessionnal : 18 h et 21 h. MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma consine de Varsovia : 17 h 30 et 20 h 45. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 18 h 30 et 21 h 30. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Awant : 20 h 30 dim. 15 h.

POTENTÈRE (42-61-44-16). Frio-Frao : 20 h 30, dim. (dernière) 15 b. ROSEAU-THEATRE (42-71-30-30). See a ques Brei Je viens rechercher met com-bons: 18 h 30. La Vocc, sam. 20 h. HEATRE DE VERDURE DU JARDIN SHARESPEARE (42-40-05-32). La Polie des ferces : 15 h, dim. (dernière)

TINTAMARRE (48-87-33-82). Mathien: 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30. Barthélémy : 22 h 30. TOURTOUR (48-87-82-48). Journal d'un loup-garou : 19 h. La Voix humelas : 20 h 30. La Ferance rompus : 22 h. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Ri-fifoin dans les labours : 18 h et 21 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Sant du lit : 20 h 30, dim. 15 h.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84).
Saile I. Arcu = MC 2: 20 h 15. Les Epis
noirs: 21 h 30. Laurent Violet: 22 h 30.
Saile II. Les Sacrés Monstres: 20 h 15.
Bernadette, calmo-toi!: 21 h 30.

permadette, caimo-toi 1: 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Tiens, voils deux bosdins : 20 h 15 et 23 h 45.

Mangenses d'hommes : 21 h 30. Jeanine Truchot a disparu : 22 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Nouveau Spectacle de Smain : 20 h 15 et 23 h.

EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita: 20 h 15. Le Chromosome cha-tonilleux: 21 h 30. sout vaches : 21 h. Nous, on seme : 22 h 30. PETTI CASINO (42-78-36-50). Les oles POINT-VIRGULE L'Ecran da fou : 18 h 30. Jamais vul-gaire : 20 h. Vous avez dit Bigard : 20 h, 00 h et 22 h 45, dim. 20 h. Nos désira font désordre : 21 h 30. (42-78-67-03).

Les concerts

CHAMPS DE MARS. Gouvernement militaire de Paris, 17 b, dim. Fanfare du 2 régiment de hussards de Sourdun. CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÉTRIÈRE. Francine Olivier-Carrez, 16 h 30, dim. Orgae. Emrés

EGIISE AMÉRICAINE DE PARIS. The International Consort of Viols, 18 h, dim. Dir. Hazelle Miloradovitch. (Euvres de zart, Bach. Entrée libre. EGLISE DES BILLETTES (42-72-38-79). Michelle Leciere. 10 h. dim. Orgae. Œuvres de Bach, Langiais. Entrée tière.

ÉGLISE DE LA MADELEINE (39-61-12-03). London School Symphony Orchestra. 16 h. dim. Dir. Nichoias Cleobury. (Euvres de Britten, Sibeline, Estrée EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.

Les Trompettes de Paris. 21 b, sam. (Envres de Vivaldi, Bach, Telemann. Serge Heintz 20 h 30, dim. Plano. Œuvres de Bach, Liszt, Ravel. EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'TLE Trio Romano, sam. 17 h, dim. M. Delisi (fl.), F. Filomeno (fl.), N. Le Touza (cello). Gavres de Haydn, Bech, Haca-del, Stamitz. Dans la cadre da Pessival

one en l'Ue. EGLISE SAINT-MERRI London School Symphony Orchestra. 21 h, sam. Dir. Nicholas Cteobury. Œavres de Bec-thoven, Mozart, Britiss, Sibelius. Batrée

Jean-François Gardell, Billy Fidt. 16 b, im. Baryton, piano. Œnvres de Pauri, lebumy, Ravel, Poulane. Entrée libre. Debusy, Ravel, Foundament (40.49.48-14).

MUSÉE D'ORSAY (40.49.48-14).

Amick Chartrens, Beoch Dutcurre, 16 h, dim. Piano. E. Conquer (violon).

E. Watelle (cello). Entrée libre. NOTRE-DAME DE PARIS. Guntar Idenstam. 17 h 45, cim. Orgne. Œuvres de Measisen, Bach, Idenstam. Entrée

ROSEAU THEATRE (42-71-30-20). Christian Legali (contra-sko). Jusqu'su 17 septembre, 20 h. sam., hm., mar. Dans la Voces accompagné au piano par

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orch tre des jeunes du Schleswig-Holstein. 20 b 30, sam. Dir. S. Celibidache. n 130, sam. Dir. S. Centidacio. Envres de Mozari, Bruckner, Dans la adre du Festival estival de Paris. SOUARE DUPLEIX. Gouvernement mili-taire de Paris. 17 h, sem. Fanfare du 2 Régiment de Hussards de Sourdan.

SAMEDI

Si vons avaz manqué le début : Actua-ités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 : Paris, Mai 68 : Cinétracts (1968) d'un collectif, la Chinoise (1967) de Jean-Luc Godard, 14 h 30 : Paris-Province aller-retion : Senle à Paris (1965) de Robert

DEMANCHE

TAC STUDIO (43-73-74-47). Miobal Gaches. Jusqu'an 8 ectobre. 19 h 30, sam. Piano. Œuvres de Satie, Bertok.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDE Grands classiques du cinéma mondial, le Retour à la raison (1923), de Man Ray, le Retour à la raison (1923), de Man Ray, le Sallet mécanique (1923), de Fernand Léger, Cinq minutes de cinéma pur (1925-1926), d'Henri Chomette, la Coquille et le Clergyman (1927), de Françoise Dalac, los Mystères du château du Dé (1928), de Man Ray, 15 h; Alexandre Newski (1938, v.o.), de S. M. Eisenstein, 17 h; Sauve qui pent (1965, v.o.), de John Boorman, 19 h 15; Maladie (1978), de Paul Vecchiali, Change pas de main (1975), de Paul Vecchiali, 21 k.

DEMANCHE

DIMANCHE Le ciel est à vous (1943-1944), de Jean Grémillon, 15 h; Une fille pour Grégory (1980-1981), de Bill Forsyth, 17 h; Pri-vates en Parade (1982, v.o.), de Michael Blakemore, 19 h; la Machine (1977), de Paul Vecchiali, 21 h.

LUNDI VIDÉOTHÈQUE DE PARES (40-26-34-36) DIMANCHE

SI vous avez manqué le début : Paris
Mondial : Luis Bunuel (1964) de Robert
Valey, le Charme discret de la bourgeoisie
(1972) de Luis Bunuel, 14 h 30 : Paris,
Mai 68 : Mikono (1978) de L.-M. Humeau,
la Dialectique peut-elle casser des briques
(1973) de G. Cohen, 16 h 30 : Paris, Mai
(1973) de G. Cohen, 16 h 30 : Paris, Mai
(1973) de G. Cohen, 16 h 30 : Paris, Mai
(1973) de G. Cohen, 16 h 30 : Paris, Mai
(1973) de G. Cohen, 16 h 30 : Paris, Mai
(1973) de G. Cohen, 16 h 30 : Paris, Mai
(1973) de G. Cohen, 16 h 30 : Paris, Mai
(1973) de G. Cohen, 16 h 30 : Paris
(1973) de G. Cohen, 17 in possible
moyen (1968) de E. Mataion, l'Impossible
Monsieur Pipelet (1955) d'André Hunebelle, 20 h 30.

PARIS EN VISITES

LUNDI 5 SEPTEMBRE . Un heure au Père-Lachaise .. 11 heures, «Tombes célèbres du Père-Lachaise», 14 h 45, boulevard de

ntant, porte pricipale (V. de Langlade). «L'Assemblée nationale», 14 houres, 33. quai d'Orsay. Carte d'identité (Michèle Pohyer).

«Versailles : la petite et la grande écarie du château», 14 h 30, com de la

Petite Ecurie, avenue de Paris (Office

LUND

des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). du tourisme). Chefs d'œuvre du Louvre, du Scribe accroupi à la Mort de Sardanapale, de Delacroix », 14 h 30, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Pierre-Yves Jas-

«L'Opéra », 15 heures, en haut des merches (Tourisme culturel).

Samedi 3 - Dimanche 4 septembre

Trois Luxemoourg, or (40-33-7).

MAPANTSULA (Afrique du Sud, v.o.):
Gaumont Les Halles, iv (40-26-12-12);
Saint-Michel, 5: (43-26-79-17); Gaumont Parmasse, 14: (43-35-30-40).

MERE TERESA (Brit., v.o.) : Epés de

A MÉRIDIENNE (Suls.): Utopia Champolition, 5' (43-26-84-65).

MEURIRE A HOLLYWOOD (A. V.O.)

MILAGRO (A., v.o.): Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8t (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14t (43-20-32-20).

15 (45-75-79-79).

PUBLIVORE (Fr.) : Epés de Bois, 5 (43-

RANDONNÉE POUR UN TUEUR (A.

LES FILMS NOUVEAUX

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR. Film francais d'Edouard Molinaro: Forum Hori-zon, 1º (45-08-57-57); Res. 2º (42-36-83-93); Bretagns, 6º (42-22-57-97); UGC Odéon, 6º (42-25-16-20).

47.94): Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79).

ENCORE. (*) Film français de Paul Vecchiali: Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52): Ciné Bezubourg, 3 (42-71-52-36): Le Saint-Germainder-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23): Le Triomphe, 9 (45-62-20-40): La Bastille, 11 (43-54-07-76): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40): La Bastille, 11 (43-54-07-76): Trois Parmestines, 14 (43-20-30-19).

L'ENFANCE DE L'ART. Film français de Francis Girod: Gruimont Les Halles, 1a (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33): Ja Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83): Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08): Les Trois Balzac, 8 (43-59-19-08): Les Trois Balzac, 8 (43-59-19-08): Les Trois Balzac, 8 (43-59-19-08): Les Gaumont Alénia, 14 (43-77-84-50): Miramar, 14 (43-20-88-52): Gaumont Convention, 15 (48-22-46-01): Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

HEROS, Film américain de William Transca va - Forum Horizon, 1a

Danton, 6- (42-25-10-30).

Bois, 5 (43-37-57-47).

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

48-18).

AMÉRE RÉCOLTE (Ali., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.): UGC Odéon, 6 (42-25-10-30). AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-AIL) :

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.):
Les Montparsos, 14 (43-27-52-37).

BAD TASTE (*) (960-zélandais, v.o.):
Forum Orient Express, 1 (42-23-42-26): UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16): v.f.: UGC Momparmasse, 6 (45-74-94-94).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Gammont Les Hallea, 1 (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33): 14 Juillet Odéoa, 6 (43-25-59-83): Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08): 14 Juillet Bestille, 11 (43-57-90-81): Escurial, 13 (47-07-28-04): Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40): Gaumont Alésia, 14 (43-37-84-50): 14 Juillet Beaugrapelle, 15 (45-75-79-79): v.f.: Fanvette, 13 (43-31-56-86): Le Gambetta, 20 (46-36-10.06) (43-31-56-86); Le Gambeira, 20 (46-

SO-10-70).

BIRD (A., v.a.): Forum Aro-en-Clel, 1st (42-97-53-74): 14 Juillet Odéon, 6st (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8st (43-59-19-08); Trois Parnassions, 14st (43-20-30-19).

20-30-19).

BLOODSPORT (A., v.a.): Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Pathé Clicky, 18: (45-22-46-01).

LA BOHÉME (Fr., v.a.): Vendème Opéra, 2: (47-42-97-52).

BONLÉME VANCOUSCE (B.).

#6-01). GODOUNOV (Sov., v.o.): Le BORIS GODOUNOV (Sov., v.o.): Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

CAN'T BUY ME LOVE (A., v.o.): UGC
Biarritz, 8 (45-62-20-40).
CERÉMONIE D'AMOUR (**) (Fr.):
Forum Orient Express, 1s (42-33-42-26). CHOCOLAT (Fr.) : Les Monspersos, 14

(43-27-32-37).

COLORS (*) (A., v.o.): Ciné Beanbourg,
3* (42-71-52-36); UGC Danton, 6* (4225-10-30); UGC Rotonde, 6* (45-7494-94); UGC Normandie, 8* (45-6316-16); La Bastille, 11* (43-54-07-76);
14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-7579-79); v.f.: UGC Montparmase, 6* (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13* (43-3623-44); UGC Convention, 13* (43-3693-40); Images, 18* (43-22-47-94).

CRITTERS 2 (A., v.f.): UGC Montpar-

CRITTERS 2 (A., v.f.): UGC Montpar nesse, 6 (45-74-94-94). CRY FREEDOM (Brit., v.o.): Saint-CMSchiel, 5' (43-26-79-17). DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Reflet Médicis Logos, 5º (43-54-42-34). LE DERNIER EMPEREUR (Brit-It.,

10-60) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-DOUBLE DÉTENTE (A. VA) : UGC OCHALE DE 18-16-16); v.f.: Gau-nont Opéra, 2 (47-42-60-33); Holly-word Boulevard, 9 (47-70-10-41); Paris

Cine I, 10 (47-70-21-71). Cinż I. 10* (47-70-21-71).

EMPPRE DU SOLKII. (A., v.a.): George V. & (45-62-41-46).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.a.): Epéc de Bois, 5* (43-37-57-47).

ENVOYEZ LES VIOLONS (Fr.): George V. & (45-62-41-46): Pathé Français, 9* (47-03-388): Pathé Moniparmasse, 14* (43-20-12-06).

IEFESTIN DE BABETTE (Dan. v.a.):
Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36);
Cimy Palace, 9 (43-54-07-76); 14 Jullet Parnasse, 6 (43-54-07-76); UGC
Biarritz, 9 (45-62-20-40). 14 (43-20-12-06).

FRANTIC (A., v.o.): George V. 3* (45-62-41-46): Bleaventie Montparasse, 15- (45-44-25-02). Luc Godard, 14 h 30; Paris-Province aller-retour: Seule à Paris (1965) de Robert Guez, les Amants (1958) de Louis Malle, 16 h 30; A nous deux Paris! (1959) de Pierre Kast, les Demoiselles de Rochefort (1967) de Jacques Demy, 18 h 30; Paris, Mai 68: Cinétracts (1968) d'un collectif, Mourir à trente ans (1962) de Romain Gounil, 20 h 30.

(45-44-25-02).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.): Utopia Champolion, 5° (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08): Kinopenorum, 15° (43-06-50-50): v.f.: Gaumont Optra, 2° (47-42-60-33): Rex (Le Grand Rex), 2° (42-36-83-93): Fauvette, 13° (43-31-56-86): Gaumont Alfeia, 14° (43-27-84-50); Miramar, 14° (43-20-89-52); Images, 18° (45-22-(43-20-89-52); Images, 18 (45-22-

47-94).
LE GRAND CHEMIN (Fr.): Lucernaire,
6 (45-44-57-34); George V, 8 (45-62-

41-46).

HATRSPRAY (A., v.o.): Forum Orient Express, | v (42-33-42-26).

HECTOR (8d.): Forum Aro-en-Cicl, | v (42-97-53-74); UGC Montparnesse, & (45-74-94-94); UGC Opéra, 9: (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44).

93-44); UGC (A., v.a.); Porem Horizon, 1st (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2st (47-42-72-52); UGC Odéon, 6st (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6st (45-74-94-94); UGC Chemps-Elysées, 8st (45-62-20-40); UGC Lyon Bastille, 12st (43-43-01-59); v.f.; Rex., 2st (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6st (45-74-94-94); UGC Opéra, 9st (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13st (43-36-23-44); Mintral, 14st (45-39-52-43); UGC Convention, 15st (45-74-93-40); Pathé Clichy, 19st (45-72-46-01); Le Gambetta, 20st (46-36-10-96). 18 (45-22-46-0 (46-36-10-96)

INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'INSUUTENABLE LEGERETE DE L'ÉTRE (A., v.a.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); Cinoches, 6º (46-33-10-82); Cinb Gasmont (Publicis Matignon), 8º (43-59-31-97); Bienvende Montparnasse, 15º (45-44-25-02); Convention Saint-Charles, 15º (45-79-22-00) 42-26); George V. 8 (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14 (43-

LA LÉCTRICE (Fr.): Gammont Les Halles, 1a (40-26-12-12): Pathé Impé-rial, 2a (47-42-72-52): Pathé Haute-femille, 6a (46-33-79-33): La Pagode, 7a (47-05-12-15): Pathé Marignan-Concorde, 8a (43-59-92-82): Saint-Lazero-Pasquier, 8a (43-87-35-43): Les Nation, 12a (43-43-04-73): UGC Lyon Bastille, 12a (43-43-04-59): Fauvette, SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) :
Gaumont Les Halles, 1st (40-26-12-12) ;
Racine Odéon, 6st (43-26-19-68) ; La
Pagode, 7st (47-05-12-15) : Gaumont
Champs-Elysées, 8st (43-59-04-67) ; 14
Juillet Bastille, 1st (43-57-90-81) ; Escurial, 13st (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14st (43-35-30-40) ; 14 Juillet
Beaugrenèlle, 15st (45-75-79-79) ; v.f. ;
Gaumont Opéra, 2st (47-42-60-33) ; Gaumont Alésia, 14st (43-27-84-50) ; Gaumont Opéra, 2st (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15st (48-28-42-27).
SAMMY ET ROSSE S'ENVOIENT EN SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Faurette, 13 (43-31-56-86); Caumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit. v.o.): Cinoches, 6 (46-33-

SAVANNAH (Fr.): Gaumont Les Halles 10 (40-26-12-12); Gaumont Parnasse LIAISON FATALE (*) (A., v.o.); George V, & (45-62-41-46). 14 (43-35-30-40). LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.n.) : Las Trois Luxembourg, 6* (46-33-97-77),

SEPTEMBER (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5: (46-34-25-52). LE TEMPS DU DESTIN (A. v.o.): Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-

74-82).
THE KITCHEN TOTO (A., v.o.): Sept Parnassions, 14: (43-20-32-20).
UN ENFANT DE CALABRE (IL-Fr., 143-37-24). v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34). UN ÉTÉ A PARES (Fr.) : Studio 43, 9 Pathé Hantefeuille, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Trus Parnassiens, 14 (43-20-30-191

UN MOIS A LA CAMPAGNE (Brit. v.o.): Utopis Champollion, 5: (43-26-84-65): Lucernaire, 6: (45-44-37-34). V.O.): Guopia Champoliton, F. (43-26-84-65); Lucernaire, 6: (45-44-57-34).

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.o.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Gammont Opéra, F. (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6: (42-22-72-80); Publicis Champs-Elysées, 3: (47-20-76-23); Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); UGC Maillot, 17: (47-48-06-06); v.f.: Rex., 2: (42-36-33-93); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); Les Nation, 12: (43-40-67); Fauvette Bls., 13: (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Gaumont Alésia, 14: (43-20-12-06); Gaumont Overa, 18: (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18: (45-22-46-01); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96).

VICES ET CAPRICES (**) (IL, v.f.);

Sept Parnassiens, 14' (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Le Triomphe, 8' (45-62-45-76).

NICO (A., v.o.): Forum Orient Express, 1s' (42-33-42-26); Publicis Champs-Elysées, 8' (47-20-76-23); v.f.: Paramount Opéra, 9' (47-42-56-31); Miramar, 14' (43-20-89-52). mar, 14 (45-31-67-32).

NUIT ITALIENNE (It., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-33): 14 Juillet Parsasse, 6º (43-26-58-00): Les Trois Balzase, 8º (45-61-10-60): 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81): 14 Juillet Beangre L'OEUVRE AU NOIR (Fr.-Bel.) : UGC

VICES ET CAPRICES (**) (IL, v.f.):
Maxevilles, 9: (47-70-72-86).

LA VIE EST BELLE (Bel-zalrois): Studio 43, 9: (47-70-63-40). dio 43, 9: (47-70-63-40).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): Forum Arcenciel, 1st (42-97-53-74); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); George V, 8: (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); UGC Gobellas, 13: (43-36-23-44); Las Montparnos, 14: (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15: (45-79-33-00).

WALL STREET (A. V.O.): Elvadas Un-PUBLIVUEE (Fr.) : A SEC MOI (Fr.) : Rex, 2: (42-36-43-93); Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); UGC Danton, 6: (42-25-10-30); UGC Montparrasse, 6: (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-87-35-43); UGC Normandie, 9: (45-63-16-16); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); UGC Opéra, 9: (45-74-95-40); UGC Danton, 12: (43-43-01-59); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (43-62-34); UGC Convention, 14: (45-74-93-40); UGC Convention, 15: (45-74-93-40); UGC Maillot, 17: (47-48-06-06); Images, 18: (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19: (42-06-79-79).

WALL STREET (A. v.o.); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Les Trois Luxembourg, & (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.f.) : Hol-

(45.32.91-68).
L'AS DE PIQUE (Tch., v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 5' (46-33-86-86)
ASSASSINS ET VOIEURS (Fr.):
Reflet Médics Logos, 5' (43-54-42-34): Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08):

Gaumont Ambassate, 8° (43-59-19-08):
Sept Parnassiens, 14° (43-20-3-20).
AUTOPSIE D'UN MEURITRE (A., v.o.): Action Christing, 6° (43-29-11-30). AVANTI ! (A., v.o.) : Action Christine, 6

BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71).

54-72-71).

BRAZIL (Bril., v.o.): Studio Galande, 5(43-54-72-71): Sept Parmassums, 14(43-20-32-20).

CENDRILLON (A., v.f.): SaintLambert, 15- (45-32-91-68).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.,
v.o.): Action Christine, 6- (43-2911-30).

DOCTEUR FOLAMOUR (Bril., v.o.):
Le Champo, 5- (43-54-51-60).

DOUTEUR FULAMOUR (Brit., v.o.):
Le Champo, 5' (43-54-51-60).

DRAME DE LA JALOUSIE (It., v.o.):
Accestono (ex Studio Cujas), 5' (46-33-86-86). L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.Jap. v.o.): Studio des Ursilines, 5 (43-26-19-09); v.f.: Maxevilles, 9 (47-70-

EVE (A., v.o.) : Le Champo, 5 (43-54-51-60).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.): Utopia Champollion, 5: (43-26-84-65).

FLAMMES (Fr.): Studio 43, 9: (47-70-63-40).

GEORGIA (A., v.o.) : Ranciagh, 16 (42-HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Cine Besu-bourg. 3* (42-71-52-36).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.): Seint-André-des-Arts II, 64 (43-26-HITLER, UNE CARRIÈRE (All.) : Su-80-25).

HTTLER, UNE CARRIERE (AL.) . Saddio 43, 9 (47-70-63-40).

HOLD-UP (Fr., v.f.): Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71».

SE TAIME, MOI NON PLUS (**)

(Fr.): Epés de Bois, 5 (43-37-57-47). MURIEL (Fr.): Pantheon, 5 (43-54-

EN GALILEE (Fr.-Bel.-stunien, v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-NOCE 43-41-63). LE NOM DE LA ROSE (Fr.-IL-All.,

v.o.): George V. & (45-62-41-46).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.): Action
Christiae, & (43-29-11-30). SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.):
Les Trois Luxembourg, 6* (46-33-97-77).
SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can.): Studio
Galande, 5* (43-54-72-71).
TAXI DRIVER (**) (A., v.o.): Les Trois
Luxembourg, 6* (46-33-97-77).
TO BE OD MOVE TO BE (A.

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o. Action Rive Gauche, 51 (43-29-44-40). VIOLENCE ET PASSION (IL. V.C.): Accetone (ax Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

ACTUELLEMENT

SALAAM BOMBAY est un cri du cœur, un formidable hymne à la vie, dans une ville où les princes sont des enfants. Bertrand MOSCA / Première

Attentive sans complaisance, efficace sans racolage, une jeune cinéaste prouve le cinéma en filmant, comme l'autre (De Sica) prouvait la marche en marchant. J.M. FRODON / Le Point

Ces misérables trafics, cette splendeur dans l'ordure, cette tendresse avant le crime, cette indifférence à ce qui provoque en Europe l'angoisse ou l'horreur, c'est sûrement ça, aucun doute, et c'est passionnant. Michel BRAUDEAU / Le Monde

L'humour et la tendresse passent bien l'écran. La flamboyance et la misère de Bombay, aussi. Marylène DAGOUAT / L'Expréss:

Si certaines séquences bouleversent par leur réalisme, le film ne sombre jamajo dans le désespoir comme soulevé par la force vitale de ses personnages, à la fois cri de douleur et formidable lecon d'optimisme. Bernard GENIN : Telerand

Une intrigue qui pinco la carde sensible, des héros aux yeux si grands et à l'age si tendre qu'il faudrait un cœur de pierre pour y resister. Ange-Dominique BOUZET / Liberation

Le grand mérite de SALAAM BOMBAY est d'être à la fois un film indien et une œuvre universelle. Denis PARENT / Studio

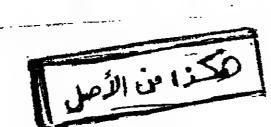


LE 7 SEPTEMBRE LES MODERNES

18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

HEROS, Film américain de William Tannen, v.a.: Forum Horizon, le (45-08-57-57); George V. 8° (45-62-41-46); v.f.: Rez, 2° (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Bassille, 12° (43-43-01-59); Fauvette, 13° (43-31-56-36); Mistral, 14° (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Cichy, 18° (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

OEUF. Film bollandais de Danniel Danniel, v.o.: Forum Arc-en-Ciel, 12° (42-87-53-74); Reflet Logos II, 5° (43-54-42-34); Elysées Lincoln, 8° (43-59-36-14); Sept. Parnassicna, 14° (43-20-32-20). UN FILM DE FILAN RUDOLPH



Education

Syndicats d'enseignants et parents d'élèves réagissent aux déclarations de M. Jospin

sissue des syndicats d'enseignants et des fédérations de parents d'élèves. A l'exception de la Fédération de l'éducation nationale, tous regrettent l'absence de mesures

- Ça change et ça fait du bien - explique la FEN. Le syndicat souligne - le changement d'orientation dans la suite des engagements présidentiels, le respect de tous les personnels et la volonté d'engager après concertation les transformations attendues pour l'avenir », et considère que la portée de cette conférence de presse « dépasse largement le cadre de la rentrée ». Toutefois la FEN souhaite - que les intentions et les premiers gestes concrets et significatifs se traduisent dans les textes et les moyens ».

La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) - se réjouit de retrouver mbre de ses revendications dans les grandes orientations de M. Jospin -, mais regrette . que les difficultés de la rentrée susbsistent ». L'Association de parents pour l'évolution de l'enseignement catholique (APEC) est « satisfaite de la reconnaissance par M. Jospin de deux écoles publique et privée -, considérant que - cette situation de paix rant que "cette situation de paix scolaire ne peut qu'être bénéfique pour l'éducation de nos enfants. De son côté, la Fédération de l'ensei-gnement privé (FEP-CFDT)

Les déclarations du ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, lors de sa conférence de presse de rentrée (le Monde du 3 septembre). n'ont pas suscité l'enthou-

Le Syndicat national des collèges (SNC-Autonome) prend acte des mesures d'urgence mais déplore la fermeture de 3 500 postes dans les collèges. Le syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) exprime - ameriume et inquiétude » car « les intentions restent toujours aussi vagues et les réalisations limi-tées ». Le syndicat CFTC de l'éducation, la recherche et la culture (SCENRAC) - regrette le flou-des déclarations du ministre, comme la Société des agrégés, qui a jugé cette conférence de presse « très décevante et très vague », ajoutant que - le discours sur la qualité de l'enseignement sonnait creux ».

Pour la PEEP (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public), il n'y a - aucun élément nouveau dans le déclaration du ministre de l'éducation nationale par rapport aux orientations de ces prédécesseurs. Elle se plaint de - l'indigence des propositions concrètes du ministre -. Selon la CGT, - Lionel Jospin n'a fait qu'aviver les inquiétudes déjà expri-mées par la CGT: malgré un nom-bre d'élèves en augmentation, les suppressions de postes sont mas-sives ». De son côté, le Syndicat national des instituteurs (SNUDI-FO) demande - la création de nouveaux postes d'instituleurs ».

Armistice à Angoulême

ANGOULÊME

de notre correspondant

Il n'y aura pas de guerre scolaire à Angoulême ou à Bourges, à propos du congé du mercredi et du jour du catéchisme. L'inspecteur d'académie de la Charente vient de rencontrer l'évêhommes ont décidé de geler la

Reppelons que, sur plainte de l'évêque, le tribunal administratif de Poitiers avait annulé la décision de l'inspecteur de transférer les heures de classe dans les ácoles maternelles et élémentaires du samedi au mercredi matin lie Monde daté 29-30 mai). L'évêque estimait que ce changement compromettalt l'organisation du catéchisme. Sans juger sur le fond, le tribunal avait considéré que l'inspecteur n'avait pas autorité pour prendre une décision globale pour toutes les écoles. En vertu de la décentralisation, il revensit à chaque établissement de se déterminer.

A Angoulème, quarente-trois des quarante-cinq écoles consul-tées après la décision du tribunal ont confirmé leur demande de transfert. Dans la quarentequatrième, le conseil d'établissement s'est partagé moitié-moitié et la guarante-cinquième semble avoir voté dans une certaine mie a donc consulté le ministre qui, en attendant de ssisir le Conseil d'Etat, a ordonné à l'inspecteur d'appliquer « les textes

Après négociation avec l'évêque, l'inspecteur d'académie a décidé de n'accorder aucun pouveau transfert, bien que onze écoles supplémentaires l'eient demandé en Charents.

Quant à l'évêque, tout en réitérant son opposition de principe au transfect. Il a admis qu'il était difficile de revenir sur la situation créée à Angoulême l'an dernier, à quelques jours de la rentrée. Le Conseil d'Etat et, s'il le faut, is Parlement... trancheront plus tard our le fond.

JEAN-PIERRE CUFRENNE.

REPÈRES

Paris

680 millions pour Bercy

Les travaux de réalisation du doublement du pont de Bercy vont commencer au cours du premier trimestre 1989, selon la mairie de Paris. Ils seront suivis par le début de la construction, à la mi-mai 1990, du nouveau pont également prévu dans ce secteur et qui doit relier la gare de Lyon à la gare d'Austerlitz. C'est un profond réaménagement de la voir qui aura lieu per étapes d'ici à 1992 dans cette partie Est de la capitale afin de désengorger ce quartier en pleinne expansion, concerné par la création du nouveau ministère des finances et l'aménagement des anciens entrepôts de Bercy. L'inves-tissement représente 680 millions de

Géologie

Séisme annoncé en Grèce

Un séisme d'une magnitude comprise entre 5,3 et 5,8 sur l'échelle de Richter pourrait se produire en Grêce dans une dizaine de jours. C'est ce qu'affirment trois scientifiques grecs qui ont mis au point une technique de prévision (VAN) fondée sur les variations électriques de la croûte terresques. L'origine de ces signaux est mai comprise selon le vulcanologue Haroun Tazieff, qui a rapporté la nou-

valle en métropole et précise que ce tremblement de terre « pourrait avoir lleu au sud de Corfou ou bien dans une zone située dans le goife de Connthe, non loin de Patras ». Cette technique de prévision est e efficace \$ 90 % », affirme M. Taziett, qui raopelle qu'il a participé en février dersignaux et que le séisme annoncé s'est produit dans la zone prévue neuf jours plus tard ».

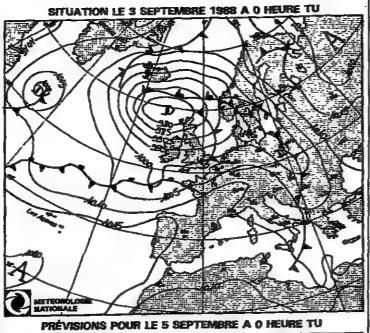
Médecine

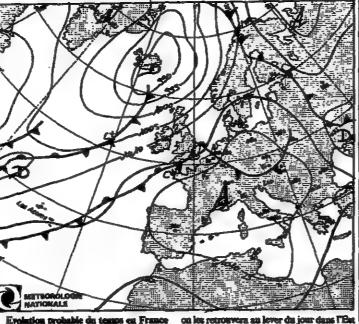
Stimulateurs cardiaques défectueux

Une compagnie américaine de fabrication de stimulateurs cardia-ques, Cordis Corporation, vient d'être condamnée par un tribunal de Washington à payer de très importantes indemnités. Ses quatre principaux dirigeants se voient accusés en outre devant une cour criminelle de malfaçons, de mensonge délibéré au par imprudence. L'accusation réclame trois cents ans de prison et une amende de 2 millions de dollars (plus de 12 millions de francs). Les mulateurs concernés ne sont plus sur le marché mais la firme en question n'a averti les praticiens et les utilisateurs que longtemps après la découverte des malfaçons conduisant à des arrêts cardiaques brutaux. Ses dirigeants avaient, an outre, concerné (la Food and Drug Administration) un rapport falsifié sur la nature des stimulateurs.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 septembre à 0 heure et le dientuche 4 septembre à 24 heures UTC. Persistance d'un flux perturbé d'Osser rapide sur le nord du pays. Mais avec le hause du champ de pression, l'activité des perturbations va diminuer.

La journée débutera généralement sous les mages, maigré quelques trouées dans la griscille (surtout au nord de la Seine). Il nieuwers em peu cè et ils.

La tendance de la journée sera à l'acalmic de la pluie et au développement d'éclaircies. Le ciel restera chargé en Lor-raine et Alsace, Franche-Comté, Bourgo-gne, Auvergne et Rhône-Alpes; alors que les éclaircies deviendront belles près de

et le Centre-Est, où elles cesseront assez vite. Mais un nouveau passage de phile — moins fort que samedi — touchera dès la matinée la Bretagne, la basse Normandie, les pays de Loire. Ces pluies se décaleront assez vite vers l'Est et le Nord-Est, et alles touches. s'attémant progressivement ; elles touche-ront au passage le Bassin Parisien et le Cen-tre, pais la Bourgogne et la Champagne.

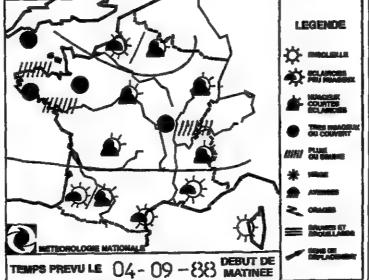
Le vest, de Sud-Ouest, sera eucore assez fort près de la Manche et près de l'Atlanti-que. Les températures : le matin il fera généralement entre 10 et 12 degrés ; l'après-midi, 17 à 21 degrés au nord de la Loire, 22 à 25 degrés plus au Sud.

Les régions méridionales - au sud de Les grosses pluies qui sévissaient samedi le pays.

Les grosses pluies qui sévissaient samedi le pays.

Les grosses pluies qui sévissaient samedi le thermomètre indiquera entre su nord de la Loire asnost traversé le pays.

26 et 28 degrés.



TEMPÉRATURES muxima - minima et temps observé in 03-09-1988 Valeurs autrimes relevies some le 02-08-1988 à 6 heures TU et le 03-08-1988 à 6 heures TU

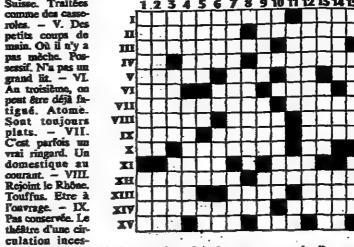
	_	_	_			_	_	_			_	_	_
1	RAI	ICE			70UIS	20	13	P	LOS ANGI	15	24	17	D
				_	TOULOUSE	20	18	D	III DO	₩G	16	- 8	A
AIACCIÓ		至	14	Č	MINISAPITE	32	23	Ď	MADED .	*****	27	10	D
MARRITZ .		19	12	Ð			_		MARLAND	OT	32	19	D.
BORDEAUX		21	13	C	ETRANGER		NEXTOO .		23	14	ě		
DOUBGES .		20	13	Ç	ALGER	33	20	D.	MEAN		*	12	Ň
麗斯		17	12		ANSTERDAN	17	18	0	MONTREA		3	16	Ĉ
CAEN		17	11	· P	ATHENES	32	23	N			_		- 1
CERTIFIE		16	11	P	BANGKOK	34	27	N	MOSCOU.		21	10	В
CERMONE		19	10	Č	PARCELORE	30	22	D	NADROSE,		25	15	C
DUON		18	12	Ċ	HELERADE	33	14	Ď.	HEW-YOR		27	19	D
GRUEE		20	10	N	SERLIN	17	11	Ñ	0520		16	13	P
LILLE		17	11	A	MUSIUS	iii	11	Ċ	PALMADA	WAL	30	16	D
LIMOGES .		17	11	C	LE CAIRE	36	21	מ	PÉKUT	********	29	20	0
LYON		20	11	N	COPENEAGUE	18	13	č	100-06-JA		30	12	F
MARKETLLE		25	13	N	DAKAR	79	27	Ň	HOME		29	is	ā
NANCY		18	10	P	DELHI	37	28	D	SUFGAPOR		28	23	Ā
KANTES		18	14	P	DIERBA	39	77	0	STOCKHO		12	16	-21
NCE		25	18	N	GENEVE	39 19	_	- 1	SYDNET .		22	12	- 1
MASHUH		18	12	ľ		31	11	A C				_	D
PAU		12	10	D	BONGEONG		24	-	TUESTO		28	23	C
PERPORAL		26	16	N	STANSUL	28	19	Đ	TUNE		40	21	D
LEIVES		19	13	P	JERISALEM	28	16	D	VARSOVE		24	16	A
21-EIIEM#		29	10	N	LISBONNE	23	LS	D	TENSE		23	12	D
STIASTOCI	W	19	12	A	LORORES	17	11	P	TERE.		23	12	Ð
A	- 8		-		D 8		C		P	-	٦	*	
	_	' I	- 3			.	•	, I			- 1		- 1
Section 2	perm	me	ci		तंदी तंद वेद्युक्त सम्बद्ध		013	8 =	phic	tempã	le	neig	∞
						_					_		_

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : houre légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4823 HORIZONTALEMENT

I. Peut être grave quand il y a beaucoup de vaisseaux qui coulent, Arrête ceux qui respectent le code. — II. Où l'on a mis beaucoup de sauce. Bon à tirer. — III. Nom qu'on peut donner à un blea. Un petit perroquet. — IV. Pronom. En



sante. Lisière. - X. Le pres avait la plus grosse part. Oit l'on peut en voir de toutes les couleurs, Divinité. — XI. A des propriétés astringentes. Elément d'un cercle. — XII. Qui ont donc bon dos. Faire des réserves. - XIII. Pour amener l'eau an moulin. Une voie navigable. N'ondule pas naturellement. -XIV. Qui peut facilement tourner. A poils. - XV. Pour eux. Pas aléaare. Repoussa du pied. Un peu

VERTICALEMENT.

1. Pent-être marquée par celui qui est en train de peser. Que l'on a donc pu transporter. - 2. Un spécialiste des expositions. Le premier supprimé. — 3. Un petit grain. Mise en balance. Des vallées englouties. — 4. Une plante voisine de la gesse. Penvent être tirées quand on passe le savon. - 5. Moins lourd quand il est maigre. Sorti. A deux côtés. Cir-culajent à Rome. – 6. Pas imagi-naire. A la mode. Comme du moût additionné d'alcool. Tête de Turc. -7. Pour les voir, il faut de bonnes iunettes. On allume quand il descend. - 8. Penvent être tirées d'une cruche. Pronom. - 9. Ne sont

reçues. Un caractère d'autrefois, Fils de Jacob. - 10. En France. Un mot-clé. - 11. Crier comme un innohomme devant qui on reste souvent la bouche ouverte. - 13. Celui qui doit payer. Un poulet particulière-ment dur. Est plus piate qu'une vieille. – 14. Un disciple de saint Vincent de Paul. Circule à l'étranger. Choisis comme des domiciles. -15. Saint. Une mère et son enfant. Sur le bassin d'Arcachon.

Solution de problème xº 4822

I. Vanneurs. - II. Emiette. -III. Ronéo. Pal. - IV. Mua. Icare. - V. Ors. Lasso. - VI. Sel. En. -VII. Lotus. An. - VIII. Ubac. Cric. - IX. Rétro. Ecu. - X. Es. Edit. -XI. Serre-tôte.

1. Vermoulures. - 2. Amour. Obèse. - 3. Ninas. T.A.T. - 4. Née. Sucrer. - 5. Etoiles. Ode. - 6. Ut. Cal. It. - 7. Repas. Arêts. - 8. Arsenic. - 9. Héon. Cure.

GUY BROUTY.

30 de 3de savado y la

有声動物 こんじゅう

THE PERSON NAMED IN

111-14-11-11

Programme Contraction

Sea Cong Berry

A INT THE PARK

1 m . 30 tare 197

September 1

The Ties white

Take to the same

S In Section 16

Mr. Jakes Me

The second second

 $(a) = \{a_1, a_2, \dots, a_{n-1}, \dots, a_n\}$

100

170

Le Carnet du Monde

Philippe BOYER-COULLAUT, Flarence PIJAUDIER-CABOT, Chaire et Jérémie.

le 30 août 1988.

— M. et M™ Jackie CRASSON, M. et M™ Jacques LECOMPT, sont heureux de faire part de mariage de leurs enfants

Brigitte et Thomas,

oflébré le 3 septembre 1988, à l'agre.

16, avesne Rapp, 75007 Paris. 7, cité Martiguac, 75007 Paris.

Décès ~ Chillens-sur-Marne.

M= Monique Grobier, M.— Mounque Grana,
ass enfants et petits-enfants,
Le colonel et M.— Pierre Marrand
laurs enfants et petito-fille,
M. et M.— Philippe Cesselia,

lours enfants et petits-enfants, M. et M= Bernard Cosseila M. et M Serge Ferquel.

leurs enfants et petit-fils, M. et M. Dominique Mi et lears enfants, M. et M. Etimos Twinichtchmko

es lents fils. Et toute la famille,

out la tristesse de faire part du rappei à

M" Henri CESSELIN, occ Arms Hoursday

leur mère, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur, belle-sœur et

décédée le 2 septembre 1988, à l'ige de quatre-vingr-six ant, masie des secre-ments de l'Egise,

et vous priest d'assister ou de vous unir d'mantion à ses obsèques, qui seront célébrées le lundi 5 septembre, à 16 heurs, en l'église Saint-Alpin, à Châlom-sur-Marse.

Le présent avis tient lieu de faire

18, boulevard Vaubeco 23, allee Paul-Doumer, 51000 Chilone - Al et Gaston Cogne,

ses parents,
Laurence Coune, SE STRUC,

Alain Cogne, son frère,

Son épouse Claudine Et leurs enfants Blodie et Alain,

sa tante, Amie Grandianin et Patrice Canchetier, ses meilleurs amis, out l'immense douleur de faire part du

décès le 2 septembre 1988, à Paris, après une longue et cruelle maiadie qu'il a supportée avec un très grand courage,

Giber COGNE, dit Gilles Fournits, journalists.

Il seca incinéré à Paris.

29, ree Lamartine, 75017 Paris.

- Le recteur de l'université de Et le doyen de la faculté des lettres, ont le profond chagrin de faire part du décès du

professeur Henry JOLY,

nominé par appel en 1983 pour essel-gner à Genève la philosophie antique.

L'inhumation a en lieu à Venon-par-Remersiements

Mª L'Her, très touchée des nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de son mar;

M. Yees L'HER,

remercie vivement toutes les personnes qui se sont associées à sa peine.

Nos abounés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du - Carnet du Moode -, sout priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandas pour justifiar de cette qualité.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T. histertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blence). Les lignes et capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Pans. : 42-47-95-03.

Jakon restator vas contribe

the same of the sa 化化大力 计 大病病 野養

4

Et Liased nis, les esses infla THE PERSON NAMED IN Sh mann 1 Hair Par un today

MORTINE - 42

MAKEDINTAL FALL

and it ye bestere:

A B ON I SEE STATE OF THE SEE

T\$14567518

region of the same

Tring - Com

Seal to come with

Bentante attent er Sa

in terms for press of the second seco

Mi - in u come pe

See The See See See

and and the said

Selficial to print

As North Albert

IN Asset To which

 $\omega: V \to \mathbb{R}^n \to \mathbb{R}^n \to \mathbb{R}^n \times \mathbb{R}^n$

\$17 (1) 10 10 80 - 644

15 (C) 124 (A)

14 (C.B.

No Syntalia a

net du

and the exercise

ML 4774.

M. 24

1 43 134 1 4 4

Margarette de Calabata

man of American

National Control

新森 中 医外部性炎

■ Profes | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100

b. be the print place of the file

Bridge of the transfer form

196 - 1967 - 1974 P. 1984

e e transmitte

والمستنفظ فالمراء والماران الماراني

Marie Commence (Section)

come at the case where the

Martin a control of the second

Lorent Control of the Control of the

Company of the Compan

CARNET DUM

Marie Park Control of the Control of

Selections of the selection of the selec

W. York: Will

... E.

487 Au 1 1

Ferre

mitaret imme

age that we have a

Terrest to a per page 1.

The transport design of

6.38m (90°E

Apr. 1870

100

1 (12) * 1 1 (12) 1 (1)

gent Conner & La ber La ber

Economie

AFFAIRES

Le groupe Tapie les raquettes Donnay

Le groupe de l'industriel français Bernard Tapie a été choisi par les pon-voirs publics à Bruxelles pour reprendre la société belge Donnay, premier fabri-cant européen de raquettes et munéro trois mondial, déclarée en faillite le 19 août dernier et qui employait trois cent cinquante personnes.

cent cinquante personnes.

L'exécutif de la Région wallonne (gouvernement de la partie sud de la Belgique), qui devait choisir entre trois candidats repreneurs — les français Tapie et Frey, ainsi que le belge City 7, — a finalement accordé, le 2 septembre en fin d'après-midi, sa confiance à M Tapie.

M. Tapie.

Pour être définitive, cette décision doit encore être emérinée par les curateurs (équivalents beiges des syndies français) désignés par le tribunal de commerce de Dinant lors de la mise en la mise de la mise d faillite sur aveu de cessation de paie-ment de Donnay. Il semble néanmoins ment de Donnay. Il semote neatmininas peu probable que les curateurs se pro-noncent différenment car les deux autres candidats avaient également sol-licité l'appui financier de la Région

wallonne.

Dans la nouvelle société Donnay, au capital de 300 millions de francs respecté (50 millions de francs irançais), Bernard Tapie disposera de 51 % des parts.

M. Albert Frère, patron du Groupe Bruxelles-Lambert (GBL, deuxième holding beige) en aura 20 %, tandis que le solde, soit 29 % appartiendra à la Région wallonne, qui détenait déjà 27 % de la société.

Le candidat Tapie était notamment le favori des syndicats. Le 29 août, plu-sieurs délégnés syndicanx s'étaient rendus à Nevers afin de visiter la société Look, fleuron du secteur sport du groupe Tapic.

En échange de leur soutien, les syndicats out obtem des garanties pour l'emploi. M. Tapie s'est ainsi engagé à reprendre cent vingt des trois cent cinquante travailleurs de Donnay. Une clause prévoit une indemnité de 200000 franca belges (30000 franca français) par travailleur licencié audessous de ce plancher.

M. Vincent Boiloré vient d'ache

TRANSPORTS

la mise en place d'un montage finan-cier complexe; à cette occasion,

cier complexe; à cette occasion, il s'entoure d'alliés solides et

Le maire de Lille défend le tracé du TGV-Nord. — M. Pierra

Mauroy s'est montré agacé par la

polémique et la pression entretenues

par les élus d'Amiens et de Picardie

au sujet du TGV-Nord. « Il y a des

limites, a-t-1 déclaré. Il ne faut pas

que cette opposition dégénère en

jusqu'au-boutisme. La région Nord-

Pas-de-Calais ne pourra admettre

que certains veuillent lui porter préju-

dice... Il s'agit d'un TGV reliant des

villes-capitales : le TGV-Nord ne peut

méconnaître Lille, qui est au point d'intersection des trajets entre les

trois capitales, Paris, Londres,

Bruxelles... Il faut respecter la logi-

que TGV : ce train ne peut s'arrêter

Une «première» en France

L'Aérospatiale et Dassault-Breguet s'associent pour concevoir un avion de patrouille maritime

La société Aérospatiale et le groupe Dassault-Breguet ont décidé d'unir leur savoir-faire pour la conception, en coopération, d'un nouvel avion de patronille maritime principalement destiné au marché étranger. C'est la première fois que les deux constructeurs francais œuvreront ensemble au déve-loppement d'un appareil militaire

Dénommé «ATR-AMD Petrel 42-72», ce programme associe la cellule du contimoyen courrier civil ATR, produit par l'Aérospatiale en collabo-ration avec la société italicane Aeritalia, au système d'arme et de détection

ia, au système d'arme et de détection que le groupe Dassault-Breguet a mis au point pour l'avion Atlantique-2.

A l'origine, l'Atlantique-2 est un biturbopropulseur (de la taille approximative de la Caravelle) de patrouille maritime que l'aéronavale française a commandé pour remplacer ses appareils Breguet-Atlantice en service depuis 1967. L'Atlantique-2, qui commencera d'être opérationnel après 1990, sera capable, outre des missions traditionnelles de renseignement et de recherche en mer, de s'en prendre à des navires de surface ou à des sousmarins adverses grâce aux missiles airsurface AM-39 Exocet ou aux torpilles dont il sera armé. Par rapport aux dont il sera armé. Par rapport aux Breguet-Atlantic, cet appareil, qui dispose d'un système automatique d'armes et de détection, est en quelque sorte un véritable ordinateur et PC

L'aéronavale française a estimé ses sesoins à quarante deux Atlantique-2. Mais l'avion est cher : un rapport perlementaire évalue l'exemplaire à 500 millions de francs en opérations (taxes et environnement logistique compris). A ce jour et depuis 1985, la

(10%) et d'autres partenaires.

En bout de chaîne, Albatros

Investissement, à son tour, détient 25 % du capital de Bollore Techno-

logies, la holding qui a en porte-feuille toutes les participations du

groupe et qui est cotée sur le second marché à la Bourse de Paris.

Compte tenu des actions détenues directement par la famille Bolloré dans cette holding (25% du capital), des auto-contrôles et du sya-

tème de holdings en cascade,

M. Vincent Bolloré devrait pouvoir

M. Bolloré renforce son contrôle

sur son groupe

Afin de conserver le contrôle de son groupe, en plein développement (15 000 personnes un chiffre d'affaires de plus de 15 militards de france dans des secteurs assis varies que les papiers spéciaux, la distribution de combustibles ou le voyage), M. Vincent Bolloré vient d'achever

pas certain que son budget, compte tenu de ses antres ambitions, lui per-mette de réaliser l'objectif prévu.

mette de réaliser l'objecti previ.
Si l'Allemagne fédérale, l'Italie et le
Pakistan sont parvenus, dans le passé,
à acquérir eux aussi des avions de
patrouille maritime Breguet-Atlantic en même temps que la France, la situation pourrait être différente pour ce qui concerne l'exportation éven-tuelle de son successeur, l'Atlantique-2, jugé trop lourd et trop performant à

Divesifier la gamme

Dans ces conditions, l'idée a pré-valu, à l'Aérospatiale et chez Dassault-Breguet, d'un programme complémentaire et financièrement plus accessible qui permettrait de diversifier la gamme des avions de patrouille maritime. Le projet consiste à embarquet taut en projet des maritimes de la consiste de la cons maritime. Le projet consiste a emodr-quer tout ou partie des matéries de navigation, de détection et les arme-ments de l'Atlantique-2 à bord d'une cellule de l'avion de transport régional ATR-42 (ou sa prochaine version allongée » ATR-12). Les industriels associent ainsi deux programmes déjà en production et éprouvés commercialement pour réduire leurs dépenses.

L'ATR-42, qui transporte de quarante à cinquante passagers sur des étapes de 1 500 kilomètres à la vitesse de 500 kilomètres à l'heure, a été commandé, à ce jour, à deux cent soixante-huit exemplaires par trentesept clients différents. Le centième
appareil vient d'être livré. L'ATR-42
appartient donc à une famille d'avions
qui se répand dans le monde des compagnies sériennes régionales, ou

D'un poids qui devrait être grosso modo trois fois moindre que celui de

marine en a commandé seize, et il n'est. l'Atlantique-2, le nouvel avion de surveillance maritime devrait tenir l'air entre sept et dix heures d'affilée, au lieu des quinze heures, en moyenne, qui sont attribuées au successeur du Bregnet-Atlantic. Ces performances intéressent des pays dont la sûreté des approches maritimes requiert des iroutiles plus courtes sur zone.

Entre l'Aérospatiale et Dassault-Breguet, dont les relations n'ont pas toujours été au beau fixe, le principe d'une coopération est aujourd'hui acquis sur le programme Petrel 42. Les discussions portent actuellement sur la répartition des travaux entre les deux constructeurs et sur l'évaluation des coûts à leur charge. Selon de pre-mières évaluations de source industrielle, le marché à l'exportation pour ce nouvel avion de patronille maritime est estimé à plus de cinquante exem-plaires sur une dizaine d'années.

JACQUES ISNARD.

 Pour un secrétariet d'Etat à l'aviation civile. — M. Michel Inchauspé, député RPR, a souhaité, le vendredi 2 septembre, que le gouvernement se dote d'un secrétariat vernement se coue a un sezetatat d'Etat à l'aviation civila, comme c'était le cas autrefols. Lors d'une conférence de presse, le député, qui est rapporteur du budget de l'aviation d'une la civile de l'aviation de la conférence de l'aviation de la conférence de tion civile, a estimé que le ministre des transports et de la mer, M. Michel Delebarre, svait suffisamment à faire avec les problèmes de la SNCF. « Il faut redonner à la Direction générale de l'aviation civile les moyens de contrôler ce qui vole en France. Elle est petit à petit devenue que ce sont les préfets qui autorisent les vois de démonstration comme à Hebsheim », a-t-il indiqué.

A l'occasion d'une opération originale mais complexe

La Société générale, le troidème groupe bancaire français, privatisé à l'été 1987, a annoucé, le residredi 2 septembre, une ération destinée à loré. Le reste du capital se répartit entre la banque Lazard, la banque Arjil ainsi que la BNP et le Crédit lyomais. Cette Financière de l'Odet possède à son tour 51 % du capital d'une autre société. Albatros Inves-tissement. A côté de la Financière, on retrouve les AGF. eni en renforcer, à terme, ses fonds propres. La banque va émetire 2,835 milliards de francs d'obligations convertibles en actions, assorties de bous de souscription on retrouve les AGF, qui, en échange de 8 % des actions de Bol-loré Technologies, ont acquis 35 % d'Albatros, mais également Fiat d'actions.

Interrogé sur les avantages d'un retour an secteur privé, M. Marc Viénot, le président de la Société générale, avait toujours mis en avant la possibilité qu'a une entreprise privée de recourir aux marchés financlears pour accroître ses fond propres, ses moyens de développement donc. Depuis la privatisation de sa banque, à l'été 1987, il n'avait pas en l'occasion de profiter de cette opportunité. Vendredi 2 septembre, la banque a annoncé, par un communiqué, une importante opération finanpoursuivre son développement sans avoir à se préoccuper d'éventuelles attaques inamicales. cière qui lui permettra de « renfor-

L'opération apparaît certes complexe, « une première de ce genre réalisée sur le marché français », commente la banque. Il s'agit d'une émission de 2,835 milliards de francs d'obligations convertibles en actions, assorties de bo cription d'action. Ce sont ainsi émises à 450 F avec un intérêt annuel de 6% et une durée de vie d'un peu plus de sept ans. Chaque tion permettra de bénéficier en plus d'un bon de souscription donnant la possibilité d'acquérir une autre action de la Société générale au prix fixe de 450 F entre le 13 octobre 1988 et le 15 novembre 1991.

Complexe, l'opération permet à la banque de satisfaire à plusieurs de

Opportune, cette opération don-nera ensuite à la banque la possibilité de renforcer, à terme, ses fonds propres. En effet, si toutes les obligations sont converties en actions et si tous les bons sont exercés, les fonds propres de la banque pourront être portes de 25 milliards de francs actuellement à plus de 30 milliards de francs. Ce renforcement des fonds propres va permettre à la banque d'envisager plus sereinement des possibilités de croissance externe et d'assurer sans grande difficulté le respects des ratios prudentiels, notamment celui qui s'imposera à partir de 1992, à l'issue des travaux des banques centrales, le fameux ratio Cooke.

SOCIAL

Emploi précaire: deux embauches sur trois en 1986

L'emploi précaire gagne du terrain depuis dix ans tandis que les embauches se réduisent, selon une étude de l'Institut Adia, publiée par Gestion sociale le vendredi 2 septembre. En effet, en 1986, le total des embauches s'élevait à 163 170, de l'ordre de 9,85 % des effectifs des entreprises, contre tifs des entreprises, contre 190 346 pour 1 837 773 em-plois en 1979 (10,35 %); les contrats à durée déterminée, qui ont représenté une embauche sur deux jusqu'à 1983, en représentent deux sur trois (65,07 %) en Quant aux « sorties » des

entreprises, elles se sont eccues, surtout depuis 1984 :

les départs, qui représentaient 11,5 % des effectifs jusqu'à 1983, ont monté jusqu'à 13,9 % : cette augmentation est liée à la fin de contrats à durée déterminée, qui représentaient un départ sur trois en 1986 contre un sur cinq en 1979 ; les départs en retraite et préretraite se sont stabilisés aux alentours de 7 % à 8 % ; la part des licenciements, qui s'élevait à 15,6 % des départs en 1979, a diminué jusqu'à 1983, mais est remontée ensuite pour atteindre 21,07 % en 1986, la poussée ayant précédé la suppression de l'autorisa-tion administrative de licencie-

Procédure de révocation contre le président de la caisse d'assurance-maladie de Seine-et-Marne

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la sécurité sociale a engagé une procédure de révocation contre le président de la caisse primaire d'assurance-maladie de Seine-et-Marie, M. Paul Hebras, un syndicaliste de Force ouvrière, a annoncé le ministère le venouvrière, a annonce le ministère le ven-dredi 2 septembre dans un communi-qué, tandis qu'une procédure de retrait d'agrément a été engagée contre le directeur, M. Serge Billon, quarante-six ans, et le directeur adjoint, M. Christo-phe Billon, para la contre le directeur adjoint, M. Christo-phe Billon, quarante-six phe Pillay, trente-neuf ans. Ces déci-sions ont été prises à la suite d'« un référé de la Cour des comptes mettant en lumière de nombreuses et graves irrégularités dans la gestion de la caisse », précise le commu

Conse », precise le communique.

Ces « graves irrégularités » concerneraient la passation des marchés faits
dans des conditions singulières avec des
entreprises dans lesquelles le président
et se famille avaient des parts. La Cour
des comptes a saisi le procureur de la

République.

L'affaire est partie de la caisse de Sécurité sociale des Français de l'étranger, dont la gestion était essurée par ceile de Scinc-et-Marne. MM. Billon et Pillay, qui occupaient les mêmes posses dans les deux caisses, ont été incardérés respectivement les 17 et 19 mars, et inculpés de «trafic d'influence» à propos d'un achat de matériel informatique à un prix (environ 2 millions de francs) jugé trop élevé. La Cour des comptes avait 300 000 F.

engagé, le 18 avril, à l'initiative de M. Adrien Zeller, alors secrétaire d'Etat à la sécurité sociale, une enquête sur la gestion de la caisse de Seine-et-

MM. Billon et Pillay ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire après quatre mois d'incarcération. D'autre part, la caisse des Français à l'étranger a été détachée de celle de Scino-et-

 Les salariés d'une entreprise portent plainte contre leur amployeur. — Les trente-sept sala-riés de l'usina Bal Tronics de Camay (Haut-Rhin) ont décidé d'intenter une action judicisire contre leur employeur qui n'a pas encore payé les salaires d'août. Selon eux, l'établissement n'a plus ni directeur, n' fondé de pouvoir, ni ingénieurs, depuis la mi-août, et la direction veut le farmer. L'entreprise, une filiale d'un groupe canadien, spécialisés dans la fabrication d'antennes pour la réception de télévision per satellite aurait perdu 10 millions de francs en 1987. La cirection générale a décidé de rapatrier au Canada daux robots pour satisfaire une commande, mais ces deux robots sont bloqués à l'aéroport de Roissy en vertu d'une saisie arrêt faisant suite à la plainte d'un créancier pour un impayé de

La Société générale

va augmenter ses fonds propres

cer, à terme, ses fonds propres ».

millions d'obligations qui sont obligation pourra être convertie en actions à partir du 13 octobre et pendant toute le durée de vie du titre. La souscription d'une obliga-

ses objectifs. Tout d'abord, elle est réalisée à un moment opportun. Alors qu'existent des liquidités, les appels an marché restent encore rimides en ce mois de septembre en France. Le cours de l'action de la Société générale, qui avait beaucoup souffert de la désaffection à l'égard des titres des sociétés financières, s'est très nettement redressé durant l'été. Après un plus bas à 265 F, le titre de la Générale terminait vendredi 2 septembre à 407 F, retrouvant ainsi son niveau de l'offre publique de vente. L'importance des transactions sur le titre cet été laisse penser que la banque elle-même n'est pas étrangère à ce redresse-

L'opération, qui permet aussi un étalement dans le temps des appels au marché, ne devrait pas enfin provoquer une dilution de l'actionnariat de la Société générale. Les actionnaires actuels - notamment ceux du noyan dur - sont en effet prioritaires, l'émission leur étant réservée entre le 5 et le 23 septembre.

POINT DE VUE

Une autre dimension de la politique

par Roger Burnel président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) N discute de la capacité des

Français à se réconciller. La France n'est pas en guerre civile ! Il faudrait davantage craindre que les Français ne soient de plus en plus nombreux à se désintéresser des affaires de la France, qui sont pourtent les leurs. Il n'y a de pire danger, pour la démocratie, que l'abandon des élus par leurs électeurs dès le lendemain de l'élection. Les corps intermédiaires que sont les organisations socio-professionnelles et les forces associatives ne sont pes de même natura que les pouvoirs politiques, mais elles réinsèrent en permanence les réalités du terrain et du quotidien à la vie politique et à le démocratie. Si le peuple veut préserver son autorité - selon l'étymologie du mot démocratie, - qu'il ne se mette jamsis en congé de responsa-

La confrontation des idées est le premier facteur du débat démocratique, sous la condition de respectar les différences et d'avoir toujours comme objectif prioritaire de conforter les valeurs humanitaires de liberté et d'égalité des droits pour tous les hommes. La démocratie ne procède pas de la soumission des faibles aux plus forts. Le respect du suffrage universel est autre chose.

Pauvreté et discours

Les responsables politiques de bonne volonté acceptent de tomber le masque des campagnes électoales devant l'intérêt de la France et ses responsabilités communautaires et internationales. On ne renie pas son identité en reconnaissant qu'on approche la vérité, au plus près, orsqu'on ne néglige pas la vérité des autres. Il est vrai que la rigueur est condi-

tion d'efficacité. La gestion des entreprises et le gouvernement de l'Etat et des collectivités en ont besoin : compétitivité devant la concurrence, utilisation des ressources budgétaires, service meilleur des usagers, sécurité... Pourtant, la rigueur ne peut pas prendre ses distances avec la solidarité qui n'a pas simplement valeur d'équilibrage ou d'accompagnement, comme la ferait

une sorte d'« infirmerie » réparant s posteriori les erreurs et les excès dus à l'orgueil at à l'imprévision. Il s'agit d'un droit directement lié au droit à la vie selon les principes des droits de l'homme. Sinon qu'en serait-il de la justice et, avec elle, de l'égalité entre tous les hommes ?

Le prochain débat sur le minimum d'insertion ve montrer, au Parlement et ailleurs, à quelle distance, en deçà et au-delà du discours sur le pauvreté, nous saurons individuellement et ensemble nous situer. On trouve toujours des excuses aux orientations fiscales (inégalités pour les uns, nécessités pour d'autres), qui, en fait, traduisent le niveau de courage civique et social des citoyens. Pour nécessaires que soient les gestes individueis de générosité, ils ne combattront pas la pauvreté absolue dans ses forces vives.

Il est nécessaire de s'attaquer à ses causes et de modifier radicalement les mentalités. Marginalisées ou exclues, les personnes et les families en situation de grande pauvreté doivent être rétablies dans leurs droits fondamentaux : droit à la qualité de la vie, à l'emploi, à la formation, à l'expression, à l'informa-tion, à l'exercice de leurs responsabllités, à la protection sanitaire et sociale... Passer de l'assistance au Si les responsables politiques

cherchent un terrain commun, nous leur suggérons celui de la politique familiale. Aujourd'hui une approche consensuelle existe que nous acceptons sous la condition que le droit de fonder une famille soit ouvert à tous dans la liberté, puisque la famille est un droit universel des hommes, des femmes et des enfants. Originellement, des partis politiques ont fait de la politique familiale leur priorité : c'est leur honneur de n'avoir jamais dévié. D'autres partis ont évolué couragausement vers une analyse positive des réalités et des responsabilités familiales : c'est aussi leur honneur d'avoir réussi et montré leur

La famille, cette autre dimension de la politique, constitue l'un des leviers pour relever les défis qui sont devant nous, non pas comme une sanction mais comme un espoir : celui de l'équilibre démographique et de l'accueil réciproque des âges, celui de la formation, celui de la responsabilité et de la solidarité.

ETRANGER

Hausse du nombre des sans-emploi en août

Aux Etats-Unis, les effets inflationnistes d'un chômage encore faible restent limités

Avec 226000 chômeurs en plus, le taux de chômage a progressé de 0,2 point aux États-Unis, en août. Après être passé de 5,3% en juin — son plus bas niveau depuis quatorze ans — à 5,4% en juillet, il a atteint 5,6% en août. Ce chiffre, rendu public le jeudi 2 septembre à Washington par le département du travail, confirme le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis.

L'indice du chômage américain est, à son tour, entré dans les zones de surveillance rapprochée des marchés financiers et l'annonce d'une remontée du nombre des chômeurs à 5,6% de la population active, en juil-let, contre 5,4% un mois plus tôt, a suffi à rassurer, momentanément, ceux qui scrutent tout signe de ce inflationniste, de crainte résurgence inflationnesses le réagir de voir la Réserve fédérale réagir de voir la Réserve fédérale réagir par un nouveau resserrement de sa politique du crédit. Le président de l'Institut d'émission américain, M. Alan Greenspan, avait récemment alimenté ce type de préoccupation en laissant entendre qu'un chômage très faible, annonciateur de tensions sur les salaires, devait être surveillé de près. L'évolution des

derniers mois illustre pourtant les limites de ce type de risque.

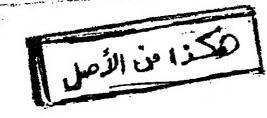
Plusieurs facteurs se conjuguent pour jouer en faveur d'une modéra-tion persistante des salaires en dépit de l'apparition de cas de pénurie de main-d'œuvre. Comme en Europe, la perte d'influence des syndicats en fait partie. Elle a été renforcée, outre-Atlantique, par les consé-quences de la déréglementation quences de la dereglementation introduite à marche forcée par le président Ronald Reagan et, durant les années 1981-1986, par la flambée du dollar donnant lieu à une concurrence accrue des produits étrangers et pesant sur leurs coûts. Contrairement à d'autres pays

industriels, le salaire minimum ne constitue ni une référence ni un risque d'engrenage de hausses des salaires. Seuls, 5 % des salariés américains sont reduits à cette portion congrue. Heureusement, car ce salaire minimum, gelé depuis 1981, a perdu depuis lors le quart de sa valeur récile. Enfin, les salaires dans les services, un secteur dont le rôle a été essentiel dans les impressionnantes créations d'emplois aux Etats-Unis, sont sensiblement moins élevés que dans l'industrie.

L'ensemble de ces éléments a permis l'instauration d'un cercle ver-

meux : en dépit de la forte crois sance des années 1983-1985, le salaire horaire des employés, par exemple, reste anjourd'hui légèrement inférieur à son pouvoir d'achat de 1973. Economiste dans les services de recherche du Congrès, M. William Cox indiquait, dans le Wall Street Journal, qu'il a fallu aux Américains « travailler plus et plus longtemps » pour parvenir à accroître de 0,7 % par an leurs revenus, en termes constants, entre 1973 et 1987. On dénote, bien sûr, des régions on des branches où les tensions salariales se font plus

La fin du baby-boom et une croissance annuelle de la population active limitée à 1,2 % d'ici à l'an 2000 constituent également une mise en garde. An cas où le dynamisme de l'économie persisterait longtemps, les pressions d'une maind'œuvre moirs nombrense finiraient par se faire sentir sur les salaires. Un constat qui pousse les spécialistes à appeler à une réflexion sur l'avenir à moyen terme mais qui, dans un premier temps, ne leur fait pas tirer la sonnette d'alarme inflationniste.



the Wind the April

STRETATE ET DELIGATAME

Détente américal

Revue des valeurs

Bons débuts du marché des « futures » à la Bourse de Tokyo

An contact des marchés étran-

gers, sur lesquels leur présence se fait sentir de plus en plus fortement,

les grands investisseurs japonais se som familiarisés progressivement avec les instruments et les techni-

ques de converture à terme. C'est le

cas dans le domaine des changes, où

la leçon fut sévère à la suite des

énormes pertes euregistrées depuis septembre 1985 sur les placements

en dollars. Le marché des options de

changes connaît actuellement un développement spectaculaire à

La Bourse nippone, qui a volé de

record en record depuis cinq ans, a réalisé au moment du krach boursier

d'octobre que les meilleures choses avaient une sin. Les techniques de

converture devaient devenir accessibles aux investisseurs institutionnels dont le poids est prépondérant sur le marché, sous peine de compromettre son équilibre et son statut internatio-

Le ministère des finances a cepen

dant souhaité une interprétation

prudente de la réforme législative qui a ouvert la voie, au printemps

dernier, à la création des marchés de

- futures » sur instruments finan-ciers. Pour le Topix comme le

225 Index d'Osaka, les conditions

d'entrée et de garantie sont plus sévères que sur les marchés étran-gers comparables. Etant donnée la valeur unitaire des contrats, le jeu

est pratiquement réservé aux grands

investisseurs, ou aux épargnants dis-posant de ressources très impor-

Le fonctionnement des nouveaux

marches - futures - sur indice, ainsi

que du marché distinct qui sera créé

par les banques, l'année prochaine,

pour les instruments non boursiers

(taux d'intérêt, devises) doit faire

l'objet d'une revue de détail par les

autorités de tutelle en 1990. Elles

décideront alors des aménagements éventuellement nécessaires. Tou-

BERNARD HAMP.

jours la prudence.

TOKYO Correspondance

Le hasard fait bien les choses. Le temps s'était remis au beau, samedi, au-dessas du Kabuto-Cho pour les débuts du marché des « futures » sur indice boursier du Tokyo Stock Exchange. Certes, il ne s'agissait que d'une demi-séance inaugurale et a tradition japonaise de célébration d'un premier jour (oshugi en japo-nais) a été respectée. Néanmoins, le Topix et son cousin, né le même jour sous le toit du Osaka Securities Exchange (et baptisé 225 index), ont manifesté de robustes dispositions. Le plus bel avenir leur est

A la Bourse de Tokyo, 77 443 contrats Topix à l'échéance de septembre ont été négociés, un volume supérieur à l'attente des pro-fessionnels et tout à fait considéra-ble étant donné le prix unitaire du contrat (plus de 21 millions de yens). Chez les rivaux d'Osaka, on a fait presque aussi bien : 75 000 contrats. Par comparaison, OSF 50, un contrat de « futures » sur un panier de cinquante actions sélectionnées, créé en 1987 par la Bourse d'Osaka lorsque les « futures » sur indices boursiers n'étaient pas encore autorisés au Japon, n'a enregistré que 1 274 tran-sactions samedi.

Outre les achats de bienvenue, les deux nouveaux marchés de - futures - ont grandement bénéfi-cié de l'embellie intervenue sur le marché au comptant à la fin d'une rude semaine. Le net repli du dollar face au yen et à la vigoureuse reprise de Wall Street vendredi ont permis à l'indice Nikkei des 225 valeurs sélectionnées de la Bourse de Tokyo de regagner encore 371,75 yens pour terminer la semaine à 27 488,25 yens. Le contrat de septembre du 225 index d'Osaka, dont le prix est un multiple ds Nikkei (valeur de l'indice multi-pliée par mille), traduisait ce regain d'optimisme, en quotant 27 850 yens à l'échéance de septembre.

Tard venues dans le monde des «futures» en raison de la prudence atavique du ministère des finances à l'égard de ce qui est nouveau, et, qui plus est, d'origine étrangère, la Bourse de Tokyo et sa vicille rivale d'Osaka sont décidées à mettre les bouchées doubles.

Un challenger de poids

l'indice multipliée par dix mille) de l'indice des 1118 valeurs cotées au mptant à la première section du Tokyo Stock Exchange, s'appuie sur la plus importante capitalisation

boursière dans le monde. En se référant au précédent des Etats-Unis, où la valeur des transactions sur le S and P 500 du Chicago Mercantile Exchange dépasse assez largement les échanges au comprant du Now-York Stock Exchange, les autorités de la Bourse de Tokyo estiment qu'il faudra entre un et deux ans au marché de «futures» pour prendre l'ascendant sur le comptant.

Et si le contrat sur indice boursier suit l'exemple du marché de «futures» sur bons du gouvernement japonais, inauguré sin 1985 et devenu très vite le numéro un mondial. Topix s'annonce comme un challenger de poids face au S and

BOURSE DE PARIS

Semaine du 29 août au 2 septembre

Le poids des taux

RISTE temps, triste Bourse. Ce n'est rieu de dire que la rue Viviesme avait ces derniers jours une mine de papier mûché. Pour tout dire, le marché ne s'est pas encore remis de la peur que lui avait causée la semaine précidente le choc des taux. Toujours affaibli par le manque des taux. Toujours affaibli par le manque d'affaires, il a continué d'errer de droite et de gauche sans trop hien savoir où porter ses pas. Une consolation: grâce à la minireprise enregistrée à la veille du weck-end (+ 0,6 %), le bilan hebdomadaire n'a pas été mauvais, avec un score à peu près uni (- 0,2 %). Mais ce résultat n'incline pas spécialement à pavoiser. L'érosion des divers indices, parvenns le 7 juillet dernier à leur plus hant niveau depuis le grand krach du 19 octobre 1987 après en avoir presque totalement effacé tous les effets, n'est pas terminée. En un peu moias de deux mois, les valeurs françaises se nont maintenant dépréciées de 6 % environ. ut dépréciées de 6 % environ.

Pas de quoi fouetter un chat. La Bourse en a vu d'autres. Mais qu'on le veuille ou non, ce glissement témoigne d'une méfiance qui va en grandissant sous les lambris à mesure que s'approche le premier anniversaire de la deuxième plus grande crise financière du siècle et même de l'histoire.

A première vue, l'état de semi-libernation da A presupere vue, retat de semi-miserantial dans lequel se trouve actuellement plongé le marché et qui se traduit dans les faits par l'arrêt à peu près total des initiatives d'achat pent paraître paradoxal. Les nouvelles franco-françaises parvennes cette semaine sous les colonnes out été platôt rassurantes. Voilà que, faisant officiellement ses comptes, qui serout rendes publics à la mi-septembre, le gouvernement Rocard s'est aperçu que l'économie du pays se portait beaucoup mieux que préva. Pour 1988, le taux de croissance sera de l'ordre de 3,5%. Jamais la France n'a fait si bien depuis neuf auts.

M. Bérégovoy l'a canfirmé. Deuxième motif de satisfaction, et non des moindres : le rainistre de l'économie, des finances et du budget a proposé d'allèger la fiscalité des entreprises en abaissant de 42 % à 37 % la taxation des bénéfices rélavestis. L'abondance des recettes le permet. En d'autres temps, la Bourse aurait joyensement grimpé en appressant de pareilles nouvelles. Tout juste les a-t-elle saluées en relevant la tête mardi a-t-elle saluées en relevant la tête mardi (+0,38 %), puis mercredi (+0,45 %). Visiblement, le cœur n'y est pas et le raffermissement euregistré à la veille du week-ead ne change rien au jugement de fond sur l'état d'esprit qui règue rue Vivienne, Après le choc, la peur des taux a incité nombre d'investisseurs à se tenir prudenment à l'écart. Le phénomène n'est pas typiquement français. Sur

toutes les places, New-York et Tokyo notamment, l'activité a singulièrement diminaé. Pourtant, l'actualité monétaire aurait du spaiser un taut soit pen les craintes soulerées par la menace d'une surchanfie outre-Atlantique. Là-bas, en juillet, les principaux indicateurs avancés out buissé de 0,8 % et les commandes à l'industrie de 3,5 %. Mais les boursiers de tous les pays voulaient suns doute avoir des assurances plus solides. Et d'attendre dans un hel ensemble les dernières statistiques américaines sur le niveau de l'emploi publiables vendredi 2 septembre à 14 h 30 (heure de Paris) pour savoir si oui ou non la croissance s'emballait de l'autre côté de l'eau.

Incrovable mais veni : en apprenunt la poussée

de l'autre côté de l'eau.

Incroyable mais vrai : en apprenant la ponnsée du chômage dans le Nouveau Monde (5,6 % contre 5,4 % en juin), le marché parisien s'est redressé, effaçant la plus grande partie de ses pertes initiales (- 0,43 %) pour finalement arriver au point d'équilibre (- 0,65 %). Toutes les antres places firent de même. Un comble, lança un habitné, « la misère fait monter les cours ». Un comble, nou, une absurdité. Un hanquier recount his-même, vendredi soir, le caractère diabolique de la spirale. Mais c'est hien count, la Bourse w'a nes d'âme.

vendredi soir, le caractère diabolique de la spirale. Mais c'est bien comm, la Bourse n'a pas d'âme, encore moins de problèmes métaphysiques.

Reste que ce petit moment d'emphorie passé, la communanté continue quand même de s'interroger sur la politique de crédit des Etats-Unis mais aussi sur celle du Japon placé devant le cruel dilemme de laisser fondre le yen sans réagir ou de stopper une nouvelle dépréciation en relevant le taux de l'escompte au riaque de freiner la croissance interne.

A la veille du week-end, long pour les changes avec le chômage observé lundi prochain aux Etats-Unis pour le Labor Day, beaucoop out encore préféré l'abstinence à l'imprudence. A Paris, la reprise s'est faite dans le vide.

A coup sûr, le semaine écoulée resters parmi les plus creuses de l'aunée avec des moyennes de transactions à peine supérieures à 600 millions de francs. Il est non moins vrai que le poids des taux ne cessera pas de sitôt de peser sur les marchés.

Mais, à se perpétuer, cette situation risque de orter un comp fatal à la Bourse de Paris, dout la fréquentation baisse à vue d'œil avec la dématérialisation des transactions. Un gérant de portefenille a lui-même lancé un cri d'alarme : « SI le nouveau syndic (sic) ne se décide pas à créer rapidement un centre d'animation et de rencontre sur le parquet, il n'y aura ici plus personne à la fin de l'aunée. » Cet appel sera-t-il entendu ?

ANDRÉ DESSOT.

A Bruxelles

Tractebel fait l'objet de nombreuses convoitises

Le titre de la holding belge Tracte-bel, qui domine le secteur énergéti-que en Belgique (électricité, gaz...) et constitue l'un des fleurons de la er constitue l'un de l'estatus de l'estatus de l'objet de mystérieux achats en Bourse de Bruxelles. Ces mouvements, perceptibles depuis le 1º juil-let, ont été particulièrement impor-tants durant la semaine écoulée, 98 775 actions ayant changé de mains en cinq séances contre une moyenne de 25 000 en période normale. En deux mois, ce sont quelque 3 % du capital de Tractebel qui ont été concernés, sans pour autant que la valeur du titre ait subi de fortes

a pas d'agression. Il semble qu'un groupe cherche à se constituer une petite participation», déclarait le 2 septembre un porte-parole de Trac-tebel, reconnaissant que le mysté-rieux acheteur n'avait toujours pas tté identifié mais que cela ne provo-quait aucune inquiétude. En effet, Tractebel dispose d'un actionnariat stable: 53 % de son capital sont contrôlés directement et indirectement par trois groupes belges, le groupe Bruxelles-Lambert (21 %), la Société générale de Belgique

. Les achais sont prudents. Il n'y

(25 %) et Sofina (7 %), elle-même filiale de cette dernière. « Nous pouvons en outre compter sur des alliés fidèles qui représentent environ 10 % du capital, le solde étant aux mains de petits porteurs », a précisé le

Selon les milieux financiers, les tensions sur le titre ne seraient pas terminées. On cite les noms de la Lyonnaise des eaux et de la Générale des eaux comme possibles acheteurs, tous deux intéressés par les activités de Tractebel dans is communication (notamment le câble), d'André Ley-sen et de Cobepa, filiale belge de Paribes et anciens alliés de Carlo De Benedetti dans la bataille sur la Société générale de Belgique. Mais selon le Soir de Bruxelles, le

nom d'Albert Frère paraît souvent le plus logique dans la mesure où son groupe, Bruxelles-Lambert, aurait intérêt à renforcer sa participation dans Tractebel face à la Société générale de Belgique pour être en meilleure position dans ses discus-sions avec elle. Les deux principales holdings du pays se retrouvent en effet souvent face à face dans nombre de secteurs stratégiques, où il y aura bien, un jour on l'autre, des arbi-

Premier

R. et obl.

Total

Tendance .

Pour le contrôle d'Irish Distillers

Affrontement en vue entre Pernod-Ricard et Grand Metropolitan

entre le groupe français Pernod-Ricard et le groupe britannique Grand Metropolitan pour le contrôle du capital de l'unique producteur de whisky irlandais, Irish Distillers, se précise. Le 2 septembre, Pernod-Ricard a s du capital de la firme irlandaise, tout en se refusant à commenter la nouvelle (le Monde des 2 et 3 sep-tembre). Le jour même, Grand Met faisait savoir qu'il renchérirait sur toute OPA que lancerait Pernod-Ricard sur le fabricant de whisky. On s'attend à Londres que le groupe français annonce son intention au début de la semaine. Mais Grand début de la semaine. Mais Grand Met, qui possède 6,5 % des actions d'Irish Distillers, n'a pas précisé le cours plafond au-delà daquel il n'irait pas, bien que son président, M. Allen Sheppard, ait déclaré : De toute évidence, il y a un prix, comme pour Martell, au-dessus duquel nous ne continuerions pas. Tout au long de la semaine qui vient de s'achever, Pernod-Ricard a continué les conversations entreprises en nué les conversations entreprises en sout avec les responsables d'Irish Distillers.

Tout a commencé début août, quand un consortium anglo-

Mars 89

100.76

101,40

101.40

1 sept.

852 554

7602260

413 083

8 867 897

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 2 septembre 1988

Sept. 88

103.10

103.80

103.80

29 août

567 557

7 582 199

154753

8 304 509

115,8

Déc. 88

102.50

101.70

102.40

31 soût

709 885

99363

8116916

7 307 668

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

121,2 115,8 116,2

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1987)

130,9 | 131,3 | 132 | 130,3

(base 100, 31 décembre 1981) 1 347,6 1 347,7 1 348,3

(base 1000, 31 décembre 1987)

India: CAC 40. | 1 281,27 | 1 280,55 | 1 286,36 | 1 292,81 | 1 288,75

30 août

685 850

9 413 539

10174144

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 109, 31 déce

74755

ECHÉANCES

Nombre de contrats : 60 000.

Jain 89

-

100.45

L'éventualité d'un affrontement irlandais, GC&C Brands, formé de tre le groupe français Pernodicard et le groupe britannique et Guinness, a lancé une OPA insertingue. micale sur Irish Distillers, immédiatement rejetée par celle-ci. La Com-mission européenne s'était opposée vigoureusement à cette entente des finalement inclinés. Grand Metropo litan avait racheté les parts de ses partenaires au sein de GC&C et repris à son compte l'offre, pour un prix total de 253 millions de livres irlandaises (2,29 milliards de francs). La direction d'Irish Distillers a aussitôt demandé à ses actionnaires de ne pas répondre à cette offre d'achat.

Pernod-Ricard fait donc dans cette affaire figure de «chevalier blanc», Irish Distillers n'ayant jamais caché sa sympathie pour le groupe français.

L'inconnue reste l'attitude d'un gros porteur de parts d'Irish Distil-iers, le négociant irlandais en fruits et légumes FII-Fyffes, qui en détient 20 %. Dans un premier temps, celui-ci s'était engage à céder cette parti-cipation an consortium GC & C. L'intervention de Bruxelles a gelé la situation, FII-Fyffes ayant retrouvé sa liberté d'accepter toute offre supérieure. Il semble évident que le négociant de Dublin attende que la situation se décante et sans doute que les enchères montent

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valenza	Hanne	Valence	Bainge %
Sommel	+ 82	St-Louis	- 73
Majorette	+ 73	SFIM	- 63
Ingraico	+ 59	Perpod-Ricard .	- 55
Arices Deep.	. + 56	Crouset	- 52
Printemps	+ 5,6	Spie Butign	- 5
Cie Burcine .	+ 54	SCOA	- 48
Darty	+ 53	Géophysique	- 4,6
CG€	+ 49	CFF	- 44
LUMH	+ 4,1	Simce	- 42
Rediotechniqu	+ 3,7	Bd	- 41
Bai Equip		Labinal	- 4
GTM-Entrep.	+ 3,6	Executated	- 3,9
Liebne	. + 3,2	Raffin, Distr	- 3.1

BONS DU TRÉSOR

Relationers	Phy load		Cours campes- secon	Dernier cours
Sept. 88	-	-	92,65	-
Déc. 88	92,55	92,35	92,35	92,35
Mars 89 .	-	~	92,10	-
··· 29	-		92,82	

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Santée par le chômage...

Somaine contrastée à la Bourse de New-York, qui, après avoir été manna-tisée par la baisse accélérée de la Bourse

New-York, qui, sprès avour ette trammatisée par la baisse accelérée de la Boune
de Tokyo, a terminé en apothéose grâce
à, é paradone, une remuntée du nombre
des chômeurs en août aux Etats-Unia.
Anx yeux des milieux financiers le yeu
et le chômage américain ont scellé le
sort de Wall Street

Dans sa chute, le yeu a
entraîné la Bourse de Tokyo dont la ginsade s'est répercusée ensuite sur Wall
Street. L'ammonce, vendredi, d'un taux
de chômage en hausse de 0,2 point à
5,6 % en août, a immédiatement provoqué une détente sur les taux d'intérêt,
les analystes estimant qu'il n'y avait
plus ancume raison pour que la FED resserre à nouveau sa politique monétaire.

Crâce aux 52 points gagnés vendredi,
l'indice Dow Jones a namuné la semaine
ser une hausse de 37,17 points par tapport an vendredi précédent à 2 054,59.

par sa reserver p		
	Coms 26 soft	Coms 2 sept.
Alcos	58 1/4	50 1/2
ATT	25	243/4
Boting	59	58 7/8
Chase Man. Benk	277/8	29 1/2
De Pont de Nemours	80 1/8	. 89 3/8
Benmen Kodak	42 1/8	467/8
Exert	461/4	461/4
Ford	48.3/8	49 1/2
General Electric	39 3/4	41
General Motors	71 7/8	723/8
Goodyear	59 3/8	587/8
IBM	112 1/4	114
III	47	48
Mobil Oil	433/8	435/8
Pfizer	59 3/8	50 1/2
Schlumberger	333/8	33
Texaco	45 3/8	46
UAL Corp. ex-Allegis	88 3/4	89 5/8
Union Carbide	21 3/4	22 1/2
USX	271/4	273/4
Westinghouse	491/2	49 3/4
WEILE		537/0
Xerex Corp	53 7/8	537/8

LONDRES

La peur des taux

La peur d'une nouvelle hansse des taux d'intérêt britanniques a dominé la Bourse de Londres qui a véca une semsine agitée se soldant par une forte buisse des cours. Le marché était encore sous le coup des chiffres catastrophi-ques de la balance des paiements britan-nique et du pelèmentent consécutif des mique et du relèvement consécutif des tanx d'intérêt. Les finctuations de la livre étaient également au centre des préoccupations des milieux financiers Indice = FT > du 2 septembre : 100 valeurs, 1746,9 (contre 1770,7); FT 30, 1405,9 (contre 1425,4); miaes d'or, 191,4 (contre 290,1); Fonds d'Etst, 36,28 (contre 36,83).

Company of

Sabola ..

**** Time =

14 . . .

And 500 16

Section 1

949 A. . .

TANK .

	-	_
	Coers 26 soft	Cours 2 sept.
Beecksta Bowater BP Charter Courtaulds De Beers (*) Free Gold (*) Glass GUS ICI Resiters Shell Unilever Victors	468 407 239 343 321 1/2 10 7/8 7 11/36 938 16 61/64 992 471 997 446 163	463 1/2 467 242 1/2 334 366 1/2 10 1/8
War Loan	36 1/16	31 11/32

(*) En dollars. FRANCFORT Effritement

Préoccupée par l'évolution des taux d'intérêt, la Bourse de Francfort a encore fait grise mine cette seguine. Certains experts craignalent une hausse du taux de l'escompte japonais qui pour-rait entraîner un nouveau relèvement général en Europe. D'autres voyaient, en revanche, dans la dernière prise en pension de la Bundesbank un signe de vouloir les maintenir à un niveau raison-

Indice de la Commerzbank du 2 sep-mbre : 1 453 (contre 1 456.1).

	Cours 26 août	Cours 2 sept.					
AEG	282,50 258,60 290 224,20	292,50 258,90 288 225					
Dentschebank Hoechst Karstadt Mamesman	455,30 279,70 396,20 173	454 280 427,10 168,60					
Siemens	422,50 248,28	423					

TOKYO Agitée

Après une semaine chaluntée au cours de laquelle les cours ont fortement baissé, la tendance s'est très nettement basse, le unmanue » es la vive redressée samedi matin après la vive retombée de Wall Street en raison des · bous » chiffres du chômage américain pour soût. La chute du yen face au del-lar avait fait craindre, pendant une bonne partie de la semaine, un relève-ment du taux de l'escompte japonais bien que le ministre des finances rippon

bien que le ministre des finances nippos sit affumé que cette question n'émit pas à l'ordre du jour. L'indice Nikkei gagnait le 3 septem-bre 371,75 points soit 1,4% à 27488,25 points. Le 26 noût, le Nikkei était à 27679 points. La semaine se solde donc par une baisse de 0,7%.

		0
	Cours 26 août	Cours 2 sept.
Alur	602	586
Bridgestone	1 276	1 279
Canon	1 480	1 450
Fuji Bank	3 150	3 960
Honda Motors	2110	2 988
Marsoshita Electric	2 690	-2 580
Mitsubishi Heavy	897	828
Sony Corp.	6819	6 800
Toyota Motors	2 640.	2578

MARCHÉ LIBRE DE L'OR VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*) 98 000 87 900 507 375 Or fin (kilo en berre) - (kilo en lingot) Piños française (20 fr exp. (F) 68 725 193 481 188 e Pièce française [10 îr.] Pièce stitse (20 fr.) Pièce letise (20 fr.) 149 566 575 517 441 880 307 562 114 035 540 508 507 642 843 383 2 020 1 500 875 170 431 799 506 510 642 645 400 3 100 154 839 828 Suez CGE Sté Générale Perrier Michelin 136 318 145 122 922 019 106 246 740 529 441 74 556 102 974 082 98 524 050 86 351 416 Lafarge-Cop. 74 556 Paribes . 215 811 Eurotunnel . 2 434 854 Gle des Eaux 56 690 Saint-Gobain 148 331 76 218 773 74 153 035 2 260 426 526 526 351 (*) Du 25 août zu le septembre inclus. · Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

TOUS LES JEUX DU MONDE Yams - La banque - Le billard américain La tour de Hanoï - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

Crédits, changes, grands marchés

BOURSES ETRANGERES

VEW-10E Season per le chie Personal Property of the Primary Art In The County prime her pt partie prime 3 The property of the party of th

The party of the p Dette to the describe to the real of the printed to the state of the sta the afficiency of the later to A CONTRACTOR maged the street to The - STATE OF THE 21

bur pereis am ber bei gelb Make & Milliants | F Sringer PART TO SEE STORY fraction land and a series BEAL HE SALL ... LAND

ANT Marita Char Mar: Pass The Prior Di for 22 and Restaur & size
France
F

LONDRES A POR BEING As principles and approximate

5°1

design of other first strates in September 1917 Contact to 1921 to Market of the Parish St. man at a basis the faces THE TOTAL AND That Paris or San Bere Bud . Herrmid 2 CONTRACTOR OF SHEET ST ings of a time of 1855 10 to 1420 t 🗱 e na ales a 🤼 APP WILL STORY

. 52 \$16 BA 41 Free Cale

> FRACTOR 3 67 CHECK

100 1.16 1.27 agair à m

Sale of the Con-DANG 100 وليتتنافث الإرواري Charles and

4

. 18 C. 184. im Mild : b . Mar. 18. .

No allegand

Vers une reprise de l'activité primaire flottant lancée en 1985 et qui

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La fragilité du marché internatio-

nal des capitanx a été mise en évi-

dence la semaine passée alors que tout paraissait suspendu à la publi-cation d'une seule donnée nouvelle,

celle des statistiques du chômage en août aux Etats-Unis. Celles-ci ne

devaient être publices que vendredi en début d'après-midi. Faisant état d'une augmentation du chômage à

5,6 % contre 5,4 % en août, elles ont

été interprétées de façon positive pour l'évolution des taux d'intérêt

outre-Atlantique. Elles corroborent en effet d'autres indications témoi-

gnant d'un ralentissement de la

croissance de l'économie améri-

caine. L'activité primaire euro-

obligataire devrait en profiter cette

semaine, surtout à partir de mardî,

car le week-end sera prolongé aux

Les émetteurs et les chefs de file

japonais devraient continuer d'affir-

mer leur emprise sur le marché

international suivant un schema

anguel on ne parvient pas encore à

s'habituer tant il est impressionnant.

Mais pour ce qui est des autres par-

ticipants, dont la présence s'affirme

de façon moins mécanique et

une sensible animation est prévue

Plusieurs emprunts dont l'émission

avait été reportée récomment

devraient s'annoncer hientôt et, la

rentrée aidant, de nouveaux projets

Parmi les opérations de réaméns-

gement de leur dette à laquelle

s'apprôtent à procéder les grands

emprunteurs sur la scène internatio-

nele, celle du Crédit foncier de

France est attendue avec la plus

nom qui bénéficie de la garantie de

350 millions de dollars) et la publi-

cité qui l'entoure en font un point de

mire. Un nombre inhabituellement

élevé – une quarantaine – d'euro-

banques ont été contactées par

l'emprunteur pour qu'elles présen-

Il devrait s'agir d'en communt curp-obligataire, libellé en dollars

des Etata-Unis, à taux fixe ou à taux

variable et dont le produit pourrait

déboucher sur des fonds à taux

variables, en francs suisses et en

deutschemarks, et à taux fixe, en

francs belges. L'objectif est de rem-

placer une émission en dollars à taux

tent leurs offres.

devraient prendre corps.

dépend davantage de la conjonctu

Etats-Unis.

devrait être dénoncée au remboursement anticipé. Normalement l'emprunt aurait encore neuf ans à courir. Mais son remplacement par une nouvelle transaction devrait permettre une économie sensible pour l'empranteur, qui s'apprête à suivre ainsi l'exemple récent d'Electricité de France. L'émission Crédit foncier devrait voir le jour cette semaine.

De son côté, la Société nationale des chemins de fer français a recours à une solution originale pour assurer le refinancement d'une opération de type «samoural» (un

emprunt public lancé à Tokyo por le compte d'un débiteur étranger) venant à échéance le 17 septembre. Elle est le premier emprunteur français à disposer d'un programme de billets de trésorerie en yens. Ce sont deux établissements japonais, Yamaichi International et Norinchukin Bank qui s'occupent de la transaction. Impliquant une ligne de crédit et parfaitement ajusté aux besoins précis de l'émettenr, ce programme a le mérite d'une grande souplesse d'utilisation. Il est aussi beaucoup plus avantageux que ne l'aurait été par exemple l'octroi d'un crédit bancaire classique.

Une solution d'attente très confortable

français, la SNCF avait, pour des raisons purement comptables (en fait pour éviter de faire apparaître une perte de change) à se procurer des fonds en yens. Il n'était pas indiqué de faire appel au marché obligataire en cette monnaie, notamment à son euro-compartiment, car, d'une part, celui-ci est présentement dans une situation difficile et, d'autre part, il requiert, pour être efficace, des transactions plus importantes. Le montant de l'opération à refinancer est de 18 milliards de yens seulement. Grâce à des tirages à court terme, à trois mois par exemple, la solution des billets de trésorerie permet d'attendre un éventuel rétablisment du marché obligataire. On évoque déjà la possibilité de lancer plus tard un grand emprunt à long terme en yens qui non senieme rempiacerait alors le programme de billets de trésorerie, mais répondrait aussi à d'autres besoins de financegrande impatience. La qualité d'un ment de l'emprenteur. la République française, l'ampleur de la transaction prévue (de 200 à

Cette position d'attente est très confortable, car elle autorise la conclusion de transactions de swap à court terms. Quant à son coût, un tirage à trois mois se ferait présentement à des conditions tout à fait favorables, procurant des fonds en yens à taux flottants à une vingtaine de points de base an-dessous du taux interbancaire demandé à Londres (Libid), soit environ 32 points auous du taux offert (Liber).

Il ne serait donc pes surprenant ne la SNCF soit bientôt imitée par d'autres débiteurs de tout premier plan. Les signatures prestigieuses sont d'autant mieux accueillies qu'elles sont encore très rares dans le jeune marché des billets de tréso-

En tant qu'établissement public rerie en yens. L'attention se porte en particulier sur les émetteurs d'opérations à taux variable montées il y a trois ans. Les marges que les débi-teurs avaient alors à offrir étaient appréciables. Le Crédit foncier de France et la Caisse nationale des télécommunications proposaient par exemple pour des emprunts de 15 milliards de yens à douze ans des coupons semestriels supérieurs au Libor (la marge est dans les deux cas d'un seizième de point de pourcentage). Certains imaginent déjà que de tels emprunts soient ioncés prochainement par anticipation pour être temporairement relayés par des programmes de billets de trésorerie.

On retiendra également de la

semaine écoulée une des premières conséquences sur le marché international des capitaux du rapproche ment de la Société générale de Belgique et de la Compagnie financière de Suez. Le témoignage est modeste, puisqu'il ne porte que sur un placement privé de 300 millions de francs luxembourgeois lancé pour la compte de la Banque Indosuez (Luxembourg). Cette dernière, contrairement à ce qu'elle avait fait pour son dernier emprunt dont elle s'était occupé directement, a confié à un autre établissement du grandduché le soin de diriger l'opération en tant que teneur de plume. C'est la Barque générale du Luxembourg, proche de la Générale de Belgique, qu'elle a chargé de ce rôle. Le couest de 7-3/4 %, la durée de six ans et le prix d'émission, de 100,25 % du pair.

CHRISTOPHE VETTER.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Détente américaine

A l'instar des marchés américains du crédit, les marchés français ont vécu une nouveile semaine d'incertitude et de morosité. Que vont faire les Japonais ? S'ils décidaient, à leur tour, de relever leurs taux d'intérêt, cela pourrait encleacher un phéno-mène inquiétant de surenchère à la hausse. Constatant de toute façon que l'écart entre le taux d'escompte du Fed (6,5% depuis le 9 août) et le taux des federal funds (au-dessus de 8%) avait retrouvé son niveau d'avant le 9 août, de nombreux économistes américains s'attendent désormais à un nouveau relèvement du taux directeur outre-Atlantique.

Les « bonnes » nouvelles, en l'occurrence la hausse du chômage en août (son taux est passé de 5,4% 5,6%) ne feraient que décaler l'inévitable mouvement. En France aussi, les investisseurs sont redevenus pessimistes : une enquête réalisée par l'institut Recherche économique et sociale auprès de cent soixante-dix-sept investisseurs franais pour la Tribune de l'expansion indique que 52,6% d'entre eux s'attendent à une poursuite de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Ils sont 40,7% à juger que la France n'échappera pas au mouve-

Au cours de cette dernière semaine d'août, le marché obligataire américain a pourtant retrouvé le chemin de la hausse. Les nouvelles économiques distillées semblent confirmer un ralentissement de l'activité outre-Atlantique. Les chiffres du chômage et des créations d'emplois en particulier ont favorablement impressionne. Le nombre des emplois non agricoles a augmenté de 219000 en août après une hausse révisée à 200 000 en juillet.

L'annonce de ces chiffres a provoqué vendredi une hausse des cours des obligations du Trésor américain et une nette détente sur les taux. Sur l'ensemble de la semaine, le rendement de l'emprunt-phare à trente ans du Trésor a ainsi sensiblement diminué, passant de 9,44 % le vendredi 26 aculi à 9,12 %, à la veille du

long week-end du «Labour Day» (hundi 5 septembre est férié aux Etats-Unis). Sur le marché de l'argent à court terme, en revanche, les tensions à la hausse restent fortes, les taux sur les fonds fédéraux étant toujours supérieurs à 8 %.

Les marchés français de l'argent ont vécu un scénario assez proche. Le resserrement de la politique monétaire française - avec le relè-vement des taux d'intervention de la Benque de France le 25 août - s'est traduit par une forte tension sur les taux de rendement des bons du Trésor émis le lundi 29 soût. Tout au long de la semaine, le taux de l'argent au jour le jour (le «JJ») est resté entre 7,50 % et 7,75 %, c'est-à-dire dans le haut de la fourchette des taux d'intervention de la Banque centrale. Vendredi 2 septembre, celle-ci a maintenu à 7 % son taux d'intervention à l'occasion d'un double appel d'offres auquel elle a procédé. Elle en a profité pour retirer des liquidités du marché.

En ce qui concerne le marché obligataire, l'activité reste encore faible à tous les étages. Sur le Matif, les opérateurs, favorablement impressionnés par le comportement du marché américain ont commencé la semaine avec un certain optimisme. Les différentes échéances gagnaient lundi 29 août, pnis à nouveau mardi 30, quelque 30 à 40 centimes. Les cours devaient ensuite se stabiliser avant de repartir à la hausse vendrodi après-midi sur un marché très animé, l'échéance de décembre est ainsi passée de 101,15 le vendredi 26 août à 102,40 une semaine après.

Sur le marché primaire, les opérateurs attendaient, jeudi le septembre, l'adjudication des obligations assimilables du Trésor. - Un nonévénement », commentait un spécialiste. L'opération a néanmoins permis d'entériner les niveaux des tanx d'intérêt observés sur le marché, en hausse sensible. Dans ces conditions, le Trésor, en avance dans son programme d'émission, n'a pris

que le minimum de la fourchette qu'il avait annoncée : 5,1 milliards de francs pour 5 à 7 milliards demandés. L'Etat a ainsi émis pour 1,795 milliard de francs d'OAT 9,50 % juin 1998 avec un taux de rendement de 9,39 % (contre 8,93 % lors de l'adjudication de juillet). Il a levé un milliard de francs d'OAT 8,50 % novembre 2002 avec un taux de rendement de 9,53 % (contre 9.29 % en août). Enfin, il a pris 2,31 milliards d'OAT à taux varia ble, TRB, prise par certains investisseurs étrangers.

L'adjudication a confirmé l'existence de liquidités importantes. La Banque de France avait reçu 25,35 milliards de francs de soumis sions. Compte tenn des taux, l'Etat français n'a pas voulu satisfaire davantage la demande. Depuis janvier 1988, le Trésor a ainsi levé 82 milliards de francs. Pour l'ensemble de l'année, il a prévu d'emprunter entre 90 et 110 milliards de francs, Pour 1989, la Rue de Rivoli a indiqué que M. Bérégovoy avait demandé au Trésor d'étudier la possibilité pour l'Etat français d'émettre, à l'instar des Italiens et des Britanniques, des emprunts libellés en

Pour l'instant, le marché primaire reste calme. Le BALO du 5 septembre devrait annoncer une opération de 650 millions de francs pour la Compagnie parisienne de rées-compte. Sur les huit premiers mois, par le Crédit lyonnais, le montant des émissions d'obligation et d'après les statistiques publiées titres participatifs a augmenté de 7% par rapport à la même période de 1987. Il a atteint 203,9 milliards de francs contre 202,5 milliards. Les institutions financières (65,8 milliards), l'Etat et les collectivités locales (90,8 milliards) restent les principaux émetteurs. L'appel du secteur industriel et commercial au marché, déjà modeste (19,2 milliards de francs) est en baisse sensible (moins 11,9% en 1988 par rapport à 1987).

LES DEVISES ET L'OR

Les trois plongeons

Après un démarrage plutôt calme (les banques étaient fermées, lundi 29 août, à Londres et à Hongkong). les marchés des changes se sont brusquement animés en fin de brusquement animés en fin de semaine. Chaque jour, une autre devise a joné la star sur la scène internationale. Mercredi, le yen a plongé par rapport au dollar. Jeudi, c'était au tour de la livre sterling de s'affaisser brutalement. Vendredi, le billet vert, qui avait discretement repris le chemin de la hausse, s'est replié. Finalement, et conformément anx vœux des autorités ouestaux vœux des autorités ouest-allemandes, seul le deutschemark a confirmé sa vigueur retrouvée.

Le plongeon du yen tout d'abord. près les hausses de taux d'intérêt Après les hausses de taux à interet décidées, le 25 août, par les Euro-péens en réponse au relèvement du peens en reponse au reievement du taux d'escompte américain du 9 août, le Japon reste la seule des grandes puissances à n'avoir pas augmenté ses taux d'intérêt. La Banque du Japon n'a pas modifié son taux d'escompte, qui est à 2,5 % depuis le 20 février 1987. L'écart de rendement s'est donc accru entre le pays du Soleil-Levant, d'une part, les autres nations, d'autre part.

Depuis plusieurs semaines, le yen avait semblé insensible à cet accroissement de l'écart de taux avec les Etats-Unis notamment: le dollar s'était stabilisé autour de 133 yens. Le hausse des taux en Europe, la semaine passée, a transformé la donne. Mercredi 31 soût, le yen a brusquement décroché vis-à-vis du dollar. En quelques heures, le billet vert a gagné plus de 2 yens, attei-gnant 136,50 yens, avant de dépas-ser, jeudi 1st septembre, les 137 jeudi 1st septembre, les 137 yens, le plus haut niveau depuis neuf mois. Victime de taux d'intérêt domestiques trop faibles, le yen a aussi souffert d'une rumeur portant sur l'introduction prochaine, au Japon, d'une taxe de 26% sur les gains réalisés lors d'émissions d'actions par des entreprises japo-naises. Mais elle a aussi été affaiblie par les propos contradictoires tenus par les responsables nippons quant à la politique monétaire qu'ils enten-dent conduire.

dent conduire.

En effet, alors que le ministre nippon des finances, M. Kilchi Miyazawa, affirmait, le jeudi 1" septembre, qu'il u'y avait "rien
d'inquietant a dans la baisse du yen
des dirigeants de la Banque du
Japon laissaient entendre que la
banque centrale pourrait intervenir

pour défendre sa monnaie. A quel niveau? - 138 yens, 140 yens ou plus pour un dollar? - Les marchés s'interrogent. Les opérateurs savent en tout cas que la Banque du Japon, qui n'a pas participé au cours des dernières semaines aux opérations visant à freiner la hausse du dollar, dispose de munitions (elle a dans ses coffres plus de 90 milliards de dollars!).

Autre question en suspens : les Japonais pourront-ils éviter d'augmenter leurs taux d'intérêt? À Tokyo, les autorités monétaires par encore de religion en n'auraient pas encore de religion en cette matière. Mais beaucoup d'opérateurs craignent qu'un relèvement du taux de l'escompte ne devienne inéluctable. La Banque du Japon a laigné contra contra contra la contra laissé croître, cette semaine, les taux sur le marché monétaire domestique, un signe avant-coureur pour de nombreux spécialistes.

Après mercredi, jeudi : après le yen, la livre. Jeudi le septembre en effet, la livre sterling a à son tour plongé, vis-à-vis du mark surtout. La devise britannique avait déjà perdu beaucoup de sa valeur au cours de la semaine précédente, après l'annonce de déficits extérieurs records. En début de semaine, elle se remettait difficilement de l'épreuve. Elle a rechuté jeudi.

Aucune mauvaise nouvelle supplémentaire n'était pourtant venue animer la vie d'une monnale qui bénéficie de taux d'intérêt alléchants (le taux d'intervention de la Banque d'Angleterre est depuis le dernier relèvement, le 25 août, de 12%). Mais les mauvais résultats du commerce extérieur comme les craintes inflationnistes (la masse monétaire MO a augmenté sur les douze derniers mois et à la sin juillet de 7%, pour un objectif compris entre 1% et 5%) écartent les investisseurs de la devise britannique. Vendredi 2 septembre, et en dépit d'achats renouvelés de sterlings par Banque d'Angleterre, la livre terminait toujours en baisse à 10,63 francs français (contre 10,70 le vendredi 26 août) à Paris et à 3,128 deutschemarks (contre 14 DM une semaine auparavant) Franciort.

Troisième plongeon de la semaine : celui du dollar, vendredi 2 septembre. Après avoir été, à la fin du mois d'août, freiné dans sa progression par les banques cen-

trales (à coups d'interventions et à cause des hausses de taux d'intérêt en Europe), le billet vert avait repris dès lundi le chemin de la hausse. Lentement mais surement. Les transactions autour du billet vert restaient cependant peu nombreuses. Les opérateurs vivaient alors dans

l'attente du chiffre de l'emploi aux l'attente du chiffre de l'emplot aux Etats-Unis pour le mois d'août. Le taux de chômage de 5,6%, rendu public vendredi 2 septembre à 14 h 30 (heure de Paris), a provo-qué un brusque décrochage du dol-lar vis-à-vis des principales monnaies

européennes.

La hausse du taux de chômage (il était de 5,4 % en juillet et de 5,3 % en juin, son plus bas niveau depuis quatorze ans) en août coafirme, pour les marchés, les autres données de la semaine, la baisse de 0,8 % en juillet de l'indice des indicateurs avancés et la réduction de 3,5 % des commandes à l'industrie américaine.

Les Etats-Unis seraient en train de Les Etats-Unis seraient en train de connaître un raientissement de leur croissance. Les craintes d'une « surchauffe et de l'inflation s'atté-nuant, le FED ne devrait pas resserrer sa politique monétaire et accroître les taux d'intérêt. Le dollar devrait baisser. En définitive, et sur semaine, la monnaie américaine est en baisse par rapport aux autres monnales européennes. D'un venmonnales europeennes. D'un vendredi à l'autre, elle est passée à New-York de 1,8585 DM à 1,8525 DM, de 6,31 F à 6,30 F. Après être monté à 137,25 yens, elle a terminé à 135,95 yens contre 133,80 yens il y a une semaine.

Conformément aux vœux de MM. Poehl et Stoltenberg, le deuts-chemark a confirmé au cours de la semaine sa vigueur retrouvée, vis-vis du dollar, du yen et de la live-sterling mais également par rapport aux devises du système monétaire européen. Le deutschemark achève la semaine à nouveau autour de 3,40 F. Vendredi, la Banque de France serait intervenue, selon les cambistes, pour empêcher le deutschemark de trop s'éloigner de ce

ERIK IZRAELEWICZ.

Système monétaire Européen AMPLEUR DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT AUX TAUX PIVOTS -0,50 -0,75 -1,25 -1.75 -2 25

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 AOUT AU 2 SEPTEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Litera	SEU.	France inençals	PERSON I	D. mark	beign	Pipem	tulions.
12			15,7883	63,6132	53,6193	2,5556	47,4834	0.0719
	1,6715			63,7349	53,8068	25634	47,6383	0.0723
Hem-York	1,6890		15,8378	403,12	339,79	16,1947	300,90	4,5590
	10,5923	6,3370		462,42	339,73	16,1855	300,74	4.5687
Pacis	18,6643	6,3140		407.44	84,2895	4,0174	4.4	1,1309
	2,6276	1,5720	24,8067		84,4229	4,8720	74,7324	1,1353
Zazisk	2,6500	1,5690	24,8496		8446	4.7662		1,3417
	3.1173	1,8650	29,4303			47641		
Francier:	3.1390	1,8585	29,4351	118,45	-	41/44	18,5802	
	65,4058	39,13	6,1748				18,5886	
Brazelles	65,8879	39.01	6,1783		209,50	5,3821	/	15151
	3.5202	2,1060	33,2334		112,52		-	1.5191
Accorden	35460	2,0995	33,2513	133,81	112.96	5,3819		
	2323.39	1390	219,35	884,22	745,31		668,02	-
-		1382.00	218,88	889,81	743,61	35,4268	44.00/0	8,3963
	1	136,65	215.64	86.9775	73,2708			
Tobys	228,41	133,79	211,75	85,2135	71,9397			_
							4 6274	E contri

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 2 septembre, 4,6374 F e 4,7225 F le vendredi 26 août.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'étain retrouvé

L'étain offre le spectacle d'une matière première dont l'offre et, par conséquent, les prix sont enfin maîtrisés. Sur le marché européen, une tonne d'étain valait en moyenne le 2 septembre 4545 livres, son meil-leur niveau depuis 18 mois. Selon l'analyste britannique Warburg Securities, le redressement devrait se poursuivre tout an long du second estre de 1988, avec un cours moyen de l'étain estimé à 4 560 livres par tonne (contre 838 livres au premier semestre).

000 201-2-1	
PRODUITS	COURS DU 2-9
Cuivre h. g. (Lonius)	1 350 (=)
Trois mois	Livres/tonne
Alembrium (Lorins)	1 506 (- 111)
Trois mois	Livres/come
Niekel (Lonius)	12 900 (- 360)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Pris)	1 679 (+ 48)
Oct.	Francs/ionne
Café (Leadres)	1 021 (+ 11)
Sept.	Livres/torms
Cacao (New York)	1 202 (- 64)
Sept.	Dollars/tonne
Bilé (Chicago)	398 1/2 (+ 8 1/2
Sept.	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	289 (+ 11,75)
Sept.	Cents/boisscan
Soja (Chicago)	278,78 (+ 10)
Sept.	Dollars/t. courte
	naventhèses indique

Le chiffre entre parenthèses in variation d'une semaine sur l'autre.

Une telle performance était proprement inconcevable en octobre 1985, lorsque le marché s'effondra sous les coups de boutoir conjugués du Brésil et de la Chine. En multipliant leurs exportations, ces nou-veaux venus dans le monde de l'étain avaient déséquilibré l'offre, laissant l'accord international - dont ils n'étaient pas membres - sombrer financièrement, après une série d'achats de soutien des prix finalement inefficaces. Les prix plongè-rent de 8 500 livres à moins de 3 500 livres la tonne.

On ferma le marché de Londres, mis au ban de la communauté financière après la faillite du Conseil de l'étain. Grand perdant de la course à la substitution engagée dans les emballages profit du plastique, le métal blanc n'était plus cité que apour mémoire». C'est dans ce contexte, marqué par la fermeture massive de miaes en Bolivie, Malaisie, Cornouaille que les producteurs ont finalement reussi à trouver une discipline qui porte aujourd'hui ses

En mars 1987, l'ATPC (Association internationale des producteurs d'étain), qui regroupe les principaux fournisseurs de métal (1) - hormis le Brésil et la Chine - avait ainsi fait accepter l'idée d'un quota global de 96 000 tonnes. Les deux producteurs non membres s'étaient eux aussi engagés à restreindre leurs ventes à 21 000 tonnes (Brésil) et 5000 tonnes (Chine). Reconduit en

mars dernier, cet accord de survie a permis une diminution spectaculaire des stocks mondiaux. De 105 000 tonnes au début de 1986, ils ont reculé à 45 000 tonnes au printemps dernier, pour atteindre actuel-lement moins de 40 000 tonnes. Quant au stock de 72 500 tonnes que létensit au moment de la crise de l'étain le Conseil international, il ne représente plus que 19 000 tonnes.

Selon Warburg Securities, la consommation mondiale de métal blanc devrait en outre dépasser la production de 16000 tonnes. Une évaluation qui confirme l'estimation antérieure du Conseil de l'étain, placant la production occidentale des neuf premiers mois à 112 900 tonnes pour une consommation de

Les Etats producteurs du tiersmonde, mais pas uniquement, ont ainsi pu, malgré leurs intérêts et leurs conditions économiques souvent divergentes, faire cause commune. En marge d'un accord et d'un stock régulateur mis au rebut, ils ont consenti aux sacrifices qu'ils n'avaient auparavant jamais acceptés avec tant de rigueur. Leur effort a été servi par une relance non négligeable de la consommation d'étain dans la ferblanterie et l'emballage, en Europe et aussi en Asie. Mais, si le danger d'une nouvelle crise semble écarté, il n'a pas disparu pour autant.

ERIC FOTTORINO.

Australie, Bolivie, Indonésie, Maleisie, Nigéria, Thailande, Zafre.

16 Dimanche 4-Lundi 5 septembre 1988

Le Monde

ÉTRANGER 3 URSS : le procès du gen-

4 Liban : les manœuvres autour de l'élection présidentielle. 5 Les chefs de la résistance afghane souhaitent que le Pakistan cesse de s'ingé-

rer dans leurs caffaires

intérieures ».

POLITIQUE

par François Luchaire.

6 M. Rocard face à ses

- **DATES** 2 Il y a trente ans, la Constitution de la Vª République
- 8 Paris fait du cinéma 12 Education : les réactions aux déclarations de

SOCIÉTÉ

7 Prisons : le programme de

construction présenté par

M. Arpaillange se démar-

que du projet Chalandon.

9 Cinéma : le Festival de Exposition: « Sous soleil exactement » à la villa Arson à Nice.

10 Jean Ferrat.

ÉCONOMIE

3 Aux Etarts-Unis, frausse du	Unis, hausse de	ux Etato-Unis, Itau	Ą	1	13
nombre des chômeurs en soût.					
- Première en France :	en France:	emière en F	P	. 1	_
l'Aérospatiale et Dassault-	ale et Dassaulf	lérospatiale et Da	ľ	ı	
Breguet s'associent pour la	ISSOCIENT DOUT 18	eguet s'associent	8	1	
construction d'un avion					
patrouilleur maritime.					
4 Revue des valeurs.					
5 Crédits, changes, grands	hanges, grands	Adits chances.	Г	1	16

marchés.

TÉLÉMATIQUE

A TO LINE CHE ON 1 DE SOL UNITE
DEARTLINE
 Le mini-journal nouveau est
arrivé JOUR
36-15 tapez LEMONDE
. La cota en direct, les porte-
familiar les services por les
fauilles, les commentaires du
Monde BOURSE
36-16 tapez LMBOURSE
& Las joux du Monde JEU
36-15 tabez LM

L'université d'été des jeunes RPR

«Seul Jacques Chirac incarne l'espérance du gaullisme »

assure M. Alain Juppé

LA BAULE de notre envoyé spécial

La vie politique a des hauts et des bas, mais ces aléas ne semblent pas avoir d'influence sur les réunions du RPR: l'emhousiasme est toujours au rendez-vous, le nom de Jacques Chirac scandé avec passion, la contestation de la ligne officielle soi-gneusement canalisée. La première journée de l'université d'été des jeunes du mouvement chiraquien, le vendredi 2 septembre à La Baule (Loire-Atlantique) en a apporté une nouvelle démonstration.

Mais, derrière l'apparence, la réalité ne peut manquer de se faire jour. Les dirigeants du RPR ne camouflent que difficilement l'irritation que leur causent les déclarations critiques distillées tout au long de l'été par M. Philippe Séguin et certains de ses amis. Et si, dans son discours devant les jeunes, M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement, a renouvelé ses appels pour que tous ceux qui souhaitent, à son nstar, la «rénovation» viennent travailler avec lui, il a anssi lancé à ses contestataires tant de piques que l'on pouvait se demander quel accueil leur serait fait samedi à La

La nostalgie n'est pas un programme

Aujourd'hui, alors que la contes-tation règne chez les ainés, les jeunes sont d'une sagesse de premiers communiants. Tout juste si, par le triomphe qu'ils ont fait à l'une des leurs, une caldoche qui affirmait que les accords sur la Nonvelle-Calédonie allaient conduire à l'indéslogan « Calédonie française », ils ont montré qu'ils espéraient une attitude encore plus ferme de la direc-tion du RPR sur ce dossier.

M. Juppé veut profiter de ces universités d'été pour indiquer aux « séguinistes » et autres « rénova-

teurs » jusqu'où ils peuvent aller. M. Juppé a fait la démonstration de la façon dont il conçoit l'analyse des erreurs commises dans l'explication qu'il a donnée des raisons de l'échec de M. Chirac. Axiome de départ : le gouvernement Chirac a « réussi », mais il a commis deux erreurs; l'une, dont M. Juppé a sa part : une mauvaise explication des raisons de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; l'autre, dont M. Seguin est le principal responsable, même si l'ancien ministre délégué su budget en assume la . responsabilité » par » solidarité » gouvernementale : la limitation du nombre des médicaments remboursés à 100 %.

Pour le reste, c'est la faute à M. Barre, qui, en dénonçant « à l'esvie l'Etat RPR, la politique des noyaux durs ou le déclin économi-

Le numéro du « Monde » daté 3 septembre 1988 a été tiré à 521 530 exemplaires



que de la France -, a semé l'-ivrale - que M. Mitterrand n'a en qu'à récolter... A cela il fant aussi ajouter l'habileté « politicienne » du président sortant et la préférence des Français pour l'e imm qu'il aurait incarné piutôt que pour le - dynamisme » que leur aurait proposé M. Chirac.

972

St. S. Williams

establish . See

- T - N - N - 10 1

STATE STREET, ST.

Brid. Mr B of

K = 4 4 11 1 11 1

IS S MINT WALL

San Land in soluti

1 2 2 2 12 (Mar.

44 - 170 1 A 170001-A

THE STREET STREET SERVICE

S Assessed to the same

THE WILL TO 4

ting wenter

an ich all trentun be

京教院 第3 · 中田4M

1: 37221 - 7 19

and property and the R

mar and "more in the

(議員 · 中間) (株)

最高を 10年代を成

The same of the

BORK & 'Oh a

2 4 Will perfibben 177

3 #: POTO 51.# 38

(金融) タカラ(B b)

PART OF RECORDS

· 数 20 00 00 00 142

The Property of the Party of

Bill mit bei im im

群 趣味 法之子

· 建氯磺胺 (1) (1) (1) (1)

The second of the

Pe 200 1 4 5 10 14 ESE Mitter 3

The most way

THE REPORT OF PERSONS

IN THE CHAPTER I the said the

Sisteman and refer

gall jagen in in their

S IN THE PROPERTY.

Stamping in the s

FRE IN SOR BUILD

37 St. 1 Lt. 14

S Spice | Eng

St. Calabia C. W.

A Marie Carlo Bri

SERVICE MANY

at Phinpsines

The single sin

Section 1 in the second

1 68 188 182 A

And income 1 to

Olaw . Wa

The Island

THE REAL PROPERTY.

Service of the servic

ON BANKS AND

CERTAIN.

CO SECTION AND ADDRESS OF

Voilà pour le passé. Pour l'avenir, M. Juppé veut faire du RPR - le point d'ancrage » (...) de toutes les forces politiques éprises de progrès et de liberté que tôt ou tard l'alternance ramènera au pouvoir », même si pour cela ses militants devront « apprendre la vertu de la patience ». En attendant, il le reconnaît : il faut rénover le mouvement : il se vante même de l'avoir dit des 1984. Mais cela ne saurait remettre en cause ses traditions. Ainsi, « la démocratie interne a ses disciplines .. D'abord parce qu'au RPR tont le pouvoir exécutif doit appartenir au président - élu par la base .. au secrétaire général qu'il nomme et aux délégués de celui-ci. Ensuite parce que la démocratie interne, ce n'est pas « la multiplication des rivalités personnelles et des stratégies individuelles » ni « le dénigrement systématique du mouvement

Evoquant le souhait de M. Séguin que le RPR retrouve ses sources gaullistes, le secrétaire général réplique : - Il ne suffit pas de prôner le retour aux sources de notre engagement politique pour répondre co nablement aux aspirations de nos contemporains. La nostalgie n'est pas un programme politique ...

Surtout, il ne paraît pes pardon-ner à ceux qui, comme M. Ségnin ou Fillon, out expliqué que le RPR était devenu un outil électoral an service de son président. « Soyons sérieux, aujourd'hui et pour les années qui viennent, l'espérance du gaullisme », leur a répondu M. Juppé.

M. Nicolas Sarkosy, secrétaire national à le jeunesse, a renchéri en rappelant que tous les militants de sa génération étaient - venus au RPR pour Jacques Chirac . D'ailleurs, les cris de . Chirac ! Chirac! - scandés par l'assistance quand il lui a demandé si elle faisait toujours conflance - an maire de Paris pour la conduire prouvent que celui-ci n'a pas de souci à se faire. Il devait avoir, dimanche, à La Baule, pour sa première intervention publique depuis les législatives, un public acquis d'avance.

THERRY BREHER.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÉTEMENT avec la gurantie d'un grand maitre tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 690 F VESTONS 1 460 F

3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TABLEURS, JUPES, MANTEAUX

PARDESSUS SUR MESURE UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61.

Du kındî au vendredî de 10 h à 18 h

(semedi à partir du 24 septe



SERVICES

Météorologia 12

Un an après l'affaire du « détail » M. Jean-Marie Le Pen brocarde « M. Durafour-crématoire »

LE CAP-D'AGDE de notre envoyée spéciale

La Marseillaise a retenti haut et fort, vendredi 2 septembre, dans les arènes du Cap-d'Agde (Hérault), à la fin de l'université d'été du Front national. Auparavant, M. Jean-Marie Le Pen, souriant et détendu, est venu clore les cinq journées de travaux et a reçu une véritable ova-tion de la constant des constants. tion de la part des quelque sept cents militants présents sous l'immense chapiteau dressé pour

Acqueilli par le Nabucco de Verdi et aux cris de - Le Pen président! -- semblant ainsi revenir au temps de la campagne présidentielle, - le chef de file de l'extrême droite a. dans un discours d'une heure, mis ses troupes en ordre de bataille élec-torale en prévision des cinq scrutins

 Le temps du mépris, de la peur, de la honse et de la prudence est derrière nous -, a lancé le président du FN, qui a d'ailleurs constaté que la tradition dans la presse de gau-

première évocation de l'holo-causte nazi. Déjà, le 13 septem-

bre 1987, au cours du Grand

Jury RTL-le Monde, le président

du Front national a déclaré : « .le

me pose un certain nombre de

questions. Je ne dis pas que les

chembres à gaz n'ont pas existé.

Je n'ai pas pu moi-même en voir.

Je n'ai pas écudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'his-

toire de la deuxième querre mon-

diale. » « Six millions de morts,

c'est un point de détail ? », s'est

alors étonné Paul-Jacques Truf-

faut de RTL, « La question qui a

éré nosée est de savoir comment

ces gens ont été tués ou non

lequelle tout le monde doit

Les Américains choisiront une troisième norme pour la télévision haute définition, la grande révolution des téléviseurs attendue pour les années 90. Ni la norme japonaise Muse ni l'européenne Mac Paquet ne seront retenues par la Federal Communication Commission (FCC). l'organisme de tutelle à Washington. Alors qu'aujourd'hui le monde de la télévision est déjà partagé en trois systèmes, l'américain NTSC, l'allemand PAL et le français SECAM, la TV de l'an 2000 ne sera pas mondiale.

La décision finale de la FCC ne sera prise qu'en 1990, date à laquelle doit se prononcer également l'organisme de concertation mondial

le CCIR (comité consultatif inter-national des radio communications). Mais les considérants techniques qui conduiront à la décision américaine ont été fixés le jeudi la septembre,

selon le Financial Times qui les

révèle. Les Américains ont donc

La future télévision haute défi-nition (TVHD) doit emprunter des

La Corée du Nord

confirme

qu'elle ne participera pas

aux Jenx de Séoul

La Corée du Nord a décidé de ne

FCC a retenu trois principes:

Selon le quotidien britannique la

sera pas mondiale.

Les chambres à gaz, un « détail »

che d'emerrer Le Pen en septem-bre « n'a, cette année, pas été res-pectée. Cela témoigne de la « vitalité » de l'o du lisation, a déclaré M. Le Pen, qui a ensuite remercié » M. Durafour-crématoire » de l'avoir lui-même constaté dans un entretien que ce dernier a accordé à l'Evénement du jeudi (le Monde du 2 septembre). Il a déclaré : • M. Durajour et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture dans laquelle il a d'ail-leurs immédiatement disparu, a déclaré: « Nous devons nous allier aux élections municipales y com- pris avec le Parti communiste, car
 le PC, lui, perd des forces, tandis que l'extrême droite ne cesse d'en - gagner. - Interrompu alors par des applaudissements, M. Le Pen a conclu: - M. Durafour-crematoire.

merci de cet aveu. . Annonçant - un rajeunissement et un développement - du mouve-ment, le président du Front national a prévenu ses supporters enthou-siastes qu'ils vont « devenir des citoyens d'élite aptes à exercer des responsabilités. Il s'agit désor-

morale ? », a poursulvi M. La

Pen. « Je dis qu'il y a des histo-

riens qui débattent de ces ques-

Après plusieurs jours de scan-

dale. M. Le Pen avait assuré

« ses compatriotes juifs fran-

cais » que « la France a le même

amour pour tous ces fils, quelles

que soient leurs races ou leurs

religions », avant d'ajouter :

« J'accuse le lobby pro-

Le Pen, d'avoir organisé et

conduit contre moi ce procès en

chuter de quelques points la

pas empêché de frôler les 15 %

Cette affaire, qui avait fait

fréquences qui permettront aux

postes actuels de les recevoir. Et même si les téléspectateurs qui ne

disposent pas d'un téléviseur neuf (avec 1 250 lignes au lieu des 625 actuelles en Europe et 525 avec le NTSC) n'auront qu'une image dégradée, ils ne seront pas obligés de

renouveler leur équipement ;

• Le signal de TVHD doit être

transmissible par câble, satellite ou

faisceaux hertziens.

• La qualité de la norme améri-

caine doit être comparable aux autres systèmes de TVHD.

Muse japonais qui n'assure pas la compatibilité et qui entraînerait un

La première clause écarte le

sorcellerie ».

le guerre. Voulez-vous me dire pas empêché de frôter les 15 % que c'est une vérité révélée, à au premier tour du scrutin prési-

Une victoire pour les Européens

Les Américains rejettent la norme japonaise

de télévision haute définition

· de présenter l'image d'une forma-tion qui mérite d'arriver au gouvernement parce que c'est elle qui sym-bolise le mieux la fraternité française et la solidarité . Les candidats du Front national

le mouvement ne nourrit pourtant pas de « grandes ambitions ») n'ont pas été oubliés dans cette distribu-tion d'encouragements : « Vous êtes les porte-drapeaux de ceux qui se sentent les meilleurs, les plus francais et de ceux qui veulent conserver la France aux Français.

Mais le véritable cheval de bataille de la rentrée du FN demeure la campagne pour le «non» au référendum du 6 novem-bre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. M. Le Pen a ainsi proposé au premier ministre « leader des partisans des « oui » d'organiser avec lui, « leader des partisans du » non » un « grand débat national » sur cette question. Le président du Front national a d'ailleurs jugé désinvoltes et pitoyables les propos de M. Michel Rocard, qui a reconnu que l'absention risquait de dépasser 50 % des électeurs inscrits. Ces propos montrent, selon M. Le Pen, «la dérision intellectuelle et politique de la démarche » du pro-

Rappelant l'échec du général de Gaulle au référendum de 1969 qui avait provoqué son départ de l'Ely-sée, le chef de file de l'extrême droite a souhaité que, en cas de vic-toire du - non -, le 6 novembre pro-chain, M. François Mitterrand en tire les mêmes conséquences.

- Après 68-69, 88-89!-, a lancé
M. Le Pen à l'assistance qui a répondu aux cris de « Mitterrand fous le camp ! ».

Le Front national ne permettra pas à la Nouvelle-Calédonie de devenir indépendante, « même si elle en a le désir », a affirmé le président du mouvement, ceia en raison de la « primauté de l'intérêt supéla nation . Car il faut, selon lui, conserver, ce · levier essentiel et irremplaçable de la puissance française et européenne » dans le Pacifique, la puissance étant

Nouvelle-Calédonie, l'ensemble des DOM-TOM voudront adopter des olutions identiques et « même en Corse, les séparatistes étudient avec beaucoup d'intérêt l'accord Tjibaou-Lafleur », a prédit M. Le Pen. C'est pourquoi, - on ne doit pas laisser régler le sort (de l'archipel) par un milliardaire et un agitateur

M. Durafour: « Egal à lui-même »

M. Jean-Marie Le Pen « regrette bon temps du temps nazi et ll suhaiterait le voir recommencer », a déclaré, le vendredi 2 septembre sur TF I, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, qui a été qualifié par le président du FN, de « Durasour et Dumoulin » puis de « Durafour-crématoire ». « Hélas M. Le Pen est égal à lui même, a constaté le ministre de l'- ouverture ». Après le détail des milliers de morts déportés dans les camps hitlériens, il parle mainte-nant de fours crématoires. Il per-siste et signe. » C'est, selon lui, « un avertissement pour tous les démo-

M. Durafour a néanmoins indiqué qu'il ne porterait pas plainte contre le chef de file de l'extrême droite car il a, a-t-il expliqué, « infiniment de mépris pour M. Le Pen » et ne « veux pas lui donner une autorité quelconque en le poursuivant en

M. Jean-Pierre Bloch, président de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), a de son côté fait savoir qu'il envisage de donner une suite judiciaire à cet

a line lutte sans merci s'est ouverte entre Jean-Marie Le Pen et nous », a, pour sa part, déclaré, samedi sur la Cinq. M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du

Interrogé samedi 3 septembre à la - condition de la liberté, de Chamonix, François Léotard s'est l'indépendance et de l'existence -. déclaré - choqué et bouleversé - et Si l'indépendance est proclamée en M. Juppé - indigné -.

Sécurité routière

Quand les Italiens lèvent le pied...

balle leçon de sécurité routière On sait que, dans l'Hexagone, on se perd en discussions sur la resl'hécatombe aggravée depuis le début de cette année. Une importante minorité ne veut pas voir que la vitasse excessive est la cause de 45 % des accidents mortels, devant l'alcool (40 %). Elle ne veut pas entendre que, au mois de juillet, les accidents ont augmenté de 5,6 % par rapport au mois correspondant de l'année précédente, alors que le nombre des morts s'est accru de 14,5 %. Ce qui veut dire que l'on roule de plus en plus à tombeau

renouvellement mondial du parc. L'Italia apporte aujourd'hui la Cette décision marque ainsi offipreuve a contrario que la vitesse est un facteur essentiel d'insécuciellement la victoire des Européens. Les Américains, qui étaient prêts. rité routière. M. Enrico Ferri, au départ, à adopter le système japoministre des travaux publics, n'v nais, se dirigent aujourd'hui vers une norme dont la philosophie est proche était pas allé par quatre chemins, le 21 juillet, en limitant, jusqu'au du MacPaquet et qui convient aux fabriquants européens Philips et Thomson. Ceux-ci, au demeurant, 11 septembre, à 110 km/h sur autoroute et à 90 km/h sur route la vitesse maximale autorienvisagent une « convergence » des ée pour toutes les catégories de normes américaines et européennes. véhicules, Jusque-là, les voitures de plus de 1000 cm² pouvaient pousser jusqu'à 140 km/h sur autoroute et jusqu'à 110 km/h sur route, les petites cylindrées étant limitées respectivement à 130 km/h et à 100 km/h. Ce • CORÉE DU SUD : Une journaliste de « l'Humanité » refoulés.

— La correspondante à Pékin de l'Humanité, M™ Dominique Bari, a été refoulée de Corée du Sud, la mardi 30 soût, (nos demières édi-tions du 3 septembre) après avoir été fut un beeu tollé au pays de

Pourtant, les statistiques témoignent de façon spectacu-laire des bienfaits d'une telle

Les Italiens sont en train mesure. Alors que au cours du d'administrer aux Français une premier trimestre, le nombre des accidents croissait - comme dans le reste de l'Europe - de 14,6 % et celui des morts de 27,5 %, la courbe s'est complèent inversée. Du 1° juillet au 28 août, on a relevé 37 706 accidents (38 494 en 1987), 1 284 morts (1 412): cent vingt-huit vies humaines épar-gnées, soit une baisse de 9 %.

Ce résultat permettra peut-être à M. Ferri de résister au lobby automobiliste et d'obtenir du gouvernement et du Parle-ment la pérennité des limitations de vitesse. Le ministre a l'ambi-tion de mettre son pays à l'heure européenne en complétant un code de la route encore peu contraignent. Le port de la cein-ture de sécurité deviendrait obligatoire; le permis de conduire serait réformé et un taux d'alcoolémie maximal serait institué

pour les conducteurs. Quand on voit une telle prise de conscience chez nos voisins que la France ne confirme sa place de cancre dans le domaine de la sécurité routière. En 1986, il y a su 311 Italiens tués et... 482 Français par million de véhicules en circulation. Un beau sujet de méditation pour le comité interministériel qui se penchera, au mois d'octobre à Paris, sur les moyens de rendre les routes de France plus sûres,

ALAIN FAUJAS.

Notre cabinet specialise dans la selection de personnel pratique environ 1809 analyses graphologiques par an Vous pouvez suivre une formation par correspondance tres individuelle. Informations gratuites a MSI LM cole Suisse de Graphologie, Beau Sice 65, CH 2603 Renyigenne Suisse

détenue pendant une nuit à l'aéro-port de Séoul. Selon le quotidien pas envoyer ses athlètes participer aux Jeux olympiques de Séoul, du nuniste français, « elle devait ser un reportage sur le Corée du 17 septembre au 2 octobre, sa propo-Sud à quelques semaines des Jeux olympiques ». Des journaux japonais sition de coorganiser les Jeux avec la Corée du Sud n'ayant pas été accep-tée, a annoncé vendredi 2 septemet plusieurs agences de presse à Séoul, citant des responsables de l'aéroport de Séoul, ont affirmé que M^{ou} Ban était soupconnée d'appartebre, à Pyongyang, le Comité national olympique nord-coréen. Cinq autres pays n'ent pas répondu à l'invitation du Comité nir à l'organisation terroriste palesti nienne Septembre noir, responsable international olympique: Cuba, le Nicaragua, les Seychelles, l'Albanie et l'Ethiopie. ~ (AFP.) Munich en 1972, et que la journaliste était fichée comme telle par interpol.

VOUS ETES ATTIRE PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE? - DEVENE? Graphologue MSI

strasbourg